

FundLogic Alternatives p.l.c.
(Fonds à compartiments multiples dont la responsabilité de chaque compartiment est cloisonnée)

Société à responsabilité limitée
constituée sous forme de société d'investissement à capital variable de type ouvert
régie par le droit irlandais
et immatriculée sous le numéro 483770

PROSPECTUS

Ce Prospectus est daté du 21 juillet 2017

Les Administrateurs de FundLogic Alternatives plc mentionnés dans ce Prospectus assument l'entière responsabilité des informations contenues dans ce Prospectus. A la connaissance des Administrateurs (qui ont pris toutes les mesures nécessaires pour s'en assurer), les informations contenues dans ce document sont conformes à la réalité et ne comportent aucune omission susceptible d'en affecter la teneur. Ce Prospectus doit être lu conjointement avec les Suppléments relatifs au(x) Compartiment(s) concerné(s).

FundLogic Alternatives plc

L'agrément de FundLogic Alternatives plc (la « Société ») par la Banque centrale ne constitue pas une garantie de performance de la Société, et la Banque centrale ne peut être tenue responsable de la performance ou de la défaillance de la Société.

Dans les cas où une commission de souscription et/ou de rachat est versée au titre de la différence à un instant donné entre le coût d'émission et de rachat des actions dans le Compartiment correspondant, cela implique que l'investissement doit être considéré comme étant à moyen ou long terme.

La valeur et les gains générés par les actions de la Société sont soumis à des fluctuations, et il n'est pas garanti que vous récupériez le montant que vous avez investi dans la Société.

Les informations concernant la Société dans sa globalité sont présentées dans ce Prospectus. Les actions constituant chaque Compartiment proposé par la Société (chacun un « Compartiment ») sont décrites dans les Suppléments de ce Prospectus.

Avant d'investir dans la Société, il vous appartient de prendre en compte les risques inhérents à un tel investissement. Reportez-vous au paragraphe **Facteurs de risque** ci-dessous, et le cas échéant en ce qui concerne chacun des Compartiments aux Suppléments.

En cas de doute sur le contenu de ce Prospectus, nous vous recommandons de prendre contact avec votre courtier, gestionnaire de compte, avocat, comptable ou autre conseiller financier.

La distribution de ce Prospectus n'est autorisée dans aucune juridiction si celui-ci n'est pas accompagné d'une copie du rapport annuel et des comptes audités les plus récents de la Société et, en cas de publication ultérieure à celle dudit rapport, d'une copie du rapport semestriel et des comptes non audités les plus récents. Ces rapports, associés à ce Prospectus, constituent le prospectus pour l'émission d'actions de la Société.

La Société est une société d'investissement à capital variable à compartiments multiples dont la responsabilité de chaque Compartiment est cloisonnée, constituée le 28 avril 2010 et agréée en Irlande en tant qu'organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) conformément à la Règlementation des Communautés européennes de 2011 (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) (S.I. n° 352 de 2011) telle qu'amendée.

Un tel agrément ne constitue pas une approbation ni une garantie de la Société ou de l'un de ses Compartiments par la Banque centrale, et la Banque centrale n'est pas responsable du contenu de ce Prospectus.

Ce Prospectus ne peut pas être utilisé à des fins d'offre ou de sollicitation dans aucune juridiction ni aucune circonstance dans lesquelles l'offre ou la sollicitation serait illégale ou interdite. En particulier, il convient de noter que les actions n'ont pas été enregistrées en application de la Loi Fédérale Américaine sur les Valeurs Mobilières de 1933 (*The United States Securities Act of 1933*) (telle que modifiée) (la Loi de 1933) et ne peuvent pas être offertes ou vendues, de manière directe ou indirecte, aux Etats-Unis ou à une Personne Américaine, sauf dans les cas où la transaction n'est pas en contravention avec les dispositions des lois fédérales américaines sur les titres financiers. La Société ne sera pas enregistrée en application de la Loi Fédérale Américaine sur les Sociétés d'Investissement de 1940 (*The United States Investment Company Act of 1940*) (telle que modifiée) (la Loi de 1940).

Les Statuts de la Société donnent le pouvoir aux Administrateurs d'imposer des restrictions quant à la détention d'actions par (et par conséquent de racheter des actions détenues par), ou encore le transfert d'actions à, toute personne (y compris une Personne Américaine) qui semble être en infraction avec les lois de ou les conditions requises par tout pays ou autorité gouvernementale, ou toute personne ou personnes dans des circonstances (qu'elles affectent directement ou indirectement cette ou ces personnes et que l'on considère les personnes individuellement ou collectivement, qu'il y ait des liens entre elles ou pas, ou toute autre circonstance qui semble pertinente aux Administrateurs) qui, de l'avis des Administrateurs, pourraient avoir pour conséquence un assujettissement de la Société à l'impôt, ou tout autre traitement pécuniaire, réglementaire, juridique ou administratif important la défavorisant et que la Société n'aurait autrement pas eu à subir ou supporter. Les Statuts autorisent également les Administrateurs, si nécessaire, à racheter et annuler des actions (ou une partie des actions) détenues par une personne qui est, ou est réputée être, ou agit pour le compte d'une personne soumise aux impôts irlandais dans le cas d'un événement imposable aux fins des impôts irlandais.

Les souscripteurs et acheteurs d'actions potentiels doivent se tenir informés (a) des éventuelles conséquences fiscales, (b) des obligations juridiques, (c) des restrictions de change et des obligations en matière de contrôle des changes et (d) de toutes autres conditions imposées par les autorités gouvernementales ou autres consentements ou formalités qu'ils pourraient avoir à respecter au titre des lois du pays de leur constitution, dont ils sont ressortissants, dans lequel ils résident ou ont élu domicile, et qui pourraient concerner la souscription, l'achat, la détention ou la cession d'actions.

Ce Prospectus peut être traduit dans d'autres langues. Chacune de ces traductions ne devra contenir que les mêmes informations, et avoir la même signification que le Prospectus en anglais. En cas d'incohérence entre ce document rédigé en anglais et le même document traduit dans une autre langue, le document en anglais fera foi, excepté sous réserve (et uniquement dans ce cas) du respect des lois de toute juridiction où les actions sont vendues, de telle sorte que, dans le cas d'une action entreprise sur la base d'une divulgation d'un document dans une langue autre que l'anglais, cette autre langue dudit document sur lequel l'action est entreprise prévaudra.

Toutes informations données, ou déclarations effectuées, par un courtier, agent de vente, ou autre personne non mentionnée dans ce Prospectus ou dans les rapports et comptes de la Société faisant partie intégrante du présent document, devront être considérées comme non autorisées et ne seront par conséquent pas considérées comme fiables. Ni la distribution de ce Prospectus, ni l'offre, l'émission ou la vente d'actions ne constitueront, quelles que soient les circonstances, une déclaration de l'exactitude des informations contenues dans ce Prospectus à une date ultérieure à celle de ce Prospectus. Afin de refléter les changements importants, ce Prospectus sera régulièrement mis à jour, et les souscripteurs potentiels devront se renseigner auprès de l'Agent Administratif ou du Distributeur quant à l'émission postérieure d'un prospectus ou de l'émission de rapports et comptes de la Société.

Tous les actionnaires sont en droit de bénéficier des, sont soumis aux, et sont réputés connaître, les dispositions des Statuts, dont une copie leur sera fournie sur demande.

Les termes définis utilisés dans ce Prospectus auront le sens qui leur est donné en Annexe I.

Ce Prospectus ne constitue pas une offre ou une sollicitation de la part de toute personne dans toute juridiction dans laquelle une telle offre ou sollicitation n'est pas autorisée, ou à toute personne à laquelle une telle offre ou sollicitation constitue une infraction à la loi. Les investisseurs doivent être conscients qu'il est de la responsabilité de toute personne souhaitant effectuer une demande de souscription à l'émission d'actions de s'informer par elle-même et de se conformer à toutes les lois et conditions réglementaires en vigueur.

Une commission initiale pour la souscription d'Actions, et/ou une commission de rachat sur le rachat des actions, et/ou une commission d'échange sur l'échange d'Actions peut être due. Les détails concernant ces commissions exigibles dans le cas des actions propres à chaque Compartiment du Fonds figureront dans le Supplément du Compartiment concerné, mais ces commissions n'excéderont en aucun cas 5 % concernant les commissions de souscription, et 3 % concernant les commissions de rachat.

TABLE DES MATIÈRES**PAGE**

REPERTOIRE	6
1. INTRODUCTION	7
2. ADMINISTRATEURS DE LA SOCIETE	7
3. GESTIONNAIRE FINANCIER	8
4. DEPOSITAIRE	9
5. AGENT ADMINISTRATIF ET TENEUR DE REGISTRE	9
6. OBJECTIFS ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	10
7. RESTRICTIONS	10
8. CAPACITE D'EMPRUNT ET DE PRET	10
9. INVESTISSEMENTS AUTORISES	10
10. RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT	10
11. INVESTISSEMENT DANS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC) (<i>COLLECTIVE INVESTMENT SCHEMES (CIS)</i>)	12
12. DISPOSITIONS GENERALES	12
13. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES ("IFD")	14
14. GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE	14
15. FACTEURS DE RISQUE	21
16. POLITIQUE EN MATIERE DE DIVIDENDES	33
17. DEMANDES DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS	29
18. RACHAT D' ACTIONS	33
19. ÉCHANGE D' ACTIONS	39
20. PRIX D'EMISSION ET DE RACHAT / CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE / VALORISATION DES ACTIFS	40
21. SUSPENSION DU CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE	38
22. COMMISSIONS ET FRAIS DE GESTION	39
23. COMMISSIONS ET FRAIS GENERAUX	39
24. COMMISSIONS EN NATURE (<i>SOFT COMMISSIONS</i>)	40
25. TRANSACTIONS ENTRE COMPARTIMENTS ET CONFLITS D'INTERETS	40
26. FISCALITE	43

27. RAPPORTS ET COMPTES	49
28. TRANSFERT D' ACTIONS	49
29. NOTIFICATION DU PRIX DES ACTIONS	49
30. INFORMATIONS GÉNÉRALES	49
31. ANNEXE I – DÉFINITIONS	53
32. ANNEXE II – MARCHÉS	57

REPertoire

FundLogic Alternatives p.l.c.
70 Sir John Rogerson's Quay
Dublin 2
Irlande

GESTIONNAIRE FINANCIER

Comme indiqué dans le Supplément concerné
FundLogic SAS
61 Rue de Monceau
75008 Paris
France

PROMOTEUR ET DISTRIBUTEUR

Morgan Stanley & Co International plc
25 Cabot Square
Canary Wharf
London E14 4QA
Royaume Uni

DÉPOSITAIRE

Northern Trust Fiduciary Services (Ireland) Limited
George's Court
54-62 Townsend Street
Dublin 2
Irlande

AGENT ADMINISTRATIF

Northern Trust International Fund Administration Services (Ireland) Limited
George's Court
54-62 Townsend Street
Dublin 2
Irlande

SECRÉTAIRE

Matsack Trust Limited
70 Sir John Rogerson's Quay
Dublin 2
Irlande

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Ernst & Young
Harcourt Centre
Harcourt Street
Dublin 2
Irlande

CONSEILLERS JURIDIQUES EN DROIT IRLANDAIS

Matheson
70 Sir John Rogerson's Quay
Dublin 2
Irlande

1. INTRODUCTION

La Société est structurée comme une société à compartiments multiples, dans laquelle différents Compartiments peuvent être créés ponctuellement par les Administrateurs avec l'accord préalable de la Banque centrale.

Les détails de chaque Compartiment seront présentés dans un supplément séparé de ce Prospectus (chacun un **Supplément**). Chacun de ces Suppléments comprendra une liste de tous les Compartiments existants. Les Suppléments doivent être lus conjointement avec ce Prospectus. Des actions de classes différentes peuvent être émises dans le cadre d'un Compartiment. La création de toute nouvelle classe d'actions devra faire l'objet d'une notification au, et de la validation préalable de la Banque centrale. Lors de la création de toute nouvelle classe d'actions, la Société préparera, et les Administrateurs publieront une documentation présentant les détails pertinents concernant chacune de ces classes d'actions. Un portefeuille d'actifs séparé devra être tenu pour chaque Compartiment et investi conformément à l'objectif d'investissement pour ce Compartiment.

La Société peut refuser toute demande de souscription d'actions, en tout ou partie, sans avoir à justifier sa décision, et rejettera toute souscription initiale d'actions d'un montant (hors commission initiale de souscription, le cas échéant) inférieur au Montant Minimum de Souscription Initiale, tel qu'établi dans le Supplément du Compartiment concerné, à moins que les Administrateurs n'aient renoncé à ce Montant Minimum de Souscription Initiale.

Après l'émission initiale, les actions seront émises et rachetées selon leur Valeur Liquidative par Action plus ou moins les droits et les charges (selon les cas), y compris les commissions initiales ou de rachat éventuelles tel qu'indiqué dans les Suppléments concernés. La Valeur Liquidative des Actions de chaque classe, et les prix d'émission et de rachat seront calculés conformément aux dispositions résumées sous l'intitulé **Coûts d'émission et de rachat/ Calcul de la Valeur Liquidative /Valorisation des Actifs** de ce Prospectus.

Les détails concernant les Jours de Transaction pour chaque Compartiment sont précisés dans le Supplément concerné.

Tous les détenteurs d'actions sont en droit de bénéficier des, sont soumis aux, et réputés être informés des dispositions des Statuts résumées sous l'intitulé **Informations Générales** de ce Prospectus, dont des exemplaires sont disponibles tel que mentionné dans ce Prospectus.

La responsabilité de chaque Compartiment de la Société est cloisonnée, et par conséquent toute dette engagée par ou imputable à un Compartiment sera acquittée exclusivement au regard des actifs de ce même Compartiment.

2. Administrateurs de la Société

Les Administrateurs de la Société sont présentés ci-dessous :

Grâce à sa collaboration avec les meilleures sociétés internationales du secteur, **Kevin Molony** dispose d'une expérience solide dans les domaines de la gestion d'investissements, du courtage institutionnel et des services de gestion. Il propose aujourd'hui des services d'administration indépendants à plusieurs gestionnaires d'investissement internationaux. M. Molony a occupé le poste de Directeur général de Walkers Corporate Services (Dublin) Limited jusqu'au rachat de l'entreprise en juin 2012. Entre 1999 et 2009, il a dirigé Citigroup Global Markets et a contribué à la création et à l'élaboration de leurs services de courtage institutionnel en Irlande. Chez Citigroup, il était spécialisé dans les actions américaines et latino-américaines. Avant de rejoindre Citigroup, il travaillait comme courtier institutionnel auprès de Deutsche Bank. Il a commencé sa carrière comme gestionnaire de fonds d'investissement britanniques chez Phillips & Drew Fund Managers, alors meilleure société de gestion d'investissements institutionnels de Londres. Il a ensuite travaillé pour AIB Investment Managers en tant que Gestionnaire principal de portefeuille spécialisé dans les fonds d'investissements américains. Il est titulaire d'une licence en économie, obtenue auprès de l'*University College* de Dublin, et d'un diplôme professionnel en gouvernance d'entreprise, obtenu auprès de la *Smurfit Business School* de Dublin.

Simon O'Sullivan travaille dans le secteur de la gestion des investissements depuis 1993. D'avril 2002 à avril 2006, il a travaillé à Dublin chez Pioneer Alternative Investments en tant que spécialiste produits. En mai 2006, il quitte Pioneer pour rejoindre son entreprise familiale en tant que contrôleur financier. En mai 2013, Simon devient partenaire chez Maraging Funds Limited et négocie avec RiskSystem, un fournisseur de solutions aux risques d'investissement spécialiste pour l'industrie des fonds de placement. Il a également travaillé chez Fleming Investment Management en tant que gestionnaire de fonds à Londres, ainsi que chez Eagle Star et Merrion Capital, à Dublin. Il est titulaire d'un Bachelor of Arts in Economics and Politics, d'un Master in Arts in Economics, d'un Master of Sciences in Investment & Treasury Management et d'un Diploma in Corporate Governance. M. O'Sullivan est administrateur non exécutif de plusieurs fonds de placement.

David Haydon occupe le poste de directeur général chez Morgan Stanley et celui de Responsable des structures complexes, des fonds et des activités liées aux fonds pour la sous-division DSP au sein du département Institutional Equities. M. Haydon a rejoint Morgan Stanley en 2003 et possède un diplôme d'expert-comptable assermenté. Avant ces fonctions, il a travaillé comme directeur de l'exploitation et comme responsable du contrôle des produits pour le département Produits structurés Delta 1 de Morgan Stanley.

La Société a délégué la gestion, l'administration et l'exploitation quotidiennes de la Société conformément aux politiques approuvées par les Administrateurs à l'agent administratif, au Gestionnaire Financier et au Distributeur et a désigné le Dépositaire pour conserver ses actifs. En conséquence, aucun des Administrateurs de la Société n'a un rôle exécutif.

3. Gestionnaire Financier

Le Gestionnaire Financier d'un certain nombre de Compartiments du Fonds est Fundlogic SAS qui a été constituée en France.

Le Fonds peut désigner un Gestionnaire Financier différent pour un Compartiment spécifique. Le Gestionnaire Financier peut également désigner un ou plusieurs sous-gestionnaires financiers spécifiques pour un Compartiment spécifique. De plus amples informations sur les autres gestionnaires financiers ou sous-gestionnaires financiers le cas échéant, désignés pour des Compartiments spécifiques, seront fournies dans le Supplément du Compartiment concerné. Chacun de ces Suppléments sera soumis à la Banque centrale avant la désignation de tout autre gestionnaire financier ou sous-gestionnaire financier.

Le Gestionnaire Financier a été désigné pour fournir des services de gestion des investissements à la Société.

Le siège social du Gestionnaire Financier est situé 61, rue de Monceau, 75008 Paris, France.

Sous réserve des contrôles imposés par les Administrateurs en vertu de l'accord sur la gestion des investissements, de l'ensemble des lois et règlements applicables, du présent Prospectus et des Statuts, le Gestionnaire Financier peut, à sa discrétion, prendre des décisions d'investissement au quotidien, réaliser des transactions d'investissement et gérer les investissements de la Société.

Le Gestionnaire Financier est soumis à la réglementation de l'Autorité des Marchés Financiers en France.

Au 30 avril 2017, Fundlogic SAS totalise environ 4,4 milliards USD d'actifs sous gestion.

Dans le cadre de l'accord sur la gestion des investissements, le Gestionnaire Financier peut, sous réserve de l'accord préalable de la Société et de la Banque centrale, désigner un ou plusieurs Sous-Gestionnaire(s) Financier(s) le cas échéant afin d'accomplir et/ou d'exercer l'ensemble ou l'un(e) des fonctions, responsabilités, pouvoirs discrétionnaires, devoirs et obligations prévus par l'accord sur la gestion des investissements. Lesdits Sous-Gestionnaires Financiers ne seront pas rémunérés sur la base des actifs de la Société. De plus amples informations concernant ces Sous-Gestionnaires Financiers seront fournies aux Actionnaires sur demande, et des informations concernant chacun des Sous-Gestionnaires Financiers seront communiquées dans les comptes rendus de la Société.

Pour lever tout doute sur la question, il est précisé que toutes références faites au Gestionnaire Financier dans ce document à compter du présent paragraphe incluront les autres gestionnaires financiers ou sous-gestionnaires financiers, le cas échéant.

4. Dépositaire

Le Fonds a nommé Northern Trust Fiduciary Services (Ireland) Limited pour agir comme dépositaire du Fonds.

Le Dépositaire est une société privée à responsabilité limitée constituée en Irlande le 5 juillet 1990. Son activité principale est la prestation de services de conservation à des organismes de placement collectif. Le Dépositaire est une filiale indirecte détenue à 100 % par Northern Trust Corporation. Northern Trust Corporation et ses filiales constituent le Groupe Northern Trust, un des principaux prestataires mondiaux de services internationaux de conservation et d'administration aux investisseurs privés et institutionnels. Au 31 mars 2017, les actifs en conservation du Groupe Northern Trust s'élevaient à plus de 7 100 milliards de dollars US.

Les fonctions principales suivantes ont été confiées au Dépositaire :

- (i) s'assurer que la vente, l'émission, le rachat, le remboursement et l'annulation d'Actions sont effectués conformément à la loi en vigueur et aux Statuts ;
- (ii) s'assurer que la valeur des Actions est calculée conformément à la loi en vigueur et aux Statuts ;
- (iii) exécuter les instructions du Fonds, à moins qu'elles n'entrent en conflit avec la loi en vigueur et les Statuts ;
- (iv) s'assurer que, dans les opérations portant sur les actifs du Fonds, la contrepartie lui est remise dans les délais d'usage ;
- (v) s'assurer que les revenus du Fonds sont alloués conformément à la loi en vigueur et aux Statuts ;
- (vi) surveiller les liquidités et les flux de trésorerie du Fonds ; et
- (vii) conserver les actifs du Fonds, y compris la conservation des instruments financiers en garde, vérifier la propriété et tenir les registres en lien avec d'autres actifs.

Des informations mises à jour sur le Dépositaire, ses obligations, tout conflit pouvant survenir, les fonctions de conservation déléguées par le Dépositaire, la liste des délégués et sous-délégués et tout conflit d'intérêts pouvant survenir d'une telle délégation seront mises à la disposition des Actionnaires sur demande auprès du Fonds. Une liste détaillée des délégués du Dépositaire est fournie en Annexe III.

5. Agent Administratif et Teneur de Registre

Le Fonds a nommé Northern Trust International Fund Administration Services (Ireland) Limited pour agir en qualité d'agent administratif, de teneur de registre et d'agent de transfert pour chaque Compartiment.

L'Agent administratif est responsable de l'administration des activités du Fonds, notamment du calcul de la Valeur Liquidative et de la préparation du rapport annuel et semestriel du Fonds, sous réserve de la supervision générale du Fonds. L'Agent administratif n'est pas responsable du contrôle des investissements du Fonds ou de tout Compartiment selon les règles et les restrictions d'investissement contenues dans tout accord et/ou dans le présent Prospectus, sauf indication contraire.

L'Agent Administratif a été constitué en tant que société à responsabilité limitée le 15 juin 1990. L'Agent Administratif est une filiale détenue à 100 % par la société Northern Trust Corporation. Northern Trust Corporation et ses filiales comprennent le Northern Trust Group, l'un des leaders mondiaux de services de conservation de titres mondiaux et administratifs à des investisseurs particuliers et institutionnels. L'activité principale de l'Agent Administratif est la prestation de services administratifs d'organismes de placements collectifs.

6. Objectifs et Politique d'Investissement

Les Statuts prévoient que les objectifs et politiques d'investissement pour chaque Compartiment seront établis par les Administrateurs au moment de la création de chaque Compartiment. Des détails sur ces objectifs et politiques pour chaque Compartiment sont présentés dans le Supplément dédié au Compartiment concerné. Toute modification des objectifs d'investissement, ou tout changement significatif de la politique d'investissement d'un Compartiment ne pourront avoir lieu que sur approbation des Actionnaires du Compartiment concerné par voie de résolution ordinaire. Sous réserve de et sans préjudice de la phrase qui précède, dans le cas de la modification d'un objectif d'investissement et/ou d'un changement important de la politique d'un Compartiment, un délai raisonnable de notification devra être donné à chaque Actionnaire du Compartiment concerné afin de leur permettre de racheter leurs actions.

7. Restrictions

Les restrictions d'investissements particulières à chaque Compartiment sont établies par les Administrateurs au moment de la création du Compartiment et seront précisées dans les Suppléments des Compartiments concernés. Les détails concernant les restrictions d'investissements établies conformément à la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale pour chaque Compartiment sont mentionnés ci-dessous.

8. Capacité d'Emprunt et de Prêt

La Société peut emprunter jusqu'à 10 % de l'actif net d'un Compartiment à tout moment pour le compte du Compartiment, et le Fonds peut inscrire ces actifs comme sûretés dans le cadre d'un tel emprunt, pourvu qu'un tel emprunt soit prévu de façon purement temporaire. Toute restriction d'emprunt particulière concernant un Compartiment figurera dans le Supplément dédié à ce Compartiment. Sans préjudice de la capacité de la Société d'investir dans des titres négociables, la Société n'est pas habilitée à accorder un prêt au profit de, ni à se porter garant pour le compte de tiers. Un Compartiment peut acquérir des titres de dette et des titres qui n'ont pas été payés intégralement.

9. Investissements Autorisés

Les investissements de chaque Compartiment comprennent uniquement :

- 9.1. Les titres négociables et instruments du marché qui sont soit admis à la cote officielle d'une bourse d'un État Membre ou d'un État non membre ou qui sont négociés sur un marché réglementé, qui fonctionne de manière régulière, qui est reconnu et ouvert au public dans un État Membre ou dans un autre État non-membre (et qui, dans chaque cas, figure dans la liste de l'Annexe II).
- 9.2. Les titres négociables émis récemment, qui admis à la cote officielle d'une bourse ou d'un autre marché (tel que décrit ci-dessus) dans le délai d'un an.
- 9.3. Les instruments du marché monétaire autres que ceux qui sont négociés sur un marché réglementé.
- 9.4. Les parts/actions d'OPCVM.
- 9.5. Les parts de fonds d'investissement alternatifs (FIA).
- 9.6. Les dépôts auprès d'établissements de crédit.
- 9.7. Les instruments financiers dérivés (IFD).

10. Restrictions d'Investissement

- 10.1. Chaque Compartiment ne pourra investir plus de 10 % de son actif net dans des titres négociables et instruments du marché monétaire autres que ceux qui sont mentionnés au paragraphe 10.1.
- 10.2. Chaque Compartiment ne pourra investir plus de 10 % de son actif net dans des titres négociables émis récemment qui seront admis à la cote officielle d'une bourse ou d'un autre marché (tel que décrit au paragraphe 10.1) dans le délai d'un an. Cette restriction ne concerne pas les investissements effectués par

chaque Compartiment dans certains titres des Etats-Unis dénommés les titres du Règlement 144A (*Rule 144A securities*) à condition que :

- 10.2.1. les titres soient émis avec un engagement d'enregistrement auprès de la Commission des bourses et valeurs mobilières américaine (*US Securities and Exchange Commission*) dans l'année de leur émission ;
 - 10.2.2. les titres ne soient pas des titres illiquides, c'est-à-dire qu'ils peuvent être réalisés par chaque Compartiment dans les sept jours au prix exact ou à un prix approximatif auquel ils sont évalués par le Compartiment.
- 10.3. Chaque Compartiment ne pourra investir plus de 10 % de son actif net en titres négociables et en instruments du marché monétaire émis par une même entité, à condition que la valeur totale des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire détenus par l'entité émettrice dans laquelle il investit plus de 5 % soit inférieure à 40 %.
 - 10.4. Sous réserve de l'accord préalable de la Banque centrale, la limite de 10 % prévue au 11.3 peut être portée à 25 % pour les obligations émises par un établissement de crédit dont le siège social est immatriculé dans un État Membre et qui est légalement soumis à une surveillance spéciale des autorités publiques destinée à protéger les détenteurs d'obligations. Si un Compartiment investit plus de 5 % de son actif net dans ces obligations émises par un seul émetteur, la valeur totale de ces investissements ne peut pas dépasser 80 % de la Valeur Liquidative du Compartiment.
 - 10.5. La limite de 10 % mentionnée au paragraphe 11.3 est portée à 35 % si les titres négociables ou les instruments du marché monétaire sont émis ou garantis par un État Membre ou par ses collectivités publiques territoriales, ou par un Etat tiers ou par des organismes publics internationaux dont un ou plusieurs États membres font partie.
 - 10.6. Les titres négociables et les instruments du marché monétaire mentionnés aux paragraphes 11.4 et 11.5 ne doivent pas être pris en compte dans l'application de la limite de 40 % dont il est fait mention au paragraphe 11.3.
 - 10.7. La part des dépôts effectués auprès d'un établissement de crédit autre que les établissements de crédit autorisés dans l'EEE (Espace Economique Européen) ou au sein d'un État signataire (autre qu'un État Membre de l'EEE) de l'Accord sur la Convergence de Bâle (*Basle Capital Convergence Agreement*) de juillet 1988, ou un établissement de crédit autorisé à Jersey, à Guernesey, sur l'Île de Man, en Australie ou en Nouvelle-Zélande détenus en tant que liquidités à titre accessoire, ne doivent pas dépasser plus 10 % de l'actif net.

Cette limite peut être portée à 20 % dans le cas de dépôts effectués auprès du Dépositaire.
 - 10.8. Le risque de contrepartie auquel est exposé chaque Compartiment dans le cadre d'une opération sur instruments dérivés de gré à gré (« **OTC** ») ne peut pas dépasser 5 % de l'actif net.

Cette limite est portée à 10 % pour les établissements de crédit autorisés dans l'EEE ou au sein d'un État signataire (autre qu'un État Membre de l'EEE) de l'Accord sur la Convergence de Bâle (*Basle Capital Convergence Agreement*) de juillet 1988 ; ou les établissements de crédit agréés à Jersey, Guernesey, l'île de Man, en Australie ou en Nouvelle-Zélande.
 - 10.9. Nonobstant les dispositions des paragraphes 11.3, 11.7 et 11.8 ci-dessus, la combinaison de deux ou plusieurs des éléments ci-dessous, émis par, créés ou entrepris auprès d'une même entité ne pourra pas dépasser 20 % de l'actif net :
 - 10.9.1. les investissements dans des titres négociables ou des instruments du marché monétaire ;
 - 10.9.2. les dépôts, et/ou
 - 10.9.3. les risques de contrepartie liés à des opérations sur instruments dérivés de gré à gré (« **OTC** »).

- 10.10. Les limites mentionnées aux paragraphes 11.3, 11.4, 11.5, 11.7, 11.8 et 11.9 ci-dessus ne peuvent pas se cumuler, l'exposition auprès d'une unique entité ne pouvant ainsi représenter plus de 35 % de l'actif net.
- 10.11. Les sociétés d'un même groupe sont considérées comme faisant partie de la même entité émettrice aux fins des paragraphes 11.3, 11.4, 11.5, 11.7, 11.8 et 11.9. Cependant, une limite de 20 % de l'actif net peut être appliquée aux investissements dans des titres négociables et instruments du marché monétaire au sein d'un même groupe.
- 10.12. Chaque Compartiment peut investir jusqu'à 100 % de son actif net dans des titres négociables et instruments du marché monétaire émis ou garantis par les Gouvernements des pays membres de l'OCDE (sous réserve que les émissions en question soit de qualité « investment grade »), les Gouvernements du Brésil ou de l'Inde (sous réserve que les émissions en question soit de qualité « investment grade »), le Gouvernement de Singapour, la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Société financière internationale, le Fonds monétaire international, Euratom, la Banque asiatique de développement, la Banque centrale européenne, le Conseil de l'Europe, Eurofima, la Banque africaine de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque mondiale), la Banque interaméricaine de développement, l'Union européenne, la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae), la Federal Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Bank, la Tennessee Valley Authority et Straight-A Funding LLC.

Chaque Compartiment doit détenir des titres provenant d'au moins six (6) émissions différentes, et la part des titres d'une seule émission ne dépassant pas 30 % de l'actif net.

11. Investissement dans des Organismes de Placement Collectif (OPC) (*Collective Investment Schemes (CIS)*)

- 11.1. Un Compartiment ne peut investir plus de 10 % de son actif net dans d'autres OPC de type ouvert.
- 11.2. Lorsqu'un Compartiment investit dans les parts d'un autre OPC qui est géré, directement ou par délégation, par le gestionnaire financier du Compartiment ou par toute autre société à laquelle est rattaché le gestionnaire financier en raison d'une gestion ou d'un contrôle commun, ou encore d'une participation significative directe ou indirecte, ni le gestionnaire financier ni cette autre société ne peuvent prélever de commission initiale, de conversion ou de rachat en raison de l'investissement de ce Compartiment dans les parts de cet autre OPC.
- 11.3. Lorsqu'une commission (y compris une commission de rétrocession) est perçue par un gestionnaire financier d'un Compartiment en raison d'un investissement dans les parts d'un autre OPC, cette commission devra être acquittée pour le compte du Compartiment.

Compartiments indiciels

- 11.4. Un Compartiment peut investir jusqu'à 20 % de son actif net dans des actions et/ou des titres obligations émises par une même entité, lorsque la politique d'investissement du Compartiment a pour objet de reproduire un indice répondant aux critères déterminés dans la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale, et qu'elle est reconnue par la Banque centrale.
- 11.5. La limite mentionnée au paragraphe 12.4 peut être portée à 35 %, et appliquée à un seul émetteur, lorsque cette mesure est justifiée par des conditions de marchés exceptionnelles.

12. Dispositions Générales

- 12.1. Le Gestionnaire Financier, agissant dans le cadre de tous les OPC qu'il gère, ne peut pas acquérir d'actions portant un droit de vote car cela lui permettrait d'exercer une influence significative sur la gestion d'un organisme émetteur.
- 12.2. Chaque Compartiment ne peut pas acquérir plus de :
- 12.2.1. 10 % des actions sans droit de vote d'un seul émetteur ;
 - 12.2.2. 10 % des obligations d'un seul émetteur ;

12.2.3. 25 % des parts/actions d'un seul OPC ;

12.2.4. 10 % des instruments du marché monétaire d'un seul émetteur.

REMARQUE : Les limites fixées dans les paragraphes 13.2.2, 13. 2.3 et 13. 2.4 ci-dessus peuvent être ignorées au moment de l'acquisition si à ce moment, le montant brut des obligations ou des instruments de marché monétaire, ou, le montant net des titres en circulation ne peut pas être calculé.

12.3. Les dispositions des paragraphes 13.1 et 13.2 ne sont pas applicables aux :

12.3.1. valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État Membre ou par ses collectivités publiques territoriales ;

12.3.2. valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État tiers ;

12.3.3. valeurs mobilières et instruments du marché monétaire émis par des organismes publics internationaux dont un ou plusieurs États Membres font partie ;

12.3.4. actions détenues par chaque Compartiment dans le capital d'une société immatriculée dans un État tiers investissant essentiellement ses actifs dans des titres d'émetteurs dont le siège est immatriculé dans cet État lorsque, en vertu de la législation de celui-ci, une telle participation constitue pour le Compartiment la seule possibilité d'investir en titres d'émetteurs de cet État. Cette dérogation n'est cependant applicable qu'à la condition que la société de l'État tiers respecte dans sa politique de placement les limites établies aux paragraphes 11.3 à 11.11, 13.1, 13.2, 13.4, 13.5 et 13.6. et si, en cas de dépassement de ces limites, les dispositions des paragraphes 13.5 et 13.6 s'appliquent ;

12.3.5. actions détenues par le Compartiment dans le capital de sociétés filiales exerçant uniquement des activités de gestion, de conseil ou de commercialisation dans le pays où cette filiale est située, en ce qui concerne le rachat d'actions à la demande des Actionnaires exclusivement pour leur propre compte.

12.4. Un Compartiment n'est pas tenu d'observer les présentes restrictions d'investissement lors de l'exercice de droits de souscription afférents à des valeurs mobilières ou à des instruments du marché monétaire qui font partie de ses actifs.

12.5. La Banque centrale peut dispenser certains Compartiments récemment agréés de l'application des dispositions des paragraphes 11.3 à 11.12, 12.4 et 12.5 pendant une période de six mois suivant la date de leur agrément, sous réserve qu'ils respectent le principe de diversification des risques.

12.6. Si un dépassement des limites déterminées ci-dessus intervient indépendamment de la volonté d'un Compartiment, ou à la suite de l'exercice des droits de souscription, le Compartiment doit, dans ses opérations de vente, avoir pour objectif prioritaire de régulariser cette situation en tenant compte de l'intérêt de ses actionnaires.

12.7. Un Compartiment ne peut pas effectuer de ventes à découvert :

12.7.1. de valeurs mobilières ;

12.7.2. d'instruments du marché monétaire ;

12.7.3. de parts d'OPC ; ni

12.7.4. d'IFD.

12.8. Un Compartiment peut détenir des liquidités à titre accessoire.

12.9. Il est prévu que chaque Compartiment ait le pouvoir de bénéficier de tout changement dans la loi, les règlements ou recommandations qui autoriserait les investissements dans des actifs et des titres à une échelle plus large conformément aux conditions imposées par la Banque centrale.

13. Instruments Financiers Dérivés ("IFD")

- 13.1. L'exposition globale d'un Compartiment relativement à un IFD ne doit pas excéder sa valeur liquidative totale.
- 13.2. Les positions d'exposition aux actifs sous-jacents d'IFD, et notamment aux IFD intégrés à des valeurs mobilières ou à des instruments du marché monétaire, lorsqu'elles se cumulent, le cas échéant, avec des positions résultant d'investissements directs, ne peuvent pas dépasser les limites d'investissement déterminées dans la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale.
(Cette disposition ne s'applique pas dans le cas d'IFD indiciels à condition que l'indice sous-jacent remplisse les critères exigés par la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale.)
- 13.3. Un Compartiment peut investir dans des IFD négociés de gré à gré (« **OTC** ») à condition que les contreparties dans le cadre des opérations de gré à gré soient des institutions dotées d'une personnalité juridique, généralement situées dans une juridiction des pays de l'OCDE, soumises à un contrôle prudentiel et appartenant à une catégorie agréée par la Banque centrale.
- 13.4. Les investissements dans des IFD sont soumis aux conditions et aux limites déterminées par la Banque centrale.

Le Fonds utilise un processus de gestion des risques pour chaque Compartiment qui lui permet d'évaluer précisément les différents risques associés aux IFD, ainsi que d'en assurer le suivi et la gestion. Ce processus de gestion des risques a fait l'objet d'une déclaration transmise à la Banque centrale. Sur demande des Actionnaires, le Fonds fournit des informations supplémentaires au sujet des méthodes de gestion des risques qu'il utilisera pour chaque Compartiment, notamment les limites quantitatives appliquées, et toute évolution récente des caractéristiques de risque et de rendement des principales catégories d'investissements. Tout IFD envisagé par le présent Prospectus mais n'étant pas inclus dans le processus de gestion des risques ne sera pas utilisé avant qu'un processus de gestion des risques remanié soit transmis à la Banque centrale. Les techniques et instruments utilisés pour chaque Compartiment, le cas échéant, seront exposés dans le Supplément concerné.

14. Gestion Efficace de Portefeuille

Le Fonds peut employer, sans limitation, des techniques et instruments d'investissement aux fins de la gestion efficace de portefeuille des actifs du Fonds ou d'un quelconque Compartiment, et à des fins d'investissement à court terme conformément aux conditions stipulées par la Banque centrale en vertu des Réglementations et décrites ci-après.

Le recours à des techniques et des instruments en relation avec des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire et qui sont utilisés aux fins d'une gestion efficace du portefeuille doit être compris comme faisant référence aux techniques et instruments remplissant les critères suivants :

- 14.1. Ils sont économiquement adaptés, dans le sens où ils sont créés selon une méthode d'optimisation des coûts ;
- 14.2. Ils sont introduits avec au moins un des objectifs spécifiques suivants :
- 14.2.1. la réduction des risques ;
 - 14.2.2. la réduction des coûts ; ou
 - 14.2.3. la génération d'un capital ou d'un revenu supplémentaire pour le Compartiment, à un niveau de risque cohérent avec le profil de risque du Compartiment et les règles de diversification des risques établies dans la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale.
- 14.3. Leurs risques sont pris en compte de manière adéquate dans le processus de gestion des risques ; et

- 14.4. Ils ne peuvent pas entraîner de modification dans les objectifs d'investissement déclarés par le Compartiment ou ajouter des risques supplémentaires importants comparé à la politique de risque globale décrite dans ses documents de vente.

Les IFD utilisés dans le cadre d'une gestion efficace de portefeuille doivent également respecter la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale. De tels IFD peuvent comprendre des contrats à terme standardisés (futures) et des contrats à terme (forward), des options et des swaps, et leur usage peut inclure une couverture contre les mouvements du marché, les risques de change ou les risques de taux conformément aux politiques d'investissement d'un Compartiment, et selon les conditions et dans les limites stipulées par la Banque centrale dans le cadre de la Réglementation.

En ce qui concerne les Classes d'Actions Couvertes, il est prévu que le degré de couverture attribué au risque de change concerné sera, conformément aux exigences et conditions imposées par la Banque centrale, compris entre 95 % et 105 % de la Valeur Liquidative de la classe d'actions couverte concernée. Des positions peuvent devenir sur-couvertes (over-hedged positions) ou sous-couvertes position (under-hedged positions) en raison de facteurs échappant au contrôle du Compartiment concerné. Les positions couvertes doivent être surveillées afin de vérifier que le montant de leur couverture n'excède pas 105 % de la Valeur Liquidative de la Classe d'Actions Couvertes correspondante. Une procédure sera présentée dans ce rapport pour s'assurer que les positions dépassant significativement le taux de 100 % ne soient pas renouvelées tous les mois.

- 14.5 Un Compartiment peut également souscrire des accords de mise/prise de pension (« **contrats de pension** ») et/ou des contrats de prêt de titres, conformément aux exigences de la Banque centrale. Les contrats de pension et les opérations de prêt de titres ne constituent pas un emprunt ou un prêt aux fins du Règlement. Les éléments suivants s'appliquent aux contrats de pension et aux accords de prêt de titres conclus eu égard au Fonds, illustrent les prescriptions de la Banque centrale et sont soumis aux changements y relatifs.

- (a) les contrats de pension et de prêt de titres ne peuvent être conclus que conformément aux pratiques de marché normales.
- (b) Le Fonds doit avoir le droit, à tout moment, de résilier tout contrat de prêt de titres qu'il a conclu ou de demander à récupérer tout ou partie des titres prêtés.
- (c) Lorsque le Fonds conclut des accords de mise en pension eu égard au Compartiment, il doit être en mesure, à tout moment, de racheter tous titres objets du contrat de prise en pension ou de mettre un terme au contrat de prise en pension qu'il a conclu. Les contrats de mise en pension à durée déterminée n'excédant pas sept jours doivent être considérés comme des accords selon des termes qui autorisent le rachat des actifs à tout moment par le Fonds.
- (d) Lorsque le Fonds conclut des accords de prise en pension eu égard au Compartiment, il doit être en mesure, à tout moment, de rembourser le montant intégral des liquidités ou de mettre un terme au contrat de prise en pension soit sur une base cumulée, soit au prix du marché. Lorsque les espèces sont remboursables à tout moment sur une base de valeur de marché, la valeur de marché du contrat de prise en pension doit être utilisée pour le calcul de la Valeur nette d'inventaire. Les contrats de prise de pension à durée déterminée n'excédant pas sept jours doivent être considérés comme des accords selon des termes qui autorisent le rachat des actifs à tout moment par le Fonds.

La contrepartie d'un contrat de pension ou d'un accord de prêt de titres doit satisfaire aux exigences pertinentes de la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale. Si la contrepartie se voit attribuer une notation de crédit par une agence enregistrée auprès de l'Autorité Européenne des Marchés Financiers et supervisée par celle-ci, cette notation devra être prise en compte dans l'évaluation de crédit. Lorsqu'une contrepartie est rétrogradée à A2 ou en dessous (ou à une notation comparable) par une telle agence de notation, une nouvelle évaluation de crédit de cette contrepartie sera réalisée sans délai.

Tout revenu découlant de techniques de gestion efficace du portefeuille non reçu directement par le Fonds eu égard à un Compartiment, déduction faite des frais et commissions opérationnels directs et indirects (hors revenu caché) sera restitué au Compartiment. Les entités auxquelles les frais et commissions directs et indirects sont versés figureront dans les rapports périodiques du Fonds qui indiqueront si ces parties sont liées au Fonds ou au Dépositaire. Dans la mesure où le Fonds s'engage dans des prêts de titres eu égard au Compartiment, il peut désigner un agent de prêt de titres susceptible de percevoir une commission en lien

avec ses activités de prêt de titres. Les agents de prêt de titres ne doivent pas être affiliés au Dépositaire ni au Gestionnaire d'investissement. Tous les frais opérationnels découlant des activités de prêt de titres seront supportés par l'agent de prêt de titres sur sa commission.

L'exposition de chaque Compartiment à des opérations de financement sur titres (swaps sur rendement total, contrats de pension et accords de prêt de titres) sera spécifiée en détail dans le Supplément pertinent.

14.6 Gestion de la garantie au titre de transactions sur IFD de gré à gré et gestion efficace de portefeuille

Au sens de la présente section, « Organismes pertinents » désigne les organismes consistant en établissements de crédit agréés au sein de l'EEE, les établissements de crédit agréés dans un État signataire (autre qu'un État Membre de l'EEE) de l'Accord de convergence internationale de la mesure et des normes des fonds propres de Bâle de juillet 1988 ou les établissements de crédit agréés à Jersey, Guernesey, l'Île de Man, en Australie ou en Nouvelle-Zélande.

- (a) Une garantie obtenue eu égard à des transactions sur IFD de gré à gré et des techniques de gestion efficace de portefeuille (« Garantie »), tel qu'un contrat de pension ou un accord de prêt de titres, doit se conformer aux critères suivants :
- (i) liquidité : la Garantie (autres que des espèces) doit se composer de valeurs mobilières ou d'instruments du marché monétaire (de toute échéance) qui doivent être très liquides et négociés sur un marché réglementé ou une plate-forme de négociation multilatérale à tarification transparente afin de pouvoir être vendue rapidement à un prix proche de sa valorisation avant la vente. La Garantie reçue doit également satisfaire aux dispositions de la Règlementation 74 du Règlement ;
 - (ii) valorisation : la Garantie doit pouvoir être évaluée quotidiennement et les actifs dont les cours sont très volatils ne doivent pas être acceptés en tant que Garantie tant que des décotes de précaution convenables ne sont pas appliquées. Les garanties peuvent être évaluées quotidiennement au prix du marché par la contrepartie en utilisant ses propres procédures, sous réserve de toute décote convenue reflétant les valeurs du marché et le risque de liquidité, et peuvent être assujetties à certaines restrictions en termes de marge de variation ;
 - (iii) qualité de crédit de l'émetteur : la Garantie doit être de très bonne qualité ;
 - (iv) corrélation : la Garantie reçue doit être émise par une entité indépendante de la contrepartie et ne devrait pas afficher une forte corrélation avec la performance de la contrepartie ;
 - (v) diversification : la Garantie doit être suffisamment diversifiée en termes de pays, de marchés et d'émetteurs, avec une exposition maximale de 20 % de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment à un émetteur donné. Lorsque le Compartiment est exposé à différentes contreparties, les différents paniers de garanties doivent être cumulés aux fins du calcul du plafond d'exposition de 20 % à un émetteur unique. Par dérogation au présent alinéa, un Compartiment peut être entièrement adossé à des garanties par l'un des émetteurs visés au paragraphe 10.12. Ledit Compartiment recevra des titres d'au moins six émissions différentes et les titres d'une seule émission ne pourront représenter plus de 30 % de la Valeur Liquidative du Compartiment ; et
 - (vi) disponibilité immédiate : la Garantie doit pouvoir être totalement exécutoire par le Fonds à tout moment sans référence à ou approbation de la part de la contrepartie.

Tous les actifs reçus en lien avec un Compartiment dans le cadre de techniques de gestion efficace de portefeuille seront considérés comme des Garanties au sens du Règlement et doivent respecter les critères susvisés. Les risques liés à la gestion des garanties, y compris les risques opérationnels et juridiques, sont identifiés et atténués par les procédures de gestion des risques utilisées par le Fonds.

- (b) La Garantie doit être détenue par le Dépositaire ou son agent (lorsqu'il y a un transfert de propriété). Ce point ne s'applique pas dans le cas où il n'y a pas de transfert de propriété, auquel cas la Garantie

peut être détenue par un Dépositaire tiers, soumis à un contrôle prudentiel et qui n'est pas lié au fournisseur de la Garantie.

(c) Les Garanties autres qu'en espèces ne peuvent être vendues, réinvesties ou mises en gage.

(d) Garantie en espèces :

Les liquidités reçues à titre de Garantie ne peuvent présenter que les caractéristiques suivantes :

- (i) être mises en dépôt ou investies dans des certificats de dépôt, auprès des Organismes pertinents ;
- (ii) être investies en obligations d'État de premier ordre ;
- (iii) être utilisées à des fins de contrats de prise en pension sous réserve que les transactions soient conclues avec des établissements de crédit soumis à un contrôle prudentiel et que le Fonds puisse rembourser à tout moment le montant intégral des liquidités sur une base cumulée ; et
- (iv) être investies dans des fonds du marché monétaire à court terme.

La garantie en espèces réinvestie doit être diversifiée conformément aux prescriptions de diversification applicables à une Garantie autre qu'en espèces visées ci-avant. Le Fonds doit respecter en permanence le fait que tout investissement de Garantie en espèces doit lui permettre de s'acquitter de ses obligations de remboursement. Les Garanties en espèces investies ne doivent pas être mises en dépôt auprès de, ni investies dans des titres émis par, la contrepartie ou toute entité affiliée.

(e) Le Fonds a mis en œuvre une politique de décote détaillée eu égard à chaque classe d'actifs reçue en tant que Garantie au titre du Compartiment. Une décote est une remise appliquée à la valeur d'un actif donné en Garantie afin d'intégrer le fait que sa valorisation ou son profil de liquidité peut se dégrader dans le temps. La politique de décote intègre les caractéristiques de la classe d'actifs applicable, y compris la note de crédit de l'émetteur de la Garantie, la volatilité de cours de la Garantie et les résultats de tous tests de résistance pouvant être réalisés conformément à la politique de tests de résistance. La valeur d'une quelconque Garantie reçue par le Fonds, ajustée en fonction de la politique de décote, sera égale ou supérieure en valeur, à tout moment, à l'exposition à la contrepartie concernée.

(f) Les expositions au risque d'une contrepartie découlant de transactions IFD de gré à gré et de techniques de gestion efficace de portefeuille doivent être combinées lors du calcul des limites du risque de contrepartie visées à la section du Prospectus intitulée « Restrictions d'investissement ».

(g) Si un Compartiment reçoit des Garanties représentant au moins 30 % de ses actifs nets, il doit mettre en œuvre une politique de tests de résistance pour veiller à ce que des tests de ce type soient régulièrement organisés, dans des conditions de liquidité normales et exceptionnelles, afin de lui permettre d'évaluer le risque de liquidité lié à la Garantie.

15. Facteurs de Risque

Les facteurs de risque suivants sont applicables à tout investissement dans la Société :

15.1. Généralités

Les investissements de la Société dans des titres sont soumis aux fluctuations normales du marché, et à d'autres risques inhérents à l'investissement en titres. La valeur des investissements et le revenu qu'ils génèrent, et donc la valeur de, et les revenus générés par les actions au sein de chaque Compartiment peuvent fluctuer à la hausse comme à la baisse, et un investisseur n'est pas assuré de récupérer la totalité du montant investi. Les fluctuations de taux de change entre les devises, ou la conversion d'une devise à une autre peuvent également entraîner une hausse ou une baisse de la valeur des investissements.

Bien que les dispositions de la Loi irlandaise sur les sociétés préconisent une responsabilité cloisonnée entre les Compartiments, ces dispositions n'ont pas encore été testées auprès des tribunaux étrangers, notamment en ce qui concerne la satisfaction des réclamations des créiteurs locaux. De même, on ne peut pas affirmer que les actifs d'un Compartiment quelconque de la Société ne seront pas exposés aux passifs d'autres Compartiments de la Société. À la date d'établissement de ce Prospectus, les Administrateurs déclarent n'être informés de l'existence effective ou éventuelle d'aucun passif de l'un quelconque des Compartiments de la Société.

La Société et le Gestionnaire Financier n'auront aucun pouvoir de contrôle sur les activités d'une société ou d'un organisme de placement collectif dans laquelle ou lequel un Compartiment a investi. Les directeurs des sociétés et organismes de placement collectif au sein desquels un Compartiment peut investir peuvent adopter des positions défavorables sur le plan fiscal, utiliser un effet de levier trop important, ou autrement gérer l'organisme de placement collectif ou être géré d'une manière que le Gestionnaire Financier n'a pas anticipée.

Il n'est pas garanti que chaque Compartiment atteindra son objectif d'investissement.

15.2. Impôt retenu à la source

Les revenus et plus-values générés par les actifs de la Société peuvent être assujettis à un impôt prélevé à la source, qui peut ne pas être récupérable dans les pays où ces revenus et plus-values ont été créés. Si cette position vient à changer, et que l'application d'un taux plus faible engendre un remboursement au bénéfice de la Société, la Valeur Liquidative correspondante ne sera pas réévaluée et le gain sera distribué entre les Actionnaires existants en fonction du taux en vigueur au moment du remboursement.

15.3. FATCA

Le Fonds exige que les Actionnaires attestent les informations relatives à leur statut aux fins de la FATCA et fournissent d'autres informations, formulaires et documents relatifs à leur statut par rapport à la FATCA. Le Fonds peut ne pas être en mesure de se conformer à ses obligations en vertu de la FATCA si les Actionnaires ne fournissent pas les certificats ou informations requis. Dans de telles circonstances, le Fonds peut faire l'objet de retenue d'impôt en vertu de la FATCA américaine relativement à ses revenus de source américaine si l'Internal Revenue Service des États-Unis détermine expressément qu'il est une « institution financière non participante » aux fins de la FATCA. Toute retenue d'impôt effectuée en vertu de la FATCA américaine aurait des incidences négatives sur la performance financière du Fonds et tous les Actionnaires pourraient en subir les conséquences dans de telles circonstances.

À cet effet, nous attirons votre attention sur la section Loi américaine sur la conformité fiscale des comptes étrangers (« FATCA ») du paragraphe « Fiscalité » ci-dessous.

15.4 Impôts étrangers

Le Fonds peut être assujetti à l'impôt (y compris les retenues) dans des pays autres que l'Irlande sur le revenu réalisé et les plus-values découlant de ses investissements. Le Fonds peut ne pas être à même de profiter d'une réduction du taux de l'impôt étranger en vertu des conventions fiscales visant à éviter la double imposition en vigueur entre l'Irlande et d'autres pays. Par voie de conséquence, le Fonds peut ne pas être en mesure de récupérer toute retenue d'impôt étranger qu'il a subie dans certains pays. Si cette situation

change et que le Fonds obtient un remboursement de l'impôt étranger, la Valeur Liquidative du Fonds ne sera pas recalculée et le bénéfice sera attribué aux Actionnaires existants alors au prorata au moment du remboursement.

15.5. Contrats de mise et de prise en pension de titres, et de prêt de titres

Un Compartiment peut s'engager dans des contrats de mise et de prise en pension et de prêt de titres, en respectant les conditions et limites établies dans la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale. Si l'autre partie signataire du contrat venait à être défaillante, le Compartiment pourrait subir une perte dans la mesure où les produits de la vente des titres sous-jacents ou des Sûretés, selon le cas, détenus par le Compartiment en relation avec le contrat de mise en pension de titres qui est annulé sont inférieurs au prix de rachat. De plus, en cas de faillite ou de procédure similaire de l'autre partie au contrat de mise en pension de titres, ou si cette dernière n'est pas en mesure de racheter ou de restituer les titres comme convenu, le Compartiment est susceptible de subir des pertes, y compris des pertes d'intérêt ou de principal sur les garanties et coûts liés aux retards et à l'exécution du contrat de mise en pension de titres.

15.6. Risques de change

Lorsqu'un Compartiment utilise des techniques de couverture pour des investissements exprimés dans une devise autre que la Devise de Base afin de ramener le risque de change à celui de la Devise de Base, un risque subsiste que ces techniques de couverture n'atteignent pas toujours l'objectif de limiter les pertes et les risques de change. La performance peut être fortement influencée par les fluctuations des taux de change, puisque les positions des devises détenues par le Compartiment peuvent ne pas correspondre aux positions des titres détenus. Dans le cas de Classes d'Actions Non Couvertes, la valeur de l'action exprimée dans la devise de la classe sera soumise au taux de change relatif à la Devise de Base.

15.7. Classes d'Actions Couvertes

Les Classes d'Actions Couvertes utilisent des stratégies de couverture visant à limiter l'exposition aux fluctuations des taux de change entre la Devise de Base d'un Compartiment et la devise dans laquelle la Classe d'Actions Couvertes est libellée.

De telles stratégies de couverture ne garantissent pas une élimination totale de l'exposition aux variations des taux de change. Il est impossible de garantir que les stratégies de couverture seront efficaces. Il peut y avoir des disparités entre la position de la devise d'un Compartiment et les Classes d'Actions Couvertes émises pour ce Compartiment.

L'utilisation de stratégies de couverture peut limiter de manière significative les gains des Actionnaires des Classes d'Actions Couvertes, si le taux de la devise de la Classe d'Actions Couvertes chute par rapport au taux de la Devise de Base du Compartiment. Les coûts de couverture et tous les gains/pertes values résultant des transactions de couvertures (et les transactions en soi) seront distribués uniquement à la Classe d'Actions Couvertes concernée.

Les investisseurs doivent également noter que la couverture des Classes d'Actions Couvertes diffère des autres stratégies de couverture que le Gestionnaire Financier peut mettre en œuvre à l'échelle du Compartiment (pour lesquelles les risques associés sont décrits au paragraphe sur les risques de change ci-dessus).

15.8. Risques du marché

La politique d'investissement pour chaque Compartiment décrit les IFD qui peuvent être intégrés pour le compte du Compartiment. Conformément à cette politique, chaque Compartiment peut également détenir des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire comme décrits dans leur politique correspondante. Conformément aux conditions des IFD, le Compartiment ne devrait normalement pas être exposé au risque économique associé à de tels titres. Cependant, en cas de défaillance de la contrepartie d'un IFD spécifique, le Compartiment peut se retrouver exposé à la performance économique des titres correspondants. À ce titre, et dans la mesure où un Compartiment détient des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire directement conformément à sa politique d'investissement, les investisseurs doivent avoir conscience des risques (décrits ci-dessous) associés aux types de titres susceptibles d'être détenus par le Compartiment.

15.9. Les indices ou actifs de référence

Lorsqu'un Compartiment cherche à reproduire la performance d'un indice ou d'un actif de référence auquel il est lié, il n'est pas toujours en mesure de le faire de manière parfaitement exacte. Des erreurs de suivi (*tracking error*) peuvent subvenir à cause de divers facteurs, notamment la structure même des IFD, les coûts associés à leur souscription, leur renouvellement, leur ajustement et leur clôture, tous autres honoraires ou coûts, ou tout autre liquidité ou actif détenu par le Compartiment.

Certains Compartiments peuvent chercher à générer un rendement correspondant à la performance d'un indice ou autre actif de référence dont l'historique de performance date de moins d'un an. En prenant la décision de souscrire des actions dans un tel Compartiment, les Actionnaires éventuels n'ont à leur disposition que peu ou pas de données sur la performance pour évaluer les rendements potentiels engendrés par l'indice ou les actifs de référence avant le lancement des opérations du Compartiment. Dans tous les cas, il n'y a aucune garantie qu'une performance historique d'un indice ou actif de référence sera suivie dans le futur.

La méthodologie employée pour collecter les prix et calculer la valeur indiciaire de quelques indices ou actifs de référence peut être la propriété des sponsors des index concernés ou d'autres tiers.

La capacité d'un Compartiment qui cherche à suivre la performance d'un indice ou d'un actif de référence à atteindre son objectif et sa politique d'investissement dépend de la continuité de l'opération et de la disponibilité de l'indice ou actif de référence. Ni le Gestionnaire Financier ni la Société ne sont en mesure d'assurer la continuité d'une opération ni la disponibilité de l'indice ou des actifs de référence correspondants. Dans le cas où un indice ou actif de référence est interrompu ou indisponible, la capacité du Compartiment à atteindre son objectif d'investissement sera sévèrement compromise, voire rendue impossible. Si un indice ou actif de référence est indisponible de manière permanente ou discontinue, les transactions au sein du Compartiment pourront être suspendues (dans l'attente de la clôture du Compartiment).

15.10. Taux d'intérêt

Les valeurs des titres à revenus fixes détenus par un Compartiment, ou à laquelle la performance d'un Compartiment est exposée, fluctueront généralement selon une dynamique inverse à celle des changements de taux d'intérêt, et ces fluctuations peuvent entraîner des variations correspondantes du cours des actions.

15.11. Risque émetteur

La valeur des titres détenus par un Compartiment, où auxquels la performance d'un Compartiment est exposée, peut chuter ou augmenter, et il n'y a aucune certitude qu'une performance historique sera répétée. Toute une série de facteurs divers et indépendants peuvent être à l'origine de la chute des prix, y compris les conditions économiques générales et du marché, ainsi que les troubles politiques et sociaux. La valeur d'un titre peut ne pas augmenter ou chuter avec le marché général, par exemple dans les cas où l'émetteur des titres en question subit ou est en passe de subir une mauvaise performance, ou bien si le secteur ou la localisation géographique de l'émetteur subit ou est en passe de subir une mauvaise performance.

15.12. Le secteur de l'immobilier

Un Compartiment peut détenir ou être exposé à la performance de titres de sociétés principalement issues du secteur de l'immobilier. De tels titres présentent des risques spécifiques. Ces risques comprennent : la nature cyclique des valeurs de l'immobilier, les risques liés aux conditions économiques générales et locales, le suréquipement et une compétitivité accrue, la hausse des taxes foncières et des frais d'exploitation, les tendances démographiques et les fluctuations des revenus locatifs, les modifications réglementaires de zonage, les pertes en cas de sinistre ou de condamnation, les risques environnementaux, les limitations réglementaires sur les loyers, les changements de la valeur du voisinage, les risques liés aux parties l'attraction changeante des locataires pour les propriétés, l'augmentation des taux d'intérêt, et d'autres influences liées au marché des capitaux du secteur de l'immobilier. Généralement, une hausse des taux d'intérêt entraînera une augmentation des coûts d'obtention de financement, ce qui peut directement et indirectement diminuer la valeur d'un Compartiment.

15.13. Marchés émergents

Un Compartiment peut détenir ou être exposé à la performance de titres provenant d'émetteurs domiciliés dans les marchés émergents. Dans certains pays émergents, il existe des risques d'expropriation des actifs, d'imposition confiscatoire, d'instabilité politique ou sociale ou encore d'événements diplomatiques susceptibles d'avoir une incidence sur les investissements dans ces pays. Les informations disponibles publiquement concernant certains instruments financiers peuvent se faire plus rares par rapport à celles auxquelles certains investisseurs sont habitués, et les entités de certains pays peuvent ne pas être soumises aux normes et exigences en matière de comptabilité, d'audit et de *reporting* financier auxquels certains investisseurs peuvent être habitués. Alors même qu'ils connaissent généralement une croissance en termes de volume, les marchés financiers présentent pour la plupart un volume nettement moins important que ceux des marchés développés, et les titres de bon nombre de leurs sociétés peuvent être moins liquides et leurs cours plus volatiles que ceux de leurs homologues des marchés plus significatifs. Il existe également différents niveaux de supervision gouvernementale et de régulation des échanges, d'institutions financières et d'émetteurs dans ces pays divers. De plus, la manière selon laquelle les investisseurs étrangers peuvent investir dans des titres de certains pays, ainsi que les limites auxquelles sont soumis de tels investissements, peuvent avoir une incidence sur les opérations d'investissement de certains des Compartiments.

La dette d'un pays émergent sera soumise à un risque élevé, mais aucune norme minimale en termes de notation ne sera imposée, et il se peut qu'elle ne fasse pas l'objet d'un contrôle de solvabilité par une agence de notation internationalement reconnue. L'émetteur ou l'autorité gouvernementale qui contrôle le remboursement de la dette d'un pays émergent peut ne pas être en mesure ou ne pas vouloir rembourser le principal et/ou les intérêts échus conformément aux conditions de la dette. En conséquence, il est possible qu'un débiteur souverain ne puisse pas honorer ses obligations. Si un tel événement se produit, le Compartiment peut ne disposer que d'un recours limité contre l'émetteur et/ou le garant. La solution, dans certains cas, sera d'intenter une action devant les tribunaux de la partie défaillante elle-même, et la capacité du détenteur d'obligations gouvernementales étrangères d'obtenir un recours peut dépendre du climat politique du pays concerné. De plus, il n'existe aucune certitude que les détenteurs de la dette commerciale ne contesteront pas le paiement aux détenteurs de titres de créances d'autres gouvernements en cas de cessation de paiement, en vertu des accords commerciaux d'emprunt de leur banque.

Les systèmes de règlement dans les marchés émergents peuvent être moins bien organisés que dans les marchés développés. Ainsi, il peut exister un risque lié aux retards de règlement, et que les liquidités ou titres du Compartiment soient mis en danger en raison de défauts ou de défaillances des systèmes. En particulier, les pratiques de marché peuvent requérir qu'un paiement soit effectué avant la réception du titre qui est acheté, ou bien que la livraison du titre soit réalisée avant réception du paiement. Dans de tels cas, la défaillance d'un courtier ou d'une banque (la « **Contrepartie** ») par le biais duquel la transaction en question a été réalisée peut entraîner une perte pour les Compartiments investissant dans, ou exposés à la performance de titres issus de marchés émergents. Lorsque les Compartiments investissent dans des marchés où les systèmes de conservation ou de règlement ne sont pas pleinement développés, les actifs des Compartiments négociés sur de tels marchés et qui ont été confiés à des sous-dépositaires, lorsque les circonstances requièrent de tels sous-dépositaire, peuvent être exposés au risque lorsque le Dépositaire n'engage pas sa responsabilité.

Morgan Stanley & Co International plc peut être désigné comme sous-dépositaire.

La Société peut chercher, lorsque cela est possible, à négocier avec des Contreparties dont le statut financier indique que le risque est réduit. Cependant, il n'y a aucune certitude que le Compartiment parviendra à éliminer ce risque pour les Compartiments, notamment en raison du fait que les Contreparties opérant dans les marchés émergents souffrent généralement d'un manque de structure et de ressources financières, contrairement à celles des pays développés.

De même, du fait des incertitudes liées au fonctionnement des systèmes de règlement sur les marchés individuels, des pressions concurrentielles peuvent être exercées sur les titres détenus par, ou devant être transférés aux Compartiments. De plus, les plans de compensation peuvent ne pas exister, être limités ou inadaptés aux demandes de la Société pour chacun de ces événements.

Les investissements dans la Fédération de Russie sont sujets à certains risques amplifiés en ce qui concerne la propriété et la conservation de titres. Dans ce pays, cela est mis en évidence par les données entrées dans les registres d'une société ou de son teneur de registre (qui n'est ni un agent ni responsable envers le

Dépositaire). Aucun certificat attestant de la propriété de telles sociétés ne sera détenu par le Dépositaire, ni par aucun de ses correspondants locaux ou au sein d'un système efficace de centralisation des dépôts. La propriété n'est pas transférée à l'acheteur à la date de la transaction. La propriété n'est effective qu'à compter de la fin de l'enregistrement. La propriété est notée dans les livres du teneur de registre et les données du correspondant et peuvent être confirmées et produites grâce à la possession d'un « extrait ». Un extrait prouve qu'un certain nombre de titres sont enregistrés dans les livres du teneur de registre ou les données du correspondant comme appartenant à leur propriétaire à un instant donné. En conséquence de ce système et du manque de régulation et de mise en application efficace de la part du gouvernement, le Compartiment s'expose à voir son enregistrement inactif et à perdre la propriété de ces titres pour cause de fraude, par négligence ou simple inadvertance. Cependant, afin de prendre acte de ces risques, le correspondant concerné du Dépositaire a conclu des accords avec les teneurs de registre des sociétés et n'autorise que les investissements dans les sociétés disposant de procédures adéquates de tenue de registre. Il n'existe pas dans la Fédération de Russie de dépositaire central de titres unique chargé de gérer la compensation, le règlement et la garde de tous les titres. De plus, des titres comme les obligations MinFin sont réglés par un dépositaire donné et le dépositaire central de fait. Ni le Dépositaire ni son correspondant ne sont tenus responsables d'un éventuel défaut du dépositaire.

D'autres risques peuvent inclure, à titre d'exemple, des contrôles sur les investissements étrangers et les limites de rapatriement du capital, les taux de change des devises locales, ainsi que l'impact des tensions religieuses ou ethniques sur l'économie.

Si un Compartiment investit plus de 20 % dans les marchés émergents, alors un investissement dans ce Compartiment ne doit pas constituer une part significative du portefeuille d'investissement et n'est peut-être pas adapté à tous les investisseurs.

15.14. Certificats Représentatifs d'Actions Etrangères (*depository receipts*)

Un Compartiment peut détenir ou être exposé à des certificats représentatifs d'actions étrangères (américains (ADR), internationaux (GDR) et européens (EDR)). Ces instruments financiers représentent des actions dans des sociétés négociant des transactions hors des marchés où les certificats représentatifs d'actions étrangères sont négociés. En conséquence, bien que ces certificats sont négociés sur des marchés d'échanges reconnus, d'autres risques peuvent leur être associés et sont à considérer, comme par exemple le fait que les actions sous-jacentes à ces instruments peuvent être soumises à des risques politiques, d'inflation, de change ou de conservation.

15.15. Titres qualifiés « *non-investment grade* »

Certains Compartiments peuvent dépendre de, ou être exposés à la performance de titres à revenus fixes qualifiés « *below investment grade* ». De tels titres peuvent présenter une volatilité des prix accrue, un risque de perte des intérêts et du principal, ainsi qu'un risque plus élevé d'insolvabilité et de liquidité, comparé à des titres mieux notés. **Si un Compartiment investit plus de 30 % dans de tels titres, alors un investissement dans ce Compartiment ne doit pas constituer une part significative du portefeuille d'investissement et n'est peut-être pas adapté à tous les investisseurs.**

15.16. Utilisation d'IFD

Le Gestionnaire Financier négociera des transactions d'IFD pour le compte de chaque Compartiment. Il s'agit d'un composant clef de l'objectif et de la politique d'investissement. Bien qu'un usage prudent des IFD peut être recommandé, ceux-ci comprennent des risques différents, et dans certains cas, supérieurs à ceux engendrés par des investissements plus traditionnels.

Voici ci-dessous un exposé général des facteurs de risque et problèmes importants liés à l'utilisation d'IFD, et que les investisseurs doivent bien comprendre avant d'investir dans un Compartiment.

15.16.1. Risques de marché

Il s'agit d'un risque général qui s'applique à tous les investissements, y compris aux IFD, ce qui signifie que la valeur d'un IFD en particulier peut fluctuer à la baisse comme à la hausse en réponse à un changement dans les facteurs de marché. Un Compartiment peut également utiliser des IFD à courte exposition pour certains investissements. Si la valeur de tels investissements fluctue à la hausse plutôt qu'à la baisse, l'utilisation

d'IDF à court terme aura un effet négatif sur la valeur du Compartiment, et, en cas de conditions extrêmes affectant le marché, pourrait en théorie générer des pertes illimitées pour le Compartiment. Si de telles conditions extrêmes devaient survenir, les investisseurs pourraient, dans certaines circonstances, subir un rendement minimal ou nul, voire une perte sur investissement dans ce Compartiment en particulier.

15.16.2. Risque de liquidité

Le risque de liquidité existe lorsqu'un instrument en particulier est difficile à acheter ou à vendre. Si une transaction d'IFD est particulièrement importante, ou si le marché correspondant n'est pas liquide, il peut être impossible de lancer une transaction ou de liquider une position à un prix avantageux (cependant, la Société ne souscrira à un IFD dans le cadre d'une transaction de gré à gré (« OTC ») que si elle est autorisée à liquider une telle transaction à tout moment à une juste valeur).

15.16.3. Risque de contrepartie

Les Compartiments peuvent prendre part à des transactions sur les marchés de gré à gré (« OTC »), ce qui les expose au risque de crédit de leurs contreparties et à leur capacité à respecter les termes de tels contrats. En cas de faillite ou d'insolvabilité d'une contrepartie, les Compartiments pourraient faire face à des retards pour liquider la position et à des pertes significatives, notamment un déclin de la valeur de leurs investissements au cours de la période pendant laquelle la Société cherchera à faire valoir ses droits, l'incapacité de réaliser des plus-values sur ses investissements pendant cette période, ainsi que des honoraires et frais dus dans le cadre de la mise en œuvre de leurs droits. Il peut être mis fin à ces accords pour cause, par exemple, de faillite, de survenance d'une illégalité ou d'une modification des lois comptables ou fiscales au moment de l'établissement dudit accord.

15.16.4. Risque juridique

Il est possible de mettre fin aux accords régissant les transactions dérivées pour cause, par exemple, de faillite, de survenance d'une illégalité ou d'une modification des lois comptables ou fiscales au moment de l'établissement dudit accord.

Un risque existe également si de tels accords ne sont pas exécutoires, ou si les transactions dérivées ne sont pas documentées correctement.

15.16.5. Autres Risques

Un autre risque inhérent aux IFD concerne leur incapacité à atteindre une corrélation parfaite avec les titres, les taux et les indices sous-jacents. De nombreux IFD, et notamment ceux négociés de gré à gré (« OTC »), sont complexes et leur évaluation ne peut être établie que par un nombre limité de professionnels des marchés, qui ont souvent un rôle de contrepartie dans les transactions à évaluer.

Les IFD ne sont pas toujours en corrélation parfaite ou importante, ni ne reproduisent la valeur des titres, taux et indices qu'ils sont destinés à suivre. En conséquence, l'utilisation des techniques d'IFD par un Compartiment n'est pas toujours un moyen efficace de respecter son objectif d'investissement.

15.17. Swaps

Des swaps sont conclus afin de générer un rendement particulier sans avoir à effectivement acheter l'actif de référence. Les swaps peuvent être négociés individuellement et structurés pour inclure des expositions à différents types d'investissements ou facteurs de marché. Selon leur structure, les swaps peuvent augmenter ou diminuer l'exposition du Compartiment aux taux d'intérêt à long terme ou à court terme, aux valeurs en devises, aux matières premières, aux indices, ou à d'autres facteurs tels que les cours des titres, les paniers de titres ou les taux d'inflation. Selon la manière dont ils sont utilisés, les swaps peuvent faire augmenter ou diminuer la volatilité globale de la Valeur Liquidative du Compartiment. Les swaps peuvent inclure une commission ou un taux de rendement convenu pour la contrepartie.

Dans le cadre de la plupart des swaps conclus par un Compartiment, les obligations des parties seront calculées sur une base « nette ». Par conséquent, les obligations existantes (ou droits) d'un Compartiment aux termes d'un swap ne correspondent généralement qu'au montant net à payer ou à recevoir, aux termes du contrat, en fonction des valeurs relatives des positions détenues par chaque partie au contrat (le « **montant net** »). Le risque de perte lié aux swaps est limité au montant net des paiements que le Compartiment est tenu contractuellement d'effectuer. Si la contrepartie d'un swap fait défaut, le risque de perte d'un Compartiment comprend toute marge ou tout montant net des paiements que le Compartiment est contractuellement en droit de percevoir en l'absence de garantie.

15.18. Règlementation de la Surveillance

Les services financiers en général, et le Gestionnaire Financier en particulier, font l'objet d'examens réglementaires de plus en plus intenses. Ces examens ont pour but d'inciter à améliorer le contexte réglementaire dans lequel opèrent la Société et les gestionnaires financiers qui y sont désignés, ainsi que d'exercer une certaine pression administrative sur les gestionnaires financiers comprenant, sans s'y limiter, l'obligation d'interagir avec diverses autorités gouvernementales et financières et d'envisager et mettre en place de nouvelles politiques et procédures pour s'adapter aux changements des réglementations. De tels changements et une telle pression auront un impact sur le temps, l'attention et les ressources des gestionnaires financiers au détriment de leurs activités de gestion de portefeuille.

15.19. Risques systémiques

La Société confie au gestionnaire financier le développement et la mise en place de systèmes adaptés aux activités de la Société. La Société dépend dans une grande mesure des programmes et des systèmes informatiques pour opérer les opérations d'échange, de compensation et de règlement des transactions de titres, évaluer certains titres à partir d'informations sur les transactions en temps réel, contrôler ses portefeuilles et son capital net, et pour fournir une gestion du risque et produire des rapports essentiels à la surveillance des activités de la Société. En outre, certaines opérations de la Société et de son gestionnaire financier sont conduites en interface avec, ou dépendent de systèmes gérés par des tiers, incluant Morgan Stanley & Co International plc, des contreparties du marché et leurs sous-dépositaires, ainsi que d'autres prestataires de services, et les gestionnaires financiers ne sont pas toujours en position de vérifier les risques ou la fiabilité de tels systèmes externes. Ces programmes ou systèmes peuvent comporter certains défauts, faiblesses ou faire l'objet d'interruptions, y compris sans s'y limiter, ceux dus à des virus ou à des virus informatiques, ou des coupures de courant. Tous ces défauts ou faiblesses peuvent avoir un effet négatif considérable sur la Société et ses Compartiments. Par exemple, ils peuvent avoir pour conséquence un échec du règlement des négociations, et mener à une comptabilité, un enregistrement ou des négociations erronées, et entraîner l'établissement de rapports inexacts, ce qui peut avoir une incidence sur la capacité des gestionnaires financiers à contrôler leurs portefeuilles d'investissements et leurs risques.

15.20. Risque d'Exploitation

La Société confie à ses gestionnaires financiers le développement et la mise en place de systèmes et de procédures de contrôle des risques d'exploitation. Les risques d'exploitation peuvent être dus à des erreurs effectuées lors de la confirmation et du règlement de transactions, au fait que les transactions n'ont pas été enregistrées, évaluées ou prises en compte correctement, ou encore à d'autres dysfonctionnements similaires lors de l'exploitation de la Société, peuvent entraîner une perte financière pour la Société, l'arrêt de ses activités, une responsabilité vis-à-vis des clients et des tiers, une intervention réglementaire ou entacher sa réputation. Les activités du Gestionnaire Financier dépendent en grande partie de sa capacité à gérer au quotidien des transactions à travers de nombreux marchés très différents. Ainsi, la Société et ses Compartiments dépendent fortement des systèmes de traitement de données financières, comptables et autres, utilisés par le gestionnaire financier. La capacité d'un Compartiment à gérer son portefeuille dépend également de la capacité de ces systèmes à fonctionner avec un nombre grandissant de transactions.

15.21. Faute Professionnelle des Employés ou des Prestataires de Services

Une faute professionnelle d'un employé ou d'un prestataire de services tiers peut entraîner une perte considérable pour la Société. Les fautes professionnelles d'un employé peuvent engager la Société ou de ses Compartiments dans des transactions dépassant les limites autorisées ou présentant des risques

inacceptables, ainsi que le fait de s'engager dans des négociations non agréées ou de camoufler des transactions infructueuses (ce qui, dans tous les cas, peut entraîner des risques ou des pertes inconnus et non contrôlés). Des pertes peuvent également résulter d'actions de la part de prestataires de services tiers, comprenant sans s'y limiter, le fait de ne pas reconnaître des transactions et de mal attribuer les actifs. En outre, les employés et les prestataires de service tiers peuvent utiliser incorrectement ou divulguer des informations confidentielles, ce qui peut entraîner des litiges ou des sérieux dommages financiers, notamment la réduction du nombre de clients potentiels pour la Société et ses Compartiments, ou des activités commerciales futures. Bien que les gestionnaires financiers nommés pour la Société ou un de ses Compartiments adoptent des mesures afin de prévenir et de détecter les fautes professionnelles des employés et afin de sélectionner des prestataires de services tiers fiables, de telles mesures peuvent ne pas s'avérer efficaces.

15.22. Concurrence; Disponibilité des Investissements

Certains des marchés dans lesquels la Société et ses Compartiments peuvent investir sont extrêmement compétitifs en termes d'opportunités d'investissement attractives, et en conséquence les retours sur investissements qu'ils génèrent peuvent être en deçà des attentes. La Société et ses Compartiments seront en concurrence avec un grand nombre d'autres participants disposant d'un capital disponible plus élevé que celui de la Société et de ses Compartiments. Il n'est pas garanti que le gestionnaire financier soit capable d'identifier ou de suivre des opportunités d'investissements attractives dans de tels environnements.

15.23. Litiges

Concernant certains investissements de la Société ou de ses Compartiments, il est possible qu'un gestionnaire financier ou qu'un Compartiment joue un rôle de plaignant ou d'accusé dans une procédure civile. Les dépenses induites par une poursuite judiciaire, pour laquelle on ne peut garantir une issue favorable, et/ou les dépenses liées à une défense contre les plaintes de tiers, et le paiement des montants correspondant aux règlements ou aux jugements incomberont généralement au Compartiment en réduisant ses actifs nets, et peuvent même nécessiter, selon la loi applicable, que les investisseurs retournent au Compartiment le capital et les gains distribués.

15.24. Fonction d'Administrateur au sein des Conseils d'Administration de Gestion de Sociétés de Gestion de Portefeuille

Les gestionnaires financiers de la Société et/ou leur sociétés affiliés ou entités désignées peuvent exercer un rôle d'administrateur, ou une fonction assimilée, au sein des sociétés de gestion de portefeuille dont les titres sont achetés ou vendus pour le compte de la Société ou de ses Compartiments. Dans l'éventualité selon laquelle une information significative et non publique est divulguée concernant une telle société de gestion de portefeuille, ou si les transactions d'un Compartiment font l'objet de restrictions suite à l'application des politiques internes sur les transactions de telles sociétés ou de la Loi et des réglementations applicables, alors un Compartiment peut se voir interdire l'achat et la vente des titres de ces sociétés de gestion de portefeuille pour une certaine période, ce qui peut avoir un impact négatif sur le Compartiment.

15.25. Tentatives de prise de contrôle et Transactions Hostiles

Un Compartiment peut acheter des titres d'une société faisant l'objet d'une tentative de prise de contrôle (*proxy contest*) (ou être à l'initiative d'une telle course), dans l'espoir que l'équipe managériale en place puisse se convaincre qu'une nouvelle gestion sera à même d'améliorer la performance de la Société, ou d'engendrer une vente ou une liquidation de ses actifs, augmentant ainsi le cours des titres de la Société. Si de tels efforts s'avèrent inutiles, le cours du marché des titres de la Société devrait chuter, ce qui entraînera une perte pour le Compartiment.

En outre, dans les cas où une telle action n'est pas acceptée par l'équipe managériale de la Société en question, il est très probable qu'un litige s'ensuive. Un tel litige implique des incertitudes significatives quant à son issue, et peut induire des dépenses et des coûts importants pour la Société et les autres parties prenantes dans le litige, y compris pour le Compartiment.

15.26. Titres de Dette en Général

Un Compartiment peut être exposé à des titres de dette non évalués, et, évalués ou non, les placements par emprunt peuvent comporter un caractère spéculatif. Les émetteurs desdits instruments (y compris s'ils sont souverains) peuvent faire face à des incertitudes significatives et continues, et s'exposent à des conditions défavorables susceptibles de réduire leur capacité à payer les intérêts et le principal à échéance. Lesdits investissements sont réputés majoritairement spéculatifs quant à la capacité de l'émetteur de régler les intérêts et rembourser le principal conformément aux termes de leurs obligations, et engendrent un risque d'exposition important à des conditions défavorables. En outre, une récession économique impliquerait des troubles majeurs du marché pour la plupart de ces titres, et pourrait avoir un impact négatif sur la valeur desdits investissements. Il est également probable qu'un tel retournement économique puisse réduire la capacité des émetteurs desdits titres à rembourser le principal et régler les intérêts dus, et augmenter le risque de défaillance de ces titres.

15.27. Titres Convertibles

Les titres convertibles sont des obligations, débentures (*debentures*), bons, actions privilégiées ou d'autres titres susceptibles d'être convertis en, ou échangés pour un montant précis d'actions ordinaires ou d'autres titres, du même émetteur ou non, pendant un laps de temps déterminé et selon un prix ou une formule spécifique. Un titre convertible génère soit des intérêts pour son détenteur, généralement payés ou courus sous forme de dette soit un dividende, payé ou accumulé sous forme d'action privilégiée, jusqu'à ce que le titre convertible arrive à maturation ou soit racheté, converti ou échangé. Les titres convertibles comportent des caractéristiques d'investissements bien spécifiques : généralement, (i) ils génèrent des rendements plus élevés que les actions ordinaires, mais plus faibles que les titres non convertibles ; (ii) leur valeur est soumise à moins de fluctuations que les actions ordinaires sous-jacentes ou les autres titres, étant donné le caractère fixe de leurs revenus ; et (iii) ils ont le potentiel d'augmenter le capital si le prix du marché des actions ordinaires sous-jacentes ou des autres titres est à la hausse.

La valeur d'un titre convertible est fonction de sa « valeur d'investissement » (déterminée par son rendement comparé à celui d'autres titres de maturité et de qualité comparable ne disposant pas du privilège de conversion) et de sa « valeur de conversion » (la valeur de marché du titre s'il était converti en actions ordinaires sous-jacentes ou en d'autres titres). La valeur d'investissement d'un titre convertible dépend des modifications des taux d'intérêts, ladite valeur déclinant en cas de hausse de ces derniers, et augmentant en cas de baisse des taux d'intérêts. La réputation de solvabilité de l'émetteur, entre autres facteurs, peut influencer la valeur d'investissement d'un titre convertible. La valeur de conversion d'un titre convertible est déterminée par le prix du marché du titre sous-jacent. Si la valeur de conversion est faible par rapport à la valeur d'investissement, le prix du titre convertible dépendra essentiellement de sa valeur d'investissement. Dans le cas où le prix du marché des titres sous-jacents est proche ou supérieur au prix de conversion, le prix du titre convertible dépendra essentiellement de sa valeur de conversion. La vente d'un titre convertible se négocie généralement au-dessus de sa valeur de conversion, les investisseurs étant prêts à payer le fait d'acquérir des titres sous-jacents tout en détenant un titre à revenus fixes. Le montant de ce bénéfice est généralement revu à la baisse à mesure que le titre convertible arrive à maturité.

Un titre convertible peut faire l'objet d'un rachat, sur choix de l'émetteur, et conformément au prix déterminé par l'instrument régulateur dudit titre. Si un titre convertible détenu par un Compartiment est appelé à être racheté, le Compartiment sera tenu de permettre à l'émetteur de racheter le titre, de le convertir en titre sous-jacent, ou de le vendre à des tiers. Ces trois opérations peuvent avoir un impact négatif sur la capacité du Compartiment à atteindre son objectif d'investissement.

15.28. Titres à Haut Rendement (*high yield*)

Un Compartiment peut investir dans des titres à haut rendement. Lesdits titres ne sont généralement pas négociés en bourse, et sont négociés dans le cadre de transactions de gré à gré (« *OTC* »), ce qui est moins transparent que sur les bourses d'échanges (bien que ce marché soit autorisé pour les OPCVM tels que le Fonds). En outre, un Compartiment peut investir dans des obligations d'émetteurs n'ayant pas publiquement négocié de titres actions, ce qui ne rend pas les risques liés auxdits investissements faciles à couvrir. Les titres à haut rendement s'accompagnent d'incertitudes permanentes, et exposent à des conditions d'activité, financières ou économiques défavorables, ce qui peut empêcher l'émetteur à respecter les échéances quant à ses obligations de paiement des intérêts et du principal. La valeur de marché de certains de ces titres de dette de cote inférieure ou non notés, a tendance à refléter le développement individuel de sociétés, dans une

plus grande mesure que celle des titres mieux notés qui réagissent en premier lieu aux fluctuations générales des taux d'intérêts, et ont tendance à être plus sensibles au contexte économique que ne le sont les titres mieux notés. Les Sociétés émettrices de tels titres utilisent souvent un effet de levier important, et peuvent ne pas disposer de modes de financement plus traditionnels. Une crise économique importante pourrait perturber sévèrement le marché desdits titres, et avoir un impact négatif sur leur valeur. En outre, une telle crise pourrait affecter négativement la capacité des émetteurs desdits titres à rembourser le principal et à payer les intérêts dus, et augmenterait les chances de défaillance pour ces titres.

15.29. Limites Réglementaires

Les « limites de positions » imposées par diverses autorités financières peuvent restreindre la capacité d'un Compartiment à réaliser une transaction souhaitée. Les limites de position désignent le montant maximum de positions brutes et nettes à long et court terme qu'une personne ou entité peut détenir ou contrôler dans le cadre d'un instrument financier précis. Toutes les positions détenues ou contrôlées par une même personne ou entité, même si elles sont réparties dans différents fonds ou comptes, peuvent être cumulées pour déterminer si les limites de positions applicables ont été dépassées. Ainsi, même si un Compartiment compte respecter les limites de positions applicables, il se peut que d'autres fonds ou comptes gérés par un gestionnaire financier ou par ses affiliés soient ajoutés au calcul des positions et qu'il en résulte une restriction correspondante des activités d'investissement du Compartiment (qui peut être significative). Dans le cas où, à tout moment, les positions gérées par un gestionnaire financier dépassent les limites de positions applicables, le gestionnaire financier sera tenu de liquider des positions, qui peuvent faire partie de celles du Compartiment, jusqu'à respecter les limites autorisées. En outre, afin de ne pas dépasser les limites de positions autorisées, le Compartiment pourra être amené à renoncer à, ou modifier certaines de ses transactions en cours.

15.30. Limites Imposées par les Autorités Financières

Un Compartiment peut chercher à acquérir une participation importante dans certains instruments financiers. Si une telle participation dépasse un certain pourcentage ou une certaine limite de valeur, le Compartiment peut être tenu d'en notifier un ou plusieurs organismes gouvernementaux, ou se conformer aux exigences imposées par d'autres autorités financières. De plus, toutes les positions détenues ou contrôlées par une même personne ou entité, même si elles sont réparties dans différents fonds ou comptes, peuvent être cumulées pour déterminer si les limites de positions applicables ont été atteintes. Certaines notifications font l'objet d'un examen, ce qui entraîne un retard dans l'acquisition de l'instrument financier. Le respect de cette procédure de notification et autres exigences peut engendrer des dépenses supplémentaires pour le Compartiment, et retarder la capacité du Compartiment à réagir en temps opportun aux changements du marché concernant ces instruments financiers. En conséquence de ces exigences, il se peut qu'un Compartiment décide d'abandonner des opportunités d'investissement parce que celles-ci l'obligent à se soumettre à ces obligations réglementaires.

15.31. Protection du Capital

La valeur de, ou le remboursement d'Actions peuvent être protégés partiellement ou intégralement. Dans certains cas, les protections ne sont pas applicables. Les Actionnaires peuvent être tenus de détenir leurs Actions jusqu'à ce qu'elles arrivent à un certain degré de maturité avant de pouvoir les protéger de manière optimale. Les Actionnaires sont invités à lire attentivement les termes et conditions de toutes les protections. En particulier, il convient de noter, sauf mention expresse du contraire, qu'il est peu probable que les niveaux de protection se calqueront sur le cours auquel les Actionnaires peuvent acheter les Actions sur le marché secondaire (le cas échéant).

De plus amples renseignements concernant les facteurs de risque supplémentaires applicables à un Compartiment spécifique seront fournis dans le Supplément concerné. Les facteurs de risque établis dans ce Prospectus ne prétendent pas être exhaustifs, ni donner une explication complète de tous les risques. Les investisseurs sont invités à se faire conseiller par des professionnels avant d'investir.

15.32. Risque d'évaluation

Les Statuts prévoient que la méthode de calcul de la valeur de tout investissement coté ou négocié sur un marché doit correspondre au dernier cours négocié ou, si celui-ci n'est pas disponible, le cours milieu à la clôture du marché concerné, au Point d'évaluation correspondant. Lorsqu'un investissement est évalué au

dernier cours négocié et que des souscriptions ou des rachats sont effectués le Jour de négociation concerné, la différence entre le dernier cours négocié et le cours milieu du marché d'un investissement peut avoir une incidence négative sur la valeur des actifs sous-jacents du Compartiment concerné.

15.33. Risque lié à la cybersécurité

Le Fonds et ses prestataires de services peuvent être exposés à des risques de sécurité opérationnelle et de sécurité des informations et à des risques liés à des incidents de sécurité informatique. En règle générale, les incidents informatiques peuvent être le résultat d'attaques délibérées ou d'événements inintentionnels. Les cyber-attaques incluent, à titre non exhaustif, l'accès non autorisé à des systèmes numériques (par exemple par du « hacking » ou du codage de logiciels malveillants) afin de détourner des actifs ou des informations sensibles, de corrompre des données ou d'entraîner des perturbations des opérations. Les cyber-attaques peuvent également être lancées par des moyens qui ne requièrent aucun accès non autorisé, comme les attaques par déni de service sur les sites Web (à savoir, les mesures visant à rendre des services inaccessibles aux utilisateurs prévus). Les cyber-attaques affectant le Fonds, les Administrateurs, le Gestionnaire Financier, le Distributeur, l'Agent administratif ou le Dépositaire, ou d'autres prestataires de services tels que les intermédiaires financiers, peuvent provoquer des perturbations et affecter les opérations commerciales, entraînant potentiellement des pertes financières, notamment en interférant avec la capacité d'une société à calculer sa Valeur Liquidative ; des entraves aux opérations ; l'incapacité des Actionnaires à effectuer des transactions avec le Fonds ; des violations de lois en vigueur en matière de respect de la vie privée, de sécurité des données ou autres ; des amendes et pénalités réglementaires ; des atteintes à la réputation ; des remboursements ou autres coûts d'indemnisation ; des frais juridiques ; ou d'autres coûts de conformité supplémentaires. Des conséquences négatives similaires pourraient découler des incidents de sécurité informatique affectant des émetteurs de titres dans lesquels le Fonds ou un Compartiment investit, des contreparties avec lesquelles le Fonds ou un Compartiment effectue des opérations, des autorités étatiques et autres autorités de régulation, des opérateurs des marchés de change et d'autres marchés financiers, des banques, des courtiers, des négociants, des compagnies d'assurance et autres établissements financiers et d'autres parties. Bien que des systèmes de gestion des risques informatiques et des plans de continuité de l'activité aient été développés afin de réduire les risques associés à la sécurité informatique, il existe des limites à tout système de gestion des risques informatiques ou plan de continuité de l'activité, notamment la possibilité que certains risques n'aient pas été identifiés.

15.34. Risque lié au Compte de recouvrement

Le Fonds gère des comptes de souscription et de rachat au niveau du Fonds à compartiments multiples au nom du Fonds (le Compte de recouvrement). Les montants sur le Compte de recouvrement, y compris les montants de souscription reçus au titre du Compartiment en question préalablement à l'attribution d'Actions, ne sont pas éligibles aux protections qu'offrent les Central Bank (Supervision and Enforcement) Act 2013 (Section 48(1)) Investor Money Regulations 2015 pour les Prestataires de services du Fonds. Les comptes de souscription et de rachat ne seront pas établis au niveau d'un Compartiment. Tous les montants de souscription et de rachat et les dividendes ou les distributions en liquidités en provenance de ou vers les Compartiments seront centralisés et gérés par le biais du Compte de recouvrement.

Les montants de souscription reçus au titre d'un Compartiment avant l'émission d'Actions seront détenus sur le Compte de recouvrement au nom du Fonds et seront traités comme un actif normal du Fonds. Les investisseurs seront des créanciers non garantis du Fonds au titre de tout montant en liquidités souscrit et détenu par le Fonds sur le Compte de recouvrement jusqu'à ce que les Actions souscrites soient émises, et ne bénéficieront d'aucune appréciation de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment concerné au titre duquel la demande de souscription a été introduite ou de tout autre droit actionnarial (y compris droit à un versement de dividende) jusqu'à ce que les Actions concernées soient émises. Dans le cas où ledit Compartiment ou le Fonds deviendrait insolvable, il n'y a aucune garantie que ceux-ci aient suffisamment de fonds pour payer intégralement leurs créanciers non garantis.

Le paiement des produits de rachat et des dividendes par un Compartiment est sujet à la réception par le Fonds ou son délégué, l'Agent administratif, des documents de souscription originaux et à la conformité avec les procédures de lutte contre le blanchiment d'argent. Le paiement des produits de rachat ou des dividendes aux Actionnaires ayant droit à ces montants peut ainsi être bloqué dans l'attente de la mise en conformité avec les exigences susmentionnées à la satisfaction du Fonds ou de son délégué, l'Agent administratif. Les montants de rachat et de distribution, y compris les montants de rachat ou de distribution bloqués, seront détenus sur le Compte de recouvrement au nom du Fonds dans l'attente du paiement à l'investisseur ou à

l'Actionnaire concerné. Tant que ces montants sont détenus sur le Compte de recouvrement, les investisseurs/Actionnaires ayant droit à ces paiements de la part d'un Compartiment seront des créanciers non garantis du Fonds au titre de ces montants et, concernant ces montants et en fonction de l'intérêt qu'ils y ont, ne bénéficieront d'aucune appréciation de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment concerné ni d'aucun autre droit actionnarial (y compris droit à un nouveau versement de dividende). Les Actionnaires demandant le rachat cesseront d'être des Actionnaires en ce qui concerne les Actions rachetées à et à compter de la date de rachat concernée. Dans le cas où ledit Compartiment ou le Fonds deviendrait insolvable, il n'y a aucune garantie que ceux-ci aient suffisamment de fonds pour payer intégralement leurs créanciers non garantis. Les Actionnaires demandant le rachat et les Actionnaires ayant droit à des distributions devront dès lors s'assurer que tous les documents/toutes les informations en attente requis pour qu'ils puissent recevoir ces paiements sur leur propre compte soient fournis au Fonds ou à son délégué, l'Agent administratif, dans les meilleurs délais. Tout manquement à ces exigences se fera aux risques de l'Actionnaire.

Dans le cas où un Compartiment deviendrait insolvable, le recouvrement de tout montant auquel d'autres Compartiments ont droit, mais pouvant avoir été transféré au Compartiment insolvable par inadvertance à la suite du fonctionnement du Compte de recouvrement, sera soumis aux principes de la loi irlandaise sur les fiducies et aux dispositions des procédures de fonctionnement du Compte de recouvrement. Le recouvrement de ces montants peut subir des retards et/ou des litiges, et le Compartiment insolvable peut disposer de fonds suffisants pour rembourser les montants dus à d'autres Compartiments.

Le Fonds gérera le Compte de recouvrement conformément aux dispositions des Statuts.

16. Politique en matière de Dividendes

Les dispositions concernant les dividendes de chaque Compartiment seront décidées par les Administrateurs au moment de la création du Compartiment, et les renseignements y afférant seront fournis dans les Suppléments concernés.

Les Statuts prévoient que les Administrateurs peuvent payer les dividendes de toute classe d'Actions au moment qu'ils jugent opportun, et qui se révèle justifié au regard des bénéfices du Compartiment concerné, à savoir (i) le gain accumulé (composé de tous les gains accumulés, y compris les intérêts et dividendes dégagés par ledit Compartiment) moins les dépenses et/ou (ii) les plus-values réalisées ou non-réalisées, sur la cession/valorisation des investissements et des autres fonds déduction faite des moins-values réalisées ou non-réalisées, accumulées au sein dudit Compartiment, pourvu que dans les deux cas les dividendes ne soient payables que sur des fonds mis à disposition en vue d'une distribution conforme à la Loi.

La Société sera obligée de, et autorisée à déduire le montant correspondant aux impôts irlandais de chaque dividende payable à un investisseur qui est, ou est jugé comme tel, ou qui agit pour le compte d'une personne soumise aux impôts irlandais, et devra régler ce montant aux services fiscaux irlandais.

Les dividendes n'ayant pas été réclamés après un délai de six ans à compter de leur date d'échéance seront réputés caducs et reversés au Compartiment concerné. Les dividendes payables en liquide aux Actionnaires le seront par virement électronique à la charge du payeur. Les dividendes payables à un investisseur n'ayant pas fourni des preuves satisfaisantes de son identité, conformément aux procédures contre le blanchiment d'argent établies par l'Agent Administratif seront réinvesties automatiquement, indépendamment de la volonté dudit investisseur.

17. Demandes de Souscription d'Actions

17.1. Émission d'Actions

Après leur émission initiale, les Actions de toutes les classes seront émises à un cours correspondant à la Valeur Liquidative par Action de la classe concernée. La Valeur Liquidative par Action de chaque classe au sein de chaque Compartiment sera exprimée dans la devise qui lui est propre. Des renseignements concernant le Montant Minimum de Souscription Initiale et d'éventuels frais de souscription seront fournis dans les Suppléments.

Les demandes de souscription d'Actions initiales doivent s'effectuer par écrit à l'attention de l'Agent Administratif par le biais d'un Formulaire de Souscription signé. Les demandes seront réservées aux

investisseurs satisfaisant toutes les vérifications applicables en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Ainsi, le candidat sera tenu de fournir des originaux ou des copies certifiées conformes de ses documents d'identité à l'Agent Administratif. Les demandes de souscription suivantes pourront être effectuées par écrit par fac-similé ou toute autre forme de communication électronique à condition que toutes les vérifications d'usage de lutte contre le blanchiment d'argent et d'identité aient été faites. L'Agent Administratif, le Fonds et tous les distributeurs du Fonds (pour leur compte et en tant qu'agents du Fonds) sont exonérés de toute responsabilité et peuvent être indemnisés de toutes pertes consécutives à un échec de la souscription, dans le cas où des renseignements requis par l'un d'entre eux n'ont pas été fournis.

Les Administrateurs se réservent le droit de rejeter tout ou partie d'une transaction en Actions ou en espèces reçues par le Fonds, et une souscription rejetée sera remboursée sans intérêts aux risques de l'investisseur. Le Fonds, les Administrateurs et tous les distributeurs du Fonds (pour leur compte et en tant qu'agents du Fonds) sont exonérés de toute responsabilité et seront indemnisés pour toute perte consécutive à un rejet d'une demande de souscription.

Dans le cas de candidatures jointes, chaque candidat doit remplir le Formulaire de Souscription, à moins de fournir une procuration ou tout autre document écrit faisant autorité.

Un sous-distributeur peut imposer des procédures et un calendrier différents (les échéances peuvent avoir lieu plus tôt que celles indiquées dans les Suppléments afin de permettre à ces sous-distributeurs de faire suivre les candidatures à la Société), si les demandes de souscription d'Actions passent par eux. Nous signalons aux candidats qu'ils peuvent se trouver dans l'incapacité de souscrire à des Actions par le biais d'un sous-distributeur les jours où ce sous-distributeur n'est pas ouvert.

Les émissions d'Actions sont prévues au Jour de Transaction pour lequel les demandes de souscription sont reçues en bonne et due forme avant l'Heure Limite de Transaction.

Toute demande reçue par l'Agent Administratif après l'Heure Limite de Transaction correspondant au Jour de Transaction concerné sera automatiquement traitée au Jour de Transaction suivant, sur la base de la Valeur Liquidative par Action calculée pour ce prochain Jour de Transaction. Cependant, les Administrateurs peuvent à leur seule discrétion, et si des circonstances exceptionnelles le justifient, autoriser des demandes reçues après l'Heure Limite de Transaction mais avant le Point d'Evaluation de ce Jour de Transaction, à être traitées dès ce Jour de Transaction.

Les Administrateurs ne peuvent pas exercer cette discrétion en toutes circonstances, par exemple, lorsque les demandes de souscription d'Actions s'effectuent par le biais de plateformes de négociations ou par d'autres moyens électroniques. Dans de tels cas, les demandes reçues après l'Heure Limite de Transaction peuvent être rejetées. Il est rappelé aux investisseurs effectuant leur demande de souscription par le biais de plateformes de négociations ou par d'autres moyens électroniques qu'ils doivent se signaler au prestataire d'une telle plateforme ou fournisseur de moyens électroniques concernant les procédures applicables à ces transactions.

Les Administrateurs peuvent restreindre ou empêcher la détention d'Actions par une personne, société ou organisation, s'ils jugent qu'une telle détention peut nuire à la Société, constituer un manquement à la Loi ou à un règlement, qu'ils soient irlandais ou étrangers, ou si une telle détention serait susceptible d'exposer la Société à des désavantages fiscaux ou financiers, auxquels elle ne serait pas exposée autrement (lesdites personnes, sociétés ou organisations déterminées par les Administrateurs sont nommées ici **Personnes non autorisées**). Les directeurs ont notamment décidé d'interdire la détention d'Actions par une Personne Américaine, à moins que ce ne soit dans le cadre d'une transaction conforme aux lois américaines sur les valeurs mobilières.

Les Administrateurs se réservent le droit de ne proposer qu'une seule classe d'Actions à la souscription pour les investisseurs qui relèvent d'une juridiction particulière, conformément aux lois, coutumes et pratiques d'activités locales.

Les administrateurs peuvent à leur seule discrétion, émettre des Actions en rémunération pour une contribution en titres et/ou en d'autres actifs, pourvu que cela soit compatible avec l'objectif, les politiques et les restrictions d'investissement du Compartiment concerné, et avec le Compartiment, et en conformité avec les conditions établies par les lois et règlements irlandais. Les coûts des transactions induits par l'acceptation d'une souscription en nature de la part des Administrateurs seront imputés directement à l'Actionnaire entrant.

Les investissements constituant cette souscription en nature seront évalués conformément aux règles d'évaluation présentées ci-dessous et selon les conditions réglementaires. La valeur ainsi déterminée, ajoutée à la Valeur Liquidative calculée pour les Actions concernées dans le Compartiment concerné, détermineront le nombre d'Actions à émettre pour l'Actionnaire entrant. La politique suscitée vise à garantir que les Actionnaires existants dans un Compartiment n'aient pas à supporter les coûts de transaction induits par l'acquisition de nouveaux actifs par un Actionnaire entrant important.

Si les Administrateurs décident qu'il serait préjudiciable pour les Actionnaires existants d'accepter une demande de souscription d'Actions en espèces d'un Compartiment qui représenterait plus de 10 % de la Valeur Liquidative dudit Compartiment, les Administrateurs peuvent décider de reporter au Jour de Transaction suivant tout ou partie de la demande de souscription d'Actions à hauteur du montant excédentaire aux 10 %. Si les Administrateurs décident de reporter tout ou partie de la demande de souscription d'Actions à hauteur du montant excédentaire aux 10 %, le candidat à la demande devra en être informé avant l'application dudit report.

17.2. **Compte de recouvrement**

Les montants de souscription reçus en avance au titre d'un Compartiment sur l'émission d'Actions peuvent être détenus sur un Compte de recouvrement au nom du Fonds. Les Actionnaires sont invités à se reporter à la déclaration de risque intitulée **Risque lié au Compte de recouvrement** à la section du présent Prospectus intitulée **Facteurs de risque** pour mieux comprendre leur position vis-à-vis des montants détenus sur un Compte de recouvrement.

17.3. **Procédure de Règlement**

Les candidats à la souscription d'Actions doivent effectuer le règlement dans la devise dans laquelle est libellée la Classe d'Actions dans laquelle l'investisseur souscrit. Sauf accord préalable stipulant le contraire, les candidats sont tenus de payer les fonds correspondant au produit de souscription et ces fonds doivent être reçus à la Date de Règlement correspondant au Jour de Transaction concerné afin de recevoir la Valeur Liquidative par Action applicable ce jour.

Si le règlement n'est pas effectué dans les délais requis (ou si un Formulaire de Souscription complet pour une souscription initiale n'est pas reçu), à la discrétion des Administrateurs (a) la part correspondante des Actions peut être annulée et le candidat peut être tenu d'indemniser le Compartiment concerné ou (b) la Société peut demander des intérêts au candidat à un taux raisonnable ou (c) le candidat peut être tenu d'indemniser le Compartiment concerné pour toute perte subie, et une telle indemnisation peut, par exemple, être déduite des dividendes payables au candidat pour les Actions qu'il lui sont attribuées. Si le règlement pour une demande de souscription est reçu après la Date de Règlement, les Administrateurs peuvent à leur discrétion de la considérer comme une demande de souscription d'Actions pour le Jour de Transaction concerné.

17.4. **Formes des Actions**

Les Actions seront émises sous forme nominative, et le registre des actions constitue une preuve définitive de propriété. Des avis d'exécution contenant les renseignements sur la transaction seront normalement communiqués dans les trois Jours Ouvrables suivant le Jour de Transaction concerné. Aucun certificat d'action ne sera émis. Les Statuts seront communiqués mensuellement à chaque Actionnaire, confirmant la propriété des actions, que l'Actionnaire a été inscrit au registre des actions du Fonds, et le nombre d'Actions qui lui sont allouées dans le registre de chaque Compartiment. Les avis d'exécution et relevés seront envoyés aux candidats par courrier postal ou par fac-similé, voie électronique ou tous autres moyens. Nous recommandons aux candidats de vérifier l'exactitude des avis d'exécution de contrat dès réception, car les transactions enregistrées ne pourront être modifiées qu'à la seule discrétion des Administrateurs et si les Administrateurs le juge approprié, aux frais du candidat.

Les candidats à la souscription se voient attribuer un numéro d'Actionnaire dès acceptation de leur candidature. Ce numéro et les coordonnées du client valent pour preuve de son identité. Il sera indiqué dans l'avis d'exécution de contrat émis par l'Agent Administratif après traitement de la transaction. Ce numéro d'Actionnaire doit être mentionné par l'Actionnaire dans toutes les négociations futures avec la Société ou l'Agent Administratif.

Toute modification, concernant par exemple les coordonnées de l'Actionnaire ou la perte du numéro d'Actionnaire, doit être notifiée immédiatement et par écrit à l'Agent Administratif, sous peine d'entraîner un retard des rachats. La Société se réserve le droit de réclamer une indemnité, ou une vérification contresignée par une banque, un courtier ou un tiers acceptable avant de procéder à la modification demandée.

Si une candidature n'est pas acceptée en tout ou partie, le versement ou le solde restant seront retournés au candidat par voie postale ou par virement bancaire, aux risques du candidat.

17.5. Dispositions Générales

Les Administrateurs se réservent le droit de rejeter toute demande de souscription ou de n'en n'accepter qu'une partie. De plus, les Administrateurs se réservent le droit, à tout moment et sans notification préalable d'arrêter l'émission et la vente d'Actions de tout Compartiment de la Société.

Aucune Action ne sera émise pendant que le calcul de la Valeur Liquidative par Action d'un Compartiment est suspendu, conformément aux Statuts et comme expliqué ci-dessous au paragraphe **Suspension du Calcul de la Valeur Liquidative**.

Les candidats à la souscription d'actions seront notifiés d'une telle suspension, et les candidatures effectuées ou en cours lors de cette période de suspension pourront être retirées sur notification par écrit reçue par la Société avant la levée de la suspension. Les candidatures n'ayant pas été retirées seront traitées au premier Jour de Transaction après la levée de la suspension.

Les mesures prises par la Loi sur la justice pénale (Criminal Justice Act) de 2013 (telle qu'elle peut être modifiée et complétée à tout moment), visant la prévention contre le blanchiment d'argent, peuvent obliger à une vérification détaillée de l'identité de chaque candidat, de l'identité des bénéficiaires effectifs du candidat, de la source des fonds utilisés pour souscrire des Actions ou d'autres informations supplémentaires qui peuvent être demandées à un candidat ou un Actionnaire de temps à autre ; à titre d'exemple, on peut exiger d'un individu qu'il fournisse un original ou une copie certifiée conforme de son passeport ou de sa carte d'identité, ainsi qu'une attestation de résidence sous forme d'une facture électrique ou d'un relevé bancaire, et sa date de naissance. Si le candidat est une entreprise, il devra fournir un original ou une copie certifiée conforme de l'acte de constitution (et de toute modification de la raison sociale), des Statuts (ou documents équivalents), ainsi que les noms, postes, dates de naissance et adresses personnelles et professionnelles des administrateurs de la société. Des documents originaux ou certifiés conformes seront exigés à tout moment.

Selon les circonstances propres à chaque candidature, une vérification détaillée ne sera pas demandée dans les cas suivants : (a) la candidature est effectuée par le biais d'un intermédiaire reconnu, (b) l'investissement est effectué par un intermédiaire reconnu ou une institution financière, ou (c) dans toute autre circonstance justifiant qu'une exception soit appliquée en vertu des lois et règlements contre le blanchiment d'argent et en matière de justice pénale. Ces exceptions ne s'appliqueront qu'à des circonstances particulières, et sous réserve que l'institution financière ou l'intermédiaire suscité soit situé dans un pays dont la législation en termes de lutte contre le blanchiment d'argent est équivalente à la législation irlandaise. Les candidats sont invités à contacter le Distributeur afin de déterminer si leur cas s'applique aux exceptions suscitées.

L'Agent Administratif et le Distributeur se réservent le droit de demander autant d'informations que nécessaires pour vérifier l'identité d'un candidat. Si le candidat tarde ou se refuse à fournir les renseignements demandés à des fins de vérification, l'Agent Administratif est en droit de refuser la candidature, les sommes versées pour la souscription, ainsi que de régler le paiement correspondant au rachat, et les éventuels dividendes seront réinvestis automatiquement. Si une demande d'Actions est rejetée, l'Agent administratif, à la charge et au risque du candidat et sous réserve des lois en vigueur, restituera les fonds de souscription ou le solde de ceux-ci, sur le compte à partir duquel ils ont été initialement reçus (minorés des éventuels frais de traitement encourus du fait de ladite restitution) dès que raisonnablement possible par virement électronique (mais sans intérêt, coût ou compensation). Les fonds de souscription ne seront restitués que si cette restitution est autorisée en vertu des lois irlandaises de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le Fonds, les Administrateurs et l'Agent administratif sont exonérés de toute responsabilité à l'égard du candidat lorsqu'une demande de souscription d'Actions est rejetée dans de telles circonstances.

Les activités potentiellement contraires aux intérêts des Actionnaires d'un Compartiment, comme par exemple l'utilisation par les Actionnaires de stratégies d'investissement de *market timing* ne sont pas autorisées. De telles stratégies peuvent gêner la gestion d'un Compartiment, nuire à sa performance et en augmenter les dépenses. Les Administrateurs peuvent, à leur seule discrétion et s'ils jugent que ces activités nuisent aux intérêts des Actionnaires de la Société, prendre des mesures adaptées pour dissuader ces activités.

Les Administrateurs peuvent, s'il le juge nécessaire et dans l'intérêt des Actionnaires, se réserver le droit de refuser toute demande d'échange et/ou de souscription d'Actions de la part d'Actionnaires qu'ils considèrent comme associés à des activités de *market timing*, à tout moment pour toute raison et sans notification préalable. A cet égard, les Administrateurs peuvent demander à l'Agent Administratif de combiner des Actions détenues ou contrôlées en commun, afin d'évaluer si les Actionnaires peuvent être considérés comme impliqués dans de telles activités. En outre, les Administrateurs se réservent le droit de demander à tout Actionnaire de racheter toutes ses Actions de tout Compartiment, s'ils jugent que les transactions de cet Actionnaire dans ce Compartiment visent à tirer profit de mouvements à court terme du marché.

18. Rachat d'Actions

Les actionnaires qui souhaitent que la Société leur rachète une partie ou l'intégralité de leurs Actions doivent effectuer une demande de rachat en soumettant le formulaire de rachat dûment rempli à l'Agent Administratif par fac-similé ou toute autre forme de communication électronique à condition que le paiement soit effectué sur le registre des comptes (toute modification du registre de comptes ne pourra être effectuée que sur réception de documents originaux présentant les instructions écrites). Les candidatures doivent comporter les renseignements suivants : nom du Compartiment, classe de l'Action, nombre d'Actions ou montant que l'Actionnaire souhaite voir racheter, coordonnées de l'Actionnaire, son numéro de compte et toute autre information requise par le formulaire de rachat. Toute information manquante peut entraîner un retard de la demande de rachat, le temps de procéder aux vérifications (qui peuvent être demandées par écrit) auprès de l'Actionnaire. Les candidatures de rachat peuvent être envoyées à l'Agent Administratif par courrier, fac-similé ou toute autre forme de communication électronique. Ces demandes peuvent être refusées, et le versement du revenu généré par les rachats ne sera réglé qu'après réception du Formulaire de rachat signé et la fin de la procédure initiale de vérification complète dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et de l'identité du client. Tout paiement ainsi bloqué sera détenu sur un Compte de recouvrement dans l'attente de la réception, à la satisfaction de l'Agent administratif, de la documentation et/ou de l'information requises. Le Fonds, les Administrateurs et l'Agent administratif sont exonérés de toute responsabilité à l'égard de l'Actionnaire lorsque le paiement du produit de rachat est retardé dans de telles circonstances. Les Actionnaires sont invités à se reporter à la déclaration de risque intitulée **Risque lié au Compte de recouvrement** à la section du présent Prospectus intitulée **Facteurs de risque** pour mieux comprendre leur position vis-à-vis des montants détenus sur un Compte de recouvrement.

Lesdites demandes de rachat sont réputées contraignantes et irrévocables par la Société. La Société peut demander des confirmations écrites dûment signées par tous les détenteurs enregistrés, à l'exception des cas de co-détention, où chacun des détenteurs a le pouvoir exclusif de signer.

Les candidatures reçues après l'Heure Limite de Transaction correspondant au Jour de Transaction concerné seront automatiquement traitées au Jour de Transaction suivant, sur la base de la Valeur Liquidative par Action calculée lors de ce prochain Jour de Transaction. Cependant, les Administrateurs peuvent à leur seule discrétion, et si des circonstances exceptionnelles le justifient, autoriser des candidatures reçues après l'Heure Limite de Transaction mais avant le Point d'Evaluation pour tout Jour de Transaction, à être traitées dès ce Jour de Transaction sur la base de la Valeur Liquidative par Action calculée ce Jour de Transaction. Les Administrateurs ne peuvent pas exercer cette discrétion en toutes circonstances, par exemple, lorsque les demandes de rachat d'Actions s'effectuent par le biais de plateformes de négociations ou par d'autres moyens électroniques. Dans de tels cas, les demandes reçues après l'Heure Limite de Transaction peuvent être rejetées. Il est rappelé aux investisseurs effectuant leur demande de rachat par le biais de plateformes de négociations ou par d'autres moyens électroniques qu'ils doivent se signaler au prestataire d'une telle plateforme ou fournisseur de moyens électroniques concernant les procédures applicables à ces transactions.

Un sous-distributeur peut imposer des procédures et un calendrier différents (les échéances peuvent avoir lieu plus tôt que celles indiquées dans le Supplément concerné, afin de permettre à ces sous-distributeurs de faire suivre les candidatures à la Société), si les candidatures de rachat d'Actions passent par eux. Nous signalons aux candidats qu'ils peuvent se trouver dans l'incapacité de racheter des Actions par le biais d'un sous-distributeur les jours où ce sous-distributeur n'est pas ouvert.

Le candidat sera notifié des produits du rachat dès qu'ils sont raisonnablement établis, après détermination de sa Valeur Liquidative. Nous rappelons aux Actionnaires que les revenus de rachat peuvent être supérieurs ou inférieurs au Montant de Souscription Initiale.

Si l'intégralité des demandes de rachat un Jour de Transaction pour un Compartiment dépasse 10 % du nombre total d'Actions ou 10 % de la Valeur Liquidative de ce Compartiment, les Administrateurs peuvent refuser à leur seule discrétion de racheter des Actions au-delà de 10 %. Toute demande de rachat lors de ce Jour de Transaction sera réduite au prorata, et les demandes de rachat seront traitées comme si elles avaient été reçues au Jour de Transaction suivant, jusqu'à ce que toutes les Actions concernées par la demande initiale aient été rachetées.

Par ailleurs, si les demandes de rachat représentent au moins 5 % de la Valeur Liquidative des Actions d'un Compartiment rachetées au cours d'un Jour de Transaction, ou moins de 5 % avec l'accord de l'Actionnaire, les Administrateurs peuvent satisfaire la demande de rachat en partie ou en intégralité sous forme de distribution en nature de titres dudit Compartiment, et non en espèces. La répartition des actifs est soumise à l'accord préalable du Dépositaire. L'Actionnaire peut demander que la Société, au lieu de transférer ces actifs, organise leur vente et lui verse les revenus nets de cette vente, déduction faite des droits et charges. Les Actionnaires recevant des titres à la place d'espèces en rémunération de leur rachat ont conscience qu'ils s'exposent à des frais de courtage et/ou fiscaux locaux sur la vente de ces titres. En outre, les revenus nets générés par la vente des titres par l'Actionnaire qui demande le rachat peuvent être inférieurs ou supérieurs à leur prix de rachat, selon les conditions du marché et/ou la différence entre le prix utilisé pour calculer la Valeur Liquidative et les prix de rachat reçus à la vente des titres.

18.1. **Compte de recouvrement**

Les produits de rachat en liquidités peuvent, dans l'attente du paiement à l'Actionnaire concerné, être détenus sur un Compte de recouvrement au nom du Fonds. Les Actionnaires sont invités à se reporter à la déclaration de risque intitulée Risque lié au Compte de recouvrement à la section du présent Prospectus intitulée Facteurs de risque pour mieux comprendre leur position vis-à-vis des montants détenus sur un tel compte.

18.2. **Autres Limites au Rachat**

Les Actionnaires peuvent demander le rachat de tout ou partie de leurs Actions, quelle que soit leur classe. Cependant, la Société n'est pas tenue d'autoriser une demande de rachat si (i) une telle demande concerne une participation constituée d'Actions dont la valeur est inférieure au Montant Minimum de Rachat, ou (ii) si, après le solde d'Actions détenues par le détenteur aurait une valeur inférieure à la Détention Minimum pour cette classe, auquel cas la Société peut traiter cette demande comme étant une demande de rachat de toutes les Actions des Actionnaires de cette classe, le cas échéant.

18.3. **Suspension Temporaire des Rachats**

Le droit pour chaque Actionnaire de demander le rachat d'Actions de la Société sera suspendu pendant toute période où le calcul de la Valeur Liquidative par Action de la classe concernée est suspendu par les Administrateurs conformément aux pouvoirs présentés au paragraphe **Suspension du calcul de la Valeur Liquidative**. Une telle période de suspension sera notifiée à tous les Actionnaires proposant des Actions au rachat. Les Actions concernées seront rachetées lors du premier Jour de Transaction suivant la fin de la période de suspension.

Si une période de suspension dure plus d'un mois calendaire après la date de demande de rachat, la demande peut être annulée par l'Actionnaire, par voie de notification écrite à l'Agent Administratif, à condition que ce dernier reçoive cette notification avant l'Heure Limite de Transaction correspondant au dernier Jour Ouvrable de la période de suspension.

18.4. **Rachat Obligatoire**

Si (i) la Valeur Liquidative d'un Compartiment un Jour de Transaction concerné baisse à tout moment en dessous de 25 millions USD ou son équivalent dans la devise dudit Compartiment (ou encore tout autre montant précisé, le cas échéant, dans le Supplément du Compartiment) ; ou (ii) un avis a été reçu ou émis dans le cadre de la cessation de la nomination du Gestionnaire Financier du Compartiment (ou ladite

cessation s'est produite d'une autre manière ou est en attente), les Administrateurs peuvent, à leur seule discrétion, racheter l'intégralité, et pas moins de l'intégralité des Actions alors en circulation dudit Compartiment, au prix de rachat calculé à la Date d'Expiration (définie ci-après). Cependant, la Société doit (i) notifier tous les Actionnaires des classes d'Actions sur le point d'être rachetées quatre semaines avant le rachat, cette notification expirant à la date spécifiée dans la notification (la **Date d'Expiration**), et (ii) racheter lesdites Actions dans les quatre semaines suivant cette Date d'Expiration. Les Actionnaires doivent être informés par écrit d'un tel rachat.

Si les Administrateurs devaient être informés à tout moment que les Actions sont détenues au bénéfice de, ou pour le compte d'une Personne Non Autorisée, seule ou conjointement avec une autre personne, et que cette Personne Non Autorisée refuse d'accéder à la demande de la Société de vendre ces Actions et d'en apporter une preuve aux Administrateurs dans les vingt et un jours à compter de cette demande, les Administrateurs peuvent à leur seule discrétion effectuer un rachat obligatoire desdites Actions, conformément aux dispositions des Statuts. Immédiatement après la conclusion de cette opération, précisée dans la notification fournie par la Société à la Personne Non Autorisée d'un tel rachat obligatoire, les Actions seront rachetées et l'investisseur sera dépossédé de ces Actions. La Société peut demander à tout Actionnaire existant ou potentiel de lui fournir toutes les informations qu'elle jugera nécessaire afin de déterminer si un détenteur bénéficiaire de telles Actions est, ou peut devenir une Personne Non Autorisée. La société peut notamment demander à l'Actionnaire existant ou potentiel de lui fournir des renseignements pour savoir s'il s'agit d'une Personne Américaine.

19. Échange d'Actions

Les Actionnaires peuvent soumettre une demande d'échange de tout ou partie des Actions de toute classe d'un Compartiment qu'ils détiennent (la « **Classe d'Origine** ») contre le cas échéant des Actions de la même classe d'un autre Compartiment et qui est offerte à ce moment (la « **Nouvelle Classe** »), à condition que tous les critères permettant cette demande de souscription d'Actions de la Nouvelle Classe soient remplis, en notifiant l'Agent Administratif agissant pour le compte de la Société au plus tard à l'Heure Limite de Transaction correspondant au Point d'Evaluation concerné. Cependant, les Administrateurs peuvent à leur seule discrétion, et si des circonstances exceptionnelles le justifient, accepter les demandes d'échange reçues après, à condition qu'elles leur parviennent avant le Point d'Evaluation concerné. Les Administrateurs ne peuvent pas exercer cette discrétion en toutes circonstances, par exemple, lorsque les demandes d'échange d'Actions s'effectuent par le biais de plateformes de négociations ou par d'autres moyens électroniques. Dans de tels cas, les demandes d'échange reçues après l'Heure Limite de Transaction peuvent être rejetées. Il est rappelé aux investisseurs effectuant leur demande d'échange par le biais de plateformes de négociations ou par d'autres moyens électroniques qu'ils doivent se signaler au prestataire d'une telle plateforme ou fournisseur de moyens électroniques concernant les procédures applicables à ces transactions.

Les dispositions et procédures générales concernant les rachats s'appliquent également aux échanges. Tous les échanges seront traités comme des opérations de rachats d'Actions de la Classe d'Origine, et les revenus nets produits seront appliqués pour l'achat d'Actions de la Nouvelle Classe, sur la base du prix d'émission et de rachat des Actions dans chaque Compartiment à cette date. Les Statuts autorisent le versement d'une commission d'échange allant jusqu'à 3 % du prix de rachat total des Actions de la Classe d'Origine rachetées pour être facturées, et les Administrateurs se réservent le droit à leur seule discrétion d'imposer une telle commission en respectant cette limite, comme il le sera précisé dans les Suppléments de chaque Compartiment.

Le nombre d'Actions de la Nouvelle Classe à émettre sera calculé selon la formule suivante :

$$S = \frac{[R \times (RP \times ER)] - F}{SP}$$

où :

R = le nombre d'Actions de la Classe d'Origine à échanger;

S = le nombre d'Actions de la Nouvelle Classe à émettre;

RP = le prix de rachat par Action de la Classe d'Origine au moment du Point d'Evaluation du Jour de

Transaction correspondant;

- ER** = si les Actions échangées sont libellées dans la même Devise de Base, est égal à 1. Dans tous les autres cas, ce sera le facteur conversion de la devise tel que déterminé par les Administrateurs au moment du Point d'Evaluation du Jour de Transaction concerné, représentant le taux de change qui prévaut applicable au transfert d'actifs concernant les Classes d'Origine et Nouvelles Classes d'Actions, après ajustement de ce taux le cas échéant afin qu'il reflète les coûts effectifs de ce transfert;
- SP** = le prix d'émission par Action de la Nouvelle Classe au moment du Point d'Evaluation du Jour de Transaction concerné; et
- F** = Commission d'échange sur les échanges d'Actions, le cas échéant payables, à la Société ou selon ses instructions.

Lors d'un échange d'Actions, les Actions de la Nouvelle Classe seront réparties et émises selon la même proportion que les Actions de la Classe d'Origine, la proportion S/R.

Les Actions ne peuvent pas être échangées par des Actions d'un Compartiment différent pendant toute période où le calcul de la Valeur Liquidative de l'un quelconque des Compartiments concernés est suspendu tel que décrit au paragraphe ci-dessous intitulé **Suspension du Calcul de la Valeur Liquidative**. Un tel report sera notifié à tous les candidats à l'échange d'Actions, et, sauf retrait de leur demande, celles-ci seront traitées lors du premier Jour de Transaction suivant la fin de cette suspension.

Si la demande concerne un échange d'Actions qui correspondrait à un investissement initial dans un Compartiment, il convient aux Actionnaires de s'assurer que la valeur des Actions échangées est égale ou supérieure au Montant Minimum de Souscription Initial de la Nouvelle Classe concernée spécifiée dans le Supplément concerné. En cas d'échange d'une partie seulement de la participation, la valeur des Actions restantes doit également être au moins égale au montant de Détention Minimum pour la Classe d'Origine.

L'Agent Administratif doit effectuer toute transaction sur devise nécessaire en cas d'échange d'Actions de toute classe d'un Compartiment contre des Actions de la même classe dans un autre Compartiment qui sont libellées dans une devise différente. Ces transactions sur devises peuvent être effectuées avec le Dépositaire ou le Distributeur, et seront à la charge du candidat. Ces transactions de change sur devises peuvent entraîner des retards dans les transactions sur Actions, l'Agent Administratif pouvant juger bon de retarder l'exécution des transactions de change sur devises jusqu'à réception des fonds correspondant au produit d'échange.

20. Prix d'Emission et de Rachat / Calcul de la Valeur Liquidative / Valorisation des Actifs

Le prix d'émission initial des Actions de chaque Compartiment doit correspondre au(x) montant(s) annoncé(s) dans les Suppléments.

Le prix auquel les Actions de tout Compartiment seront émises un Jour de Transaction, après l'émission initiale, est calculé en déterminant la Valeur Liquidative du Compartiment concerné (c'est-à-dire la valeur des actifs du Compartiment, déduction faite du passif du Compartiment) au moment du Point d'Evaluation pour ce Compartiment le Jour de Transaction concerné. La Valeur Liquidative par Action du Compartiment concerné est calculée en divisant la Valeur Liquidative du Compartiment concerné par le nombre total d'Actions émises par le Compartiment au Point d'Evaluation concerné et en arrondissant le résultat à trois décimales. Le cas échéant, la Valeur Liquidative par Action de chaque classe d'un Compartiment est calculée en déterminant la part de la Valeur Liquidative du Compartiment allouée à la classe concernée et en divisant cette somme par le nombre total d'Actions émises de la classe concernée au moment du Point d'Evaluation, et en arrondissant le résultat à trois décimales. Si un Compartiment comporte plus d'une classe d'Actions, des frais supplémentaires peuvent être imputés à certaines classes, et le détail de ces frais sera exposé dans le Supplément du Compartiment concerné. Cela peut avoir pour conséquence une Valeur Liquidative par Action de chaque classe différente. Le Point d'Evaluation pour chaque Compartiment est exposé dans les Suppléments.

Le prix auquel les Actions de tout Compartiment seront émises lors d'un Jour de Transaction correspond, tel que précisé ici, à la Valeur Liquidative par Action de la classe concernée qui est calculée comme décrit ci-

dessus. La Société peut, en déterminant le prix d'émission, y inclure une commission spécifique à chaque Compartiment, pour son propre compte, suffisante pour couvrir les droits de timbre et les frais fiscaux (le cas échéant) relatifs à l'émission d'Actions, qui peut également ajouter une commission correspondant aux Droits et Charges. Les candidats pourront également être tenus de verser une commission initiale de souscription, tel que précisé dans les Suppléments.

Le prix auquel les Actions seront rachetées lors d'un Jour de Transaction correspond, tel que précisé ici, à la Valeur Liquidative par Action de la classe concernée qui est calculée comme décrit ci-dessus. La Société peut, en déterminant le prix de rachat, y déduire une commission correspondant aux Droits et Charges. Les candidats pourront également être tenus de verser une commission de rachat, comme précisé dans les Suppléments.

En calculant le prix d'émission/de rachat pour un Compartiment, les Administrateurs peuvent effectuer des ajustements lorsqu'il y a des souscriptions ou rachats nets lors de tout Jour de Transaction, afin que le prix d'émission/de rachat reflète l'ajout/la déduction de frais de dilution pour couvrir les coûts de transaction et maintenir la valeur des actifs sous-jacents du Compartiment.

La méthode d'évaluation des actifs et du passif de chaque Compartiment est fournie dans les Statuts.

En particulier, les Statuts indiquent que la méthode de calcul de la valeur de tout investissement enregistré ou négocié sur un marché doit se baser sur le dernier cours, ou si celui-ci n'est pas disponible, sur le cours moyen de la séance sur le marché concerné au moment du Point d'Évaluation concerné. Dans les cas où un investissement est enregistré ou négocié sur plus d'un marché, les Administrateurs doivent choisir le marché qui constituera le marché principal pour un tel investissement ou celui qu'ils estiment fournir le critère le plus juste pour déterminer la valeur d'un titre.

Si les souscriptions nettes sont importantes ou récurrentes, les Administrateurs peuvent ajuster la Valeur Liquidative par Action pour refléter la valeur des actifs du Fonds en utilisant l'offre de négociation la plus basse du marché, afin de préserver la valeur de la participation des Actionnaires existants. Si les rachats nets sont importants ou récurrents, les Administrateurs peuvent ajuster la Valeur Liquidative par Action pour refléter la valeur des actifs du Fonds en utilisant l'offre d'achat la plus élevée du marché, afin de préserver la valeur de la participation des Actionnaires existants. Si les Administrateurs envisageaient d'exercer ces pouvoirs sur un Compartiment, cette disposition sera annoncée dans le Supplément.

Les politiques d'évaluation seront appliquées de manière cohérente pendant l'activité de la Société, et cette cohérence sera observée lors de l'adoption de politiques visant les différentes catégories d'actifs.

La valeur de tout investissement qui n'est pas coté ou négocié sur un marché, ou de tout investissement normalement coté ou négocié sur un marché mais dont le dernier cours, ou s'il n'est pas disponible le cours moyen de la séance à la clôture du marché, n'est pas disponible ou le cours actuel qui selon les Administrateurs ne représente pas une juste valeur de marché, correspondra à sa valeur de réalisation probable, estimée avec soin et en toute bonne foi par les Administrateurs ou par une personne compétente désignée par les Administrateurs et approuvée à cette fin par le Dépositaire ou par tout autre moyen sous réserve que la valeur soit approuvée par le Dépositaire.

Les liquidités et autres actifs liquides seront évalués à leur valeur nominale, augmentée des intérêts courus, le cas échéant.

La valeur de toutes dépenses payées d'avance, dividendes en numéraire et intérêts déclarés ou courus mais non encore reçus au Point d'Évaluation sera estimée à leur valeur nominale, à moins que les Administrateurs estiment qu'il est peu probable d'en obtenir le paiement ou le paiement total, auquel cas la valeur réelle de ces éléments lors de tout Point d'Évaluation sera obtenue après déduction de la perte de valeur que les Administrateurs peuvent considérer appropriée.

La valeur des billets à ordre payables à la demande, billets à ordre et effets à recevoir sera estimée à leur valeur nominale ou à hauteur de leur montant total après application de la déduction que les Administrateurs jugent adaptée afin de refléter leur vraie valeur lors de tout Point d'Évaluation.

Les certificats de dépôt, bons du Trésor, acceptations bancaires, effets de commerce (*trade bills*) et autres instruments négociables seront valorisés à leur dernier cours, ou, si celui-ci n'est pas disponible, au cours

moyen de la séance à la clôture du marché desdits certificats de dépôt, bons du Trésor, acceptations bancaires, effets de commerce et autres instruments négociables.

Les instruments du marché monétaire appartenant à un fonds du marché non monétaire peuvent être évalués sur une base actuarielle conformément aux dispositions édictées par la Banque centrale.

Les contrats de change à terme (*forward*) sur devises et les contrats de swaps de taux d'intérêt peuvent être valorisés soit de la même manière que décrite ci-dessous pour les contrats d'instruments dérivés négociés de gré à gré ou sur la base de cotations de marché librement disponibles.

La valeur des contrats à terme (*futures*) négociés en bourse, des contrats à terme sur indices boursiers, des options, et des autres produits dérivés cotés se calcule selon leur cours de règlement tel que déterminé sur le marché concerné au Point d'Evaluation. Si ce cours n'est pas disponible, la valeur dudit contrat doit correspondre à sa valeur probable de réalisation, estimée avec soin et en toute bonne foi par une personne compétente, désignée par les Administrateurs et approuvée par le Dépositaire à cette fin.

La valeur hors cote des produits dérivés de ces contrats à terme correspond à la cote donnée par la contrepartie à ces contrats au moment du Point d'Evaluation, et sera évaluée quotidiennement. L'évaluation sera approuvée ou vérifiée au moins une fois par semaine par une partie indépendante de la contrepartie qui a été approuvée à cette fin par le Dépositaire. Par ailleurs, la valeur de tout produit dérivé négocié de gré à gré (« *OTC* ») peut correspondre à la cote fournie par un prestataire indépendant, ou à celle calculée par la Société elle-même, et devra aussi être évaluée quotidiennement. En cas d'adoption de ce mode alternatif d'évaluation, la Société doit respecter les meilleures pratiques internationales et adhérer aux principes spécifiques concernant ces évaluations, établies par des entités telles que l'Organisation internationale des Commissions de valeurs mobilières (*OICV*) et l'*Alternative Investment Management Association (AIMA)*. Un tel mode alternatif d'évaluation doit être mené par une personne compétente désignée par la Société et approuvée à cette fin par le Dépositaire, ou une évaluation peut être effectuée par tous autres moyens pourvu que la valeur soit approuvée par le Dépositaire. Un tel mode alternatif d'évaluation doit être réconcilié tous les mois avec celui de la contrepartie. En cas d'écart important entre les deux, il convient de mener immédiatement un examen et de l'expliquer.

L'évaluation de parts ou actions, ou de toute autre participation similaire dans un organisme de placement collectif, qui prévoit que les parts ou actions ou toute autre participation similaire qui y sont détenues, puissent être rachetées au gré du détenteur sur les actifs de cet organisme, sera la dernière valeur liquidative par part ou action disponible ou toute autre participation concernée, telle que publiée par l'organisme d'investissement collectif à la date du Point d'Evaluation concerné, ou, si les cours acheteur et vendeur ont été publiés, au dernier cours acheteur.

En cas d'impossibilité de déterminer une valeur spécifique grâce aux modalités ci-dessus, la méthode d'évaluation de l'investissement concerné sera déterminée par les Administrateurs, avec l'aval du Dépositaire.

Toute valeur exprimée dans une devise autre que la Devise de Base d'un Compartiment concerné (que ce soit pour un investissement ou des liquidités) et tout emprunt qui n'est pas exprimé dans la Devise de Base, doit être converti en Devise de Base au taux que l'Agent Administratif aura jugé pertinent dans ces circonstances.

Nonobstant les dispositions générales ci-avant, les Administrateurs peuvent, avec l'approbation du Dépositaire, ajuster la valeur de tout investissement en tenant compte de la devise, la négociabilité, et/ou toutes autres considération qu'ils jugent pertinentes tel que le taux d'intérêt applicable, le taux de dividende escompté, la maturité ou la liquidité, s'il jugent qu'un tel ajustement est nécessaire afin de refléter au mieux la juste valeur dudit investissement.

21. Suspension du Calcul de la Valeur Liquidative

La Société peut suspendre à tout moment le calcul de la Valeur Liquidative d'un Compartiment, et le droit des Actionnaires à demander le rachat ou l'échange d'Actions de toute classe, ainsi que le paiement des revenus liés aux rachats pendant (i) toute période où l'un des principaux marchés ou places boursières au sein desquels un nombre important d'investissements dudit Compartiment sont cotés est clôturé, pour des raisons autres que les jours fériés, ou pendant laquelle les transactions sont restreintes ou suspendues ; (ii) toute période où, en raison d'événements politiques, économiques, militaires ou monétaires, ou de toute autre

circonstance échappant au contrôle, à la responsabilité et au pouvoir des Administrateurs, il n'est pas raisonnablement possible de céder des, ou d'évaluer les investissements dudit Compartiment sans que cela ne nuise gravement aux intérêts des Actionnaires de ce Compartiment, ou si les Administrateurs jugent que la Valeur Liquidative du Compartiment ne peut pas être évaluée de manière juste ; (iii) toute coupure dans les moyens de communication employés ordinairement afin de déterminer le cours de l'un des investissements dudit Compartiment ou d'autres actifs, ou quand, pour toute autre raison, les cours actuels du marché ou la valeur boursière de l'un des actifs dudit Compartiment ne peuvent pas être déterminés de manière rapide et certaine ; (iv) toute période pendant laquelle la Société n'est pas en mesure de rapatrier les fonds requis afin d'honorer les paiements dus suite au rachat d'Actions de l'une des classes dudit Compartiment, où pendant laquelle le transfert des fonds impliqués dans l'acquisition ou la réalisation d'investissements ou dans les paiements dus au rachat d'Actions ne peut pas, selon le jugement des Administrateurs, s'effectuer à un cours ou taux normal d'échange ; ou (v) toute période où les Administrateurs jugent qu'une telle suspension est justifiée au regard des intérêts de la Société ; (vi) suite à la notification par circulaire aux actionnaires concernés d'un avis d'assemblée générale à laquelle une résolution de liquidation de la Société ou de clôture dudit compartiment sera envisagée. À l'exception du cas de figure (vi) la Société devra, dans la mesure du possible, prendre les mesures adéquates afin de réduire au minimum la durée des périodes de suspension.

Les Actionnaires ayant demandé l'émission ou le rachat d'Actions de toute classe, ou l'échange d'Actions d'un Compartiment à un autre seront notifiés de toute suspension de ce type, selon les modalités définies par les Administrateurs, et leurs demandes seront traitées au premier Jour de Transaction après la levée de la suspension. Une suspension de ce type doit être notifiée immédiatement à la Banque centrale, dès le jour ouvrable où elle est décidée. Les autorités compétentes relevant de toutes les juridictions où la Société est agréée pour la vente devront également être notifiées.

22. Commissions et Frais de Gestion

Le détail des commissions et frais de gestion payables par la Société relativement à un Compartiment figure dans son Supplément.

Pour tout Compartiment ou classe d'Actions, le Gestionnaire Financier est en droit d'abandonner tout ou partie de ses commissions, et/ou d'absorber d'autres dépenses à sa seule discrétion et à tout moment.

23. Commissions et Frais Généraux

23.1. Frais relatifs aux transactions sur Actions

Les détails relatifs à la commission initiale de souscription d'Actions (le cas échéant) et/ou les commissions de rachat payables lors du rachat d'Actions (le cas échéant) et/ou les commissions d'échange payables lors de l'échange d'Actions (le cas échéant) concernant les Actions de chaque Compartiment figurent dans les Suppléments.

Les détails relatifs aux commissions et frais payables concernant les Compartiments ou classes d'Actions à venir sera déterminé au moment de la création de ces Compartiments ou classes d'actions, et figurera dans les Suppléments.

23.2 Rémunération des Administrateurs

Le Fonds est soumis à des politiques, procédures et pratiques de rémunération (collectivement, la « **Politique de rémunération** ») en vertu des exigences de la Directive OPCVM. La Politique de rémunération permet et promeut une gestion du risque saine et effective. Elle est conçue de sorte à ne pas encourager une prise de risque qui serait incompatible avec le profil de risque du Fonds. La Politique de rémunération est conforme à la stratégie économique, aux objectifs, aux valeurs et aux intérêts du Fonds et des Actionnaires. La Politique de rémunération fait l'objet d'un examen annuel et s'applique au personnel dont les activités professionnelles ont un effet important sur le profil de risque du Fonds, et garantit qu'aucune personne ne participe à la fixation ou l'approbation de sa propre rémunération. Les Administrateurs qui sont également administrateurs, dirigeants ou employés du Gestionnaire Financier (ou de l'une de ses sociétés affiliées) ne perçoivent aucune rémunération pour leurs services en qualité d'administrateurs du Fonds. Les autres Administrateurs perçoivent une rémunération fixe pour leurs services qui est fixée à un niveau déterminé par le conseil d'administration dans son ensemble et qui n'est pas liée à la performance. Aucun des administrateurs ne perçoit actuellement de rémunération variable pour ses services en qualité d'administrateur du Fonds. En

outre, les Administrateurs auront également droit au remboursement de leurs débours engagés dans le cadre de leurs fonctions d'Administrateurs, dans la limite du raisonnable et sur présentation de justificatifs.

La nature de la rémunération des Administrateurs, fixe, ne comportant aucun élément variable et déterminée par le conseil d'administration dans son ensemble, permet au Fonds de gérer convenablement les conflits d'intérêts en matière de rémunération. Le Fonds n'a pas établi de comité de rémunération.

La rémunération annuelle de chaque Administrateur indépendant ne devrait pas dépasser 60 000 euros, TVA en sus, le cas échéant.

La Politique de rémunération est disponible à l'adresse www.fundlogic.com. Elle comprend une description des modes de calcul des rémunérations et des avantages et révèle l'identité des responsables de leur attribution. Un exemplaire peut être demandé gratuitement auprès du Fonds.

23.3. Commissions et Frais Continus

Chaque Compartiment devra, sauf mention expresse du contraire dans le Supplément concerné, payer tous les frais liés à la communication des informations sur la Valeur Liquidative, les frais de timbre, fiscaux, de secrétariat, d'assurance (y compris l'assurance responsabilité civile des Administrateurs et des responsables), de courtage, ou les autres dépenses d'acquisition et de cession des investissements, les honoraires et frais relatifs à l'introduction, la sortie, ou le règlement de transactions dérivées, ainsi que les honoraires et frais des commissaires aux comptes et des consultants fiscaux et juridiques. De même, le coût d'impression et de distribution des rapports, des comptes, et de tout mémorandum explicatif, les honoraires des traductions indispensables, les coûts d'agrément de la Société pour la vente dans toute juridiction, les redevances réglementaires et de cotation (le cas échéant) les honoraires et frais de tout agent payeur ou d'information, ou des banques correspondantes, les honoraires et frais de tout représentant, distributeur ou agent désigné relativement à la Société dans toute juridiction (dont les honoraires doivent être au taux normal du marché), le coût de publication des prix, et tous les coûts engendrés par les mises à jour régulières du Prospectus, ou par la modification d'une loi ou l'introduction d'une nouvelle loi (y compris les coûts engendrés par la conformité à un règlement applicable, qu'il ait force de loi ou non) seront également supportés par la Société.

Lesdits honoraires, droits et coûts seront, sauf mention expresse du contraire dans le Supplément concerné, imputés au Compartiment qui en est à l'origine, ou si les Administrateurs jugent qu'une dépense ne peut être imputée à un Compartiment en particulier, elle sera répartie par les Administrateurs avec l'approbation du Dépositaire, selon des modalités et à partir d'éléments que les Administrateurs, à leur seule discrétion, jugent justes et équitables. Dans le cas des honoraires et frais de nature régulière ou répétée, tels que les honoraires d'audit, les Administrateurs peuvent calculer ces honoraires et frais à partir d'une estimation annuelle ou correspondant à un autre laps de temps en avance, et répartir proportionnellement ces montants payables sur toute période.

24. Commissions en Nature (*Soft Commissions*)

Il n'est pas prévu actuellement que la Société s'engage dans des mécanismes de commissions en nature (*soft commissions*). Si le Gestionnaire Financier décide de s'y engager, il doit s'assurer que (i) le courtier ou la contrepartie à l'engagement acceptera de fournir les meilleures exécutions à la Société ; (ii) les gains correspondant à ces engagements devront aider à la fourniture de services d'investissement dans le Compartiment concerné et (iii) les taux de courtage ne doivent pas dépasser les taux de courtage usuels de services de courtage complets traditionnels. Les informations relatives à de tels engagements seront fournies dans le prochain rapport de la Société. S'il s'agit du rapport semestriel non audité, des informations seront également fournies dans le rapport annuel suivant.

25. Transactions entre Compartiments et Conflits d'Intérêts

Conformément aux dispositions présentées dans cette section, les Administrateurs, le Gestionnaire Financier, tout gestionnaire financier affecté à un Compartiment spécifique, le Distributeur, l'Agent Administratif, le Dépositaire, tout Actionnaire et toutes leurs filiales, sociétés affiliées, associés, agents ou délégués (chacun désigné par **Personne Liée**), sont en droit de contracter ou de souscrire à toute transaction financière, bancaire ou autre, entre eux ou avec la Société, y compris sans s'y limiter, les investissements de la Société dans des titres d'un Actionnaire ou de toute Personne Liée, les investissements par toute Personne Liée dans

toute entreprise ou entité dont l'un des investissements fait partie des actifs d'un des Compartiments, ou qui est intéressée dans un tel contrat ou transaction. Toute Personne Liée peut notamment, sans s'y limiter, investir dans ou effectuer une transaction d'Actions relatives à un Compartiment, ou toute propriété similaire appartenant à la Société, pour son compte ou pour celui d'un tiers. En cas de conflit d'intérêts entre les Personnes Liées et le Fonds, il convient de le résoudre de manière juste.

De plus, il convient de déposer les liquidités, conformément aux dispositions énoncées par les Lois de la Banque centrale (*Central Bank Acts, 1942 to 1998*) de 1942 à 1998 (telles que modifiées par la Loi de la Banque centrale et de l'Autorité de Réglementation des Services Financiers d'Irlande (*Central Bank and Financial Services Authority of Ireland Act*) de 2003 à 2004) et la Réglementation en vigueur, auprès des Personnes Liées ou investies en certificats de dépôts ou en instruments bancaires émis par toute Personne Liée. Les opérations de banque et transactions similaires peuvent également être réalisées avec ou par le biais d'une Personne Liée.

Une Personne Liée peut être amenée ponctuellement à s'engager en tant que responsable ou agent dans une transaction avec la Société, à condition que ladite transaction soit négociée en pleine concurrence et dans les meilleurs intérêts des Actionnaires, et pourvu que :

- (1) soit obtenu une évaluation de ladite transaction certifiée par une personne approuvée par le Dépositaire (ou, dans le cas où le Dépositaire ou une société affiliée du Dépositaire est partie à la transaction, par une personne approuvée par les Administrateurs), aussi indépendante et compétente que possible ; ou
 - (2) ladite transaction ait été exécutée selon les meilleurs termes dans le cadre d'un échange d'investissements organisé selon ses règles ;
- ou si aucun des deux cas ci-dessus n'est applicable,
- (3) la dite transaction ait été exécutée selon des termes satisfaisant le Dépositaire (ou, dans le cas où le Dépositaire ou une société affiliée du Dépositaire est partie à la transaction, les Administrateurs) conformément au principe que ces transactions doivent être négociées en pleine concurrence et dans les meilleurs intérêts des Actionnaires.

Le Dépositaire (ou les Administrateurs dans le cas d'une opération impliquant le Dépositaire ou une société affiliée du Dépositaire) indiquera la manière dont il s'est conformé aux points (1), (2) et (3) ci-dessus. Lorsque les opérations sont réalisées conformément au point (3), le Dépositaire (ou les Administrateurs dans le cas d'une opération impliquant le Dépositaire ou une société affiliée du Dépositaire) documenter les raisons pour lesquelles il est convaincu que l'opération est conforme aux principes énoncés dans le présent paragraphe.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, dans les cas où le Gestionnaire Financier, ou l'un de ses délégués parvient à négocier la récupération d'une partie des commissions facturées par un courtier pour l'achat et/ou à la vente des titres d'un Compartiment, cette remise doit être attribuée à ce Compartiment. Le Gestionnaire Financier peut être rémunéré à partir des actifs dudit Compartiment pour les honoraires et coûts et dépenses raisonnables et dument justifiés supportés par eux à cet égard.

Le groupe Morgan Stanley (**Morgan Stanley**) opère des activités complètes de courtage et de négociation, d'opérations bancaires et autres dans le monde. Ces activités offrent à Morgan Stanley un large accès aux informations concernant la situation actuelle de certains marchés, investissements et fonds, ainsi qu'une connaissance approfondie des gestionnaires de fond. En conséquence des activités mentionnées ci-dessus, et de l'accès à des informations et des connaissances acquises au cours de ces activités, il se peut que Morgan Stanley détienne des informations concernant des marchés, des investissements et des fonds, qui, si elles étaient connues du Gestionnaire Financier, ou de tout autre gestionnaire financier affecté à un Compartiment spécifique, pouvant comprendre d'autres entités Morgan Stanley, pourraient inciter le Gestionnaire Financier ou tout autre gestionnaire financier à céder, conserver ou augmenter les intérêts dans des investissements détenus par le Fonds, ou d'acquérir certaines positions pour le compte du Fonds. Morgan Stanley n'est en aucun cas tenu de divulguer de telles informations au Fonds ni au personnel décisionnaire du Gestionnaire Financier ou de tout autre gestionnaire financier en matière d'investissement pour le compte d'un Compartiment. En général, le personnel décisionnaire du Gestionnaire Financier ou de tout autre gestionnaire financier affecté à un Compartiment spécifique en matière d'investissement prendra

ses décisions uniquement en se fondant sur les informations connues de tels décisionnaires, sans tenir compte des informations détenues par d'autres personnels de Morgan Stanley.

Morgan Stanley & Co International plc (« **MSI** ») a été désigné par le Fonds pour agir en qualité de distributeur des Compartiments. MSI et ses employés, agents, sociétés affiliées, filiales (les « **Affiliés à MSI** ») peuvent tenir d'autres rôles ou des rôles alternatifs pour le Fonds et ses Compartiments, y compris sans s'y limiter, (i) agir comme contrepartie dans le cadre d'un investissement du Fonds, (ii) être impliqués dans des engagements correspondant à certains investissements pertinents (par exemple en qualité de contrepartie dérivée, ou d'agent de calcul), (iii) être désignés pour agir en qualité de sous-dépositaire par le Dépositaire et le Fonds, (iv) agir en qualité de teneur de marché pour des Actions, (v) être responsable des évaluations à partir desquelles sera calculée la Valeur Liquidative par Action d'un Compartiment, (vi) promouvoir ou être impliqué dans une diversité de produits structurés, tels que des bons de participation, des options ou des swaps liés en partie ou intégralement à la performance d'un ou de plusieurs Compartiments, et / ou (vii) fournir des services de gestion financière à un Compartiment. MSI et les Affiliés à MSI peuvent être rémunérés contre de tels services au Fonds, selon les taux normaux du marché.

Dans la limite autorisée par les termes de la loi applicable, Morgan Stanley peut agir en qualité de courtier, négociateur, agent, prêteur, conseiller, ou en toute autre capacité commerciale pour la Société. Il est prévu que les commissions, majorations, minorations, honoraires de conseil financier, commissions de placement, de vente et d'engagement, les frais de financement, de courtage, et les autres droits, compensations ou bénéfiques, les taux, termes et conditions imputés par Morgan Stanley seront de son point de vue commercialement raisonnables, bien que Morgan Stanley et son personnel de vente, auront intérêt à récolter des commissions et autres montants qui leurs sont favorables. Morgan Stanley (ainsi que son personnel et autres distributeurs) sont en droit de percevoir des commissions, droits, et autres montants reçus en contrepartie des services rendus à la Société en qualité de courtier, négociateur, agent, prêteur, conseiller, ou en toute autre capacité commerciale, et il ne sera pas exigé de rendre des comptes à la Société et à ses Actionnaires, et aucune réduction du montant de ces commissions et autres compensations payables par la Société et ses Actionnaires ne pourra être demandée à réception de ces charges par Morgan Stanley.

Lorsque Morgan Stanley agit en qualité de courtier, agent, prêteur, conseiller, ou en toute autre capacité commerciale pour la Société, Morgan Stanley peut effectuer des démarches commerciales dans ses propres intérêts, ce qui peut avoir des incidences défavorables sur la Société. En outre, les produits et services reçus par le Gestionnaire Financier ou par ses sociétés affiliées de la part de courtiers pour des services de courtage fournis à la Société et à d'autres fonds ou comptes gérés par Morgan Stanley peuvent bénéficier à ces autres fonds et comptes de manière disproportionnée, selon l'étendue relative des services de courtage fournis à la Société et à ces autres fonds et comptes.

Les Administrateurs peuvent agir en qualité d'administrateurs pour d'autres structures d'investissement collectif. En cas d'apparition d'un conflit d'intérêt potentiel concernant leurs devoirs envers la Société et envers des tiers, les Administrateurs devront s'efforcer de garantir que de tels conflits de nuiront pas injustement à la Société.

MSI, qui agit en qualité de distributeur de la Société, est une société affiliée au Gestionnaire Financier et peut également agir en qualité de contrepartie lors de transactions d'IFD contractées par la Société, et de sponsor d'indice pour certains indices financiers dont les Compartiments cherchent à suivre ou à reproduire la performance. Dans les cas où MSI agit en qualité de sponsor pour un indice en particulier, cela sera précisé dans le Supplément concerné.

Dans la limite autorisée par les termes de la loi applicable, la Société peut s'engager dans des transactions et investir dans des contrats à terme standardisés (*futures*), titres, devises, swaps, options, contrats à terme (*forward*) ou dans d'autres instruments au sein desquels Morgan Stanley agissant en qualité de responsable ou pour la propriété de ses clients, sert de contrepartie. La Société n'envisagera de s'engager dans une telle transaction avec Morgan Stanley ou ses sociétés affiliées que dans la limite autorisée par la loi. Morgan Stanley ne sera en droit de retenir aucun frais partagé, commissions de rétrocession, rétrocessions et *hard commissions* reçus par le Gestionnaire Financier, ni aucun des frais et montants spécifiés dans les avis et notes d'orientation émises ponctuellement par la Banque centrale.

Dans les cas où la contrepartie est membre du même groupe de sociétés que le Gestionnaire Financier, aucun frais d'engagement ne sera payable par la Société pour la souscription à un IFD négocié de gré à gré (« *OTC* »).

Les contreparties, y compris celles qui font partie du même groupe de sociétés que le Gestionnaire Financier, ne sont pas considérées comme engagées par la connaissance, ni n'ont aucun devoir de divulguer à la Société les informations qu'elles ou leurs associés ont obtenues à l'occasion d'un IFD. Ni le Gestionnaire Financier, ni aucune contrepartie, ni leurs associés ne sont tenus de se justifier auprès de la Société pour tout bénéfice ou gain obtenu, dérivé de, ou en lien avec une telle transaction.

La partie en charge de vérifier les prix de la contrepartie sera également membre du même groupe de sociétés que le Gestionnaire Financier, qui est indépendant des contreparties et a été désigné par la Société et approuvée à cette fin par le Dépositaire.

De plus, MSI peut, conformément aux règlements et aux obligations énoncées par la Banque centrale, être la seule contrepartie lors de transactions d'IFD concernant un Compartiment. Dans certaines circonstances, et notamment lorsque MSI agit également en qualité de sponsor de l'indice, il se peut que le Gestionnaire Financier ne puisse s'engager dans une transaction avec aucune autre contrepartie, étant donné que la méthodologie de l'indice est en propriété, et donc que le rendement associé à cet Indice ne peut être délivré que par MSI. Des mesures ont été mises en place pour garantir une séparation adéquate des responsabilités et des devoirs des diverses divisions au sein de MSI en charge de ces diverses fonctions.

En agissant en qualité de sponsor d'un indice ou relativement à une stratégie particulière dans laquelle un Compartiment investit, MSI peut ainsi proposer de distribuer le rendement dégagé par un indice ou une stratégie en particulier à ses clients de diverses manières, différentes ou non de celles appliquées par la Société.

26. Fiscalité

Voici un résumé de la fiscalité irlandaise sur l'achat, la propriété et la cession d'Actions. Ce résumé n'a pas vocation à être exhaustif et à traiter de toutes les considérations fiscales pouvant être applicables. Le résumé ne concerne que la position des personnes étant propriétaires véritables et absolus d'Actions et peut ne pas s'appliquer à certaines autres catégories de personnes.

Il repose sur les lois fiscales irlandaises et sur les pratiques de l'administration fiscale irlandaise en vigueur à la date du présent Prospectus (et peut faire l'objet de modifications prospectives ou rétroactives). Les investisseurs potentiels doivent consulter leurs propres conseillers concernant les conséquences de la fiscalité irlandaise ou de toute autre fiscalité en matière d'achat, de propriété et de cession d'Actions.

26.1 Imposition du Fonds

Le Fonds entend exercer son activité en tant que résident fiscal irlandais. Sur cette base, le Fonds est qualifié d'« organisme de placement » au sens fiscal irlandais et, par conséquent, est exonéré de l'impôt irlandais sur les sociétés appliqués à ses revenus et plus-values.

Le Fonds est tenu de déclarer ses revenus à l'administration fiscale irlandaise si des Actions sont détenues par des Actionnaires résidents irlandais non exonérés (et dans certaines autres circonstances), tel que décrit ci-dessous. Les termes de « résident » et de « résident ordinaire » sont définis à la fin du résumé.

26.2 Imposition des actionnaires non irlandais

Lorsqu'un Actionnaire n'est pas résident (ni résident ordinaire) en Irlande au sens de la fiscalité irlandaise, le Fonds ne déduit pas l'impôt irlandais sur les Actions dudit Actionnaire une fois la déclaration confirmant ce statut de l'Actionnaire reçue par le Fonds.

Si le Fonds ne reçoit pas ladite déclaration, le Fonds déduit l'impôt irlandais sur les Actions de l'Actionnaire comme si ce dernier était un Actionnaire résident irlandais non exonéré (voir ci-dessous). Le Fonds doit également déduire l'impôt si le Fonds dispose d'informations lui permettant de croire raisonnablement que la déclaration de l'Actionnaire est incorrecte. Un Actionnaire n'est en général pas autorisé à recouvrer ledit impôt, sauf si l'Actionnaire en question est un Fonds et qu'il détient les Actions par l'intermédiaire d'une succursale irlandaise et dans certaines autres circonstances limitées. Si l'Actionnaire devient résident fiscal irlandais, il doit en informer le Fonds.

En général, les Actionnaires n'étant pas résidents fiscaux irlandais n'ont aucune autre obligation fiscale irlandaise au titre de leurs Actions. Cependant, si un Actionnaire est une société qui détient ses Actions par l'intermédiaire d'une succursale ou d'une agence irlandaise, l'Actionnaire peut devoir rendre des comptes à l'administration fiscale irlandaise eu égard aux profits et plus-values relatifs auxdites Actions (sur une base d'autoévaluation).

26.3 Imposition des actionnaires irlandais exonérés

Lorsqu'un Actionnaire est résident (ou résident ordinaire) en Irlande au sens de la fiscalité irlandaise et relève des catégories répertoriées dans la section 739D(6) du Taxes Consolidation Act (« TCA ») d'Irlande, le Fonds ne déduit pas d'impôt irlandais au titre des Actions dudit Actionnaire une fois la déclaration confirmant ce statut de l'Actionnaire reçue par le Fonds.

Les catégories répertoriées dans la section 739D (6) du TCA peuvent être synthétisées comme suit :

1. régimes de retraite (au sens des sections 774, 784 ou 785 du TCA) ;
2. compagnies d'assurance-vie (au sens de la section 706 du TCA) ;
3. organismes de placement (au sens de la section 739B du TCA) ;
4. société d'investissement en commandite (au sens de la section 739J du TCA) ;
5. régimes spéciaux d'investissement (au sens de la section 737 du TCA) ;
6. fonds communs de placement non autorisés (auxquels s'applique la section 731(5) (a) du TCA) ;
7. associations caritatives (au sens de la section 739D(6) (f) (i) du TCA) ;
8. sociétés de gestion éligibles (au sens de la section 734(1) du TCA) ;
9. sociétés spécifiées (au sens de la section 734(1) du TCA) ;
10. gestionnaires de fonds et d'épargne éligibles (au sens de la section 739D(6) (h) du TCA) ;
11. administrateurs de comptes épargnes-retraite individuels (au sens de la section 739D(6) (i) du TCA) ;
12. caisses de crédit irlandaises (au sens de la section 2 du *Credit Union Act 1997*) ;
13. *National Asset Management Agency* ;
14. La National Treasury Management Agency (Agence nationale de gestion du trésor) ou un Véhicule d'investissement (au sens de la section 37 de l'amendement à la loi de 2014 de la National Treasury Management Agency) dont le Ministère des Finances de l'Irlande est le seul propriétaire effectif ou l'Irlande par l'intermédiaire de la National Treasury Management Agency ;
15. sociétés éligibles (au sens de la section 110 du TCA) ;
16. tout autre résident en Irlande autorisé (que ce soit par la législation ou par concession expresse de l'administration fiscale irlandaise) à détenir des Actions du Fonds sans que le Fonds ne doive déduire les impôts irlandais ou rendre compte à l'administration fiscale irlandaise.

Les Actionnaires résidents irlandais demandant à être exonérés sont tenus de déclarer tout impôt irlandais dû sur leurs Actions sur une base d'autoévaluation.

Si le Fonds ne reçoit pas ladite déclaration, le Fonds déduit l'impôt irlandais sur les Actions de l'Actionnaire comme si ce dernier n'était pas un Actionnaire résident irlandais non exonéré (voir ci-dessous). Un Actionnaire n'est en général pas autorisé à recouvrer ledit impôt, sauf si l'Actionnaire en question est une société assujettie à l'impôt sur les sociétés irlandais et dans certaines autres circonstances limitées.

26.4 Imposition des autres actionnaires irlandais

Si un Actionnaire résident (ou résident ordinaire) en Irlande au sens de la fiscalité irlandaise n'est pas un Actionnaire « exonéré » (voir ci-dessus), le Fonds déduit l'impôt irlandais sur les distributions, rachats et transferts et, de plus, sur les événements de « huitième anniversaire » tels que décrits ci-dessous.

Distributions du Fonds

Si le Fonds paye une distribution à un Actionnaire résident en Irlande et non exonéré, le Fonds doit déduire l'impôt irlandais de ladite distribution. Le montant de l'impôt ainsi déduit est calculé comme suit :

1. 25 % de la distribution, lorsque l'Actionnaire auquel les distributions sont versées est une société ayant fait la déclaration adéquate pour que le taux de 25 % s'applique ; et
2. 41 % de la distribution, dans tous les autres cas.

Le Fonds versera l'impôt ainsi prélevé à l'administration fiscale irlandaise.

En général, un Actionnaire n'a pas d'autre obligation fiscale au titre de la distribution. Cependant, si l'Actionnaire est une société pour qui la distribution constitue le reçu d'une opération boursière, la distribution brute (déduction faite de l'impôt irlandais) fera partie de ses revenus imposables aux fins d'autoévaluation et l'Actionnaire peut déduire l'impôt de son impôt sur les sociétés.

Rachats et transferts d'Actions

Si le Fonds rachète les Actions détenues par un Actionnaire résident en Irlande et non exonéré, le Fonds doit déduire l'impôt irlandais du paiement de rachat effectué en faveur de l'Actionnaire. De même, si un Actionnaire résident en Irlande transfère (par voie de vente ou de toute autre manière) un droit sur des Actions, le Fonds est tenu de comptabiliser l'impôt irlandais à l'égard de ce transfert. Le montant des retenues de l'impôt irlandais sera calculé par référence au gain (le cas échéant) qu'aura réalisé l'Actionnaire sur les Actions rachetées ou transférées et sera égal à :

1. 25 % du gain, lorsque l'Actionnaire est une société ayant fait la déclaration adéquate pour que le taux de 25 % s'applique ; et
2. 41 % du gain dans tous les autres cas.

Le Fonds versera l'impôt ainsi prélevé à l'administration fiscale irlandaise. Dans le cas d'un transfert d'Actions, pour financer cet assujettissement à l'impôt irlandais, le Fonds peut s'approprier ou annuler d'autres Actions détenues par l'Actionnaire. Cela peut entraîner un accroissement de l'impôt irlandais dû.

En général, un Actionnaire n'a pas d'autre obligation fiscale au titre du rachat ou transfert. Cependant, si l'Actionnaire est une société pour qui le paiement du rachat ou du transfert constitue le reçu d'une opération boursière, la distribution brute (déduction faite de l'impôt irlandais) moins le coût d'achat des Actions fera partie de ses revenus imposables aux fins d'autoévaluation et l'Actionnaire peut déduire l'impôt de son impôt sur les sociétés.

Si les Actions sont libellées en euros, l'Actionnaire peut être assujetti (sur une base d'autoévaluation) à l'impôt irlandais sur les plus-values de capital sur toute appréciation de devise issue du rachat ou du transfert des Actions.

Événements de « huitième anniversaire »

Si un Actionnaire résident en Irlande et non exonéré ne cède pas ces Actions dans les huit ans à compter de leur achat, l'administration fiscale irlandaise considèrera que l'Actionnaire les a cédées au huitième anniversaire de leur achat (et, par la suite, tous les huit ans). À cette date, le Fonds devra déclarer à l'administration fiscale irlandaise la hausse de valeur (le cas échéant) des Actions sur la période de huit ans. Le montant de l'impôt irlandais ainsi déclaré sera égal à :

1. 25 % du montant représentant la hausse de valeur, lorsque l'Actionnaire est une société ayant fait la déclaration adéquate pour que le taux de 25 % s'applique ; et
2. 41 % dudit montant dans tous les autres cas.

Le Fonds versera cet impôt à l'administration fiscale irlandaise. Pour s'acquitter de cette obligation fiscale irlandaise, le Fonds peut s'approprier ou annuler des Actions détenues par l'Actionnaire.

Cependant, si moins de 10 % des Actions (par valeur) du Fonds sont détenues par des Actionnaires résidents irlandais et non exonérés, le Fonds peut décider de ne pas faire de déclaration fiscale concernant cette cession supposée. Pour ce faire, le Fonds doit :

1. confirmer chaque année à l'administration fiscale irlandaise que l'exigence de 10 % est satisfaite et leur signaler tout Actionnaire résident irlandais et non exonéré (y compris la valeur de leurs Actions et leurs numéros fiscaux de référence en Irlande) ; et
2. notifier lesdits Actionnaires résidents irlandais et non exonérés que le Fonds fait valoir cette dérogation.

Si le Fonds utilise la dérogation, tous les Actionnaires résidents irlandais et non exonérés doivent payer à l'administration fiscale irlandaise l'impôt qu'ils auraient dû sinon payer au huitième anniversaire (et, par la suite, tous les huit ans) sur une base d'autoévaluation.

Tout impôt irlandais payé au titre de la hausse de valeur des Actions, survenue durant la période de huit ans, peut être déduit proportionnellement de tout impôt irlandais ultérieur exigible autrement sur lesdites Actions et tout dépassement peut être récupéré lors de la cession finale des Actions.

Échanges d'actions

Lorsqu'un Actionnaire échange des Actions aux conditions de marché contre d'autres Actions du Fonds ou d'un autre Compartiment du Fonds et que l'Actionnaire ne reçoit pas de paiement en conséquence, le Fonds ne déduit pas d'impôt irlandais au titre de l'échange.

Droit de timbre

Aucun droit de timbre irlandais (ni autre impôt de cession irlandais) n'est applicable à l'émission, à la cession ou au rachat d'Actions. Si un Actionnaire reçoit une distribution *en nature* d'actifs du Fonds, un droit de timbre irlandais peut être appliqué.

Impôts sur les donations et les successions

L'impôt irlandais sur les acquisitions de capital (au taux de 33 %) peut s'appliquer aux donations ou legs d'actifs évalués en Irlande ou si le testateur ou donateur est domicilié en Irlande, résident permanent ou provisoire en Irlande ou que le bénéficiaire est résident ou résident ordinaire irlandais.

Les Actions peuvent être considérées comme des actifs irlandais étant donné qu'elles ont été émises par une société irlandaise. Cependant, tout legs ou toute donation d'Action doit être exonéré(e) de cet impôt si :

1. les Actions font partie de la donation ou de la succession tant à la date de ladite donation ou succession qu'à la « date de valorisation » (telle que définie au sens de la loi irlandaise susmentionnée) ;
2. le testateur ou donateur n'est ni domicilié, ni résident ordinaire en Irlande à la date de la cession ; et

3. si le bénéficiaire n'est ni domicilié, ni résident ordinaire en Irlande à la date de la donation ou de la succession.

Loi américaine sur la conformité fiscale des comptes étrangers (« FATCA »)

L'Irlande a conclu un accord intergouvernemental avec les États-Unis (l'« IGA ») en lien avec la loi FATCA, communément désigné par accord « modèle 1 ». Elle a également adopté des règlements visant à introduire les dispositions de l'IGA dans le droit irlandais. Le Fonds envisage d'exercer ses activités de manière à assurer qu'il soit considéré comme une entité respectueuse de la FATCA, conformément aux termes de l'IGA. À moins qu'une dérogation ne s'applique, le Fonds est tenu de s'enregistrer auprès de l'Internal Revenue Service des États-Unis comme une « institution financière déclarante » aux fins de la FATCA et de divulguer des informations à l'administration fiscale irlandaise sur les Actionnaires qui, aux fins de la FATCA, sont des ressortissants américains déterminés, des institutions financières non participantes ou des entités étrangères non financières passives contrôlées par des ressortissants américains déterminés. Des dérogations à l'obligation d'enregistrement et de divulgation d'informations aux fins de la FATCA ne sont disponibles que dans des circonstances particulières. Toute information communiquée par le Fonds à l'administration fiscale irlandaise sera transmise à l'Internal Revenue Service des États-Unis, conformément à l'IGA. L'administration fiscale irlandaise peut également transmettre ces informations à d'autres autorités fiscales en vertu des modalités de toute convention de double imposition, de tout accord intergouvernemental ou de tout régime d'échange d'informations applicable.

En règle générale, le Fonds ne devrait pas être assujéti à la retenue d'impôt de la FATCA au titre de ses revenus de source américaine tant qu'il remplit ses obligations en vertu de la FATCA. La retenue d'impôt de la FATCA est applicable sur les paiements de source américaine faits au Fonds uniquement si le Fonds n'a pas rempli ses obligations d'enregistrement et de déclaration FATCA et l'Internal Revenue Service des États-Unis a spécifiquement identifié le Fonds comme étant une « institution financière non participante » aux fins de la FATCA.

Norme commune de déclaration de l'OCDE

Le régime d'échange automatique d'informations, connu sous le nom de « Norme commune de déclaration » et établi par l'Organisation de coopération et de développement économiques, s'applique en Irlande. En vertu de ce régime, le Fonds est tenu de déclarer des informations à l'administration fiscale irlandaise relatives à tous les Actionnaires, y compris l'identité, le lieu de résidence et le numéro d'identification fiscale des Actionnaires, et des informations détaillées concernant le montant des revenus et des produits de vente ou de rachat perçus par les Actionnaires en ce qui concerne les Actions. Ces informations peuvent être, par la suite, communiquées par l'administration fiscale irlandaise aux autorités fiscales d'autres États Membres de l'UE et d'autres pays qui appliquent la Norme commune de déclaration de l'OCDE.

Cette Norme commune de déclaration de l'OCDE remplace le précédent régime européen de déclaration des informations en matière de revenu d'épargne prévu par la Directive 2003/48/CE (le régime de la Directive sur l'épargne de l'UE).

26.5 Définitions des termes

Sens de « Résidence » pour les Personnes morales

Une société dont la gestion et le contrôle sont situés en Irlande est une résidente fiscale irlandaise, quel que soit son lieu de constitution. Une société dont la gestion et le contrôle centraux ne se trouvent pas en Irlande, mais qui a été constituée en Irlande à compter du 1^{er} janvier 2015, est une résidente fiscale irlandaise, sauf si la société est considérée comme non-résidente en Irlande en vertu d'une convention fiscale visant à éviter la double imposition conclue entre l'Irlande et un autre pays.

Une société dont la gestion et le contrôle centraux ne se trouvent pas en Irlande, mais qui a été constituée en Irlande avant le 1^{er} janvier 2015, est une résidente fiscale irlandaise, sauf lorsque :

1. la société (ou une société associée) réalise des négociations en Irlande, et, soit la société est contrôlée en fin de compte par des personnes résidant dans des États membres de l'UE ou dans des pays avec lesquels l'Irlande a établi une convention fiscale visant à éviter la double imposition, soit la

société (ou une société associée) est cotée en sur une Bourse reconnue dans l'UE ou dans un pays disposant d'un traité d'imposition ; ou

2. la société n'est pas considérée comme étant résidente en Irlande si elle est sujette à une convention fiscale visant à éviter la double imposition entre l'Irlande et un autre pays.

Enfin, une société qui a été constituée en Irlande avant le 1^{er} janvier 2015 est également considérée comme résident d'Irlande si la société est (i) gérée et contrôlée dans un territoire avec lequel un accord de double imposition avec l'Irlande est en vigueur (un « territoire concerné »). Si exercés en Irlande, la gestion et le contrôle en question seraient suffisants pour soumettre la société à l'impôt irlandais et (ii) la société aurait été résident fiscal du territoire concerné en vertu des lois en vigueur, si elle y avait été constituée, (iii) ladite société ne pourrait pas être autrement considérée comme résident d'un territoire en vertu d'une loi dudit territoire aux fins de la législation fiscale.

Sens de « Résidence » pour les Personnes physiques

Une personne physique est considérée comme résidente fiscale en Irlande au cours d'une année civile si elle :

1. a passé au moins 183 jours en Irlande lors de cette année civile ; ou
2. si elle a cumulé 280 jours de présence en Irlande, en comptant le nombre de jours passés dans l'État lors de cette année civile, et la précédente.

Si une personne physique n'a pas passé plus de 30 jours en Irlande au cours d'une année civile, elle ne pourra pas prétendre à appliquer cette modalité de calcul cumulé sur deux ans.

Un individu est considéré comme présent en Irlande s'il est physiquement présent en Irlande à toute heure d'une journée donnée.

Sens de « Résidence ordinaire » pour les Personnes physiques

Le terme « résidence ordinaire » se distingue de celui de « résidence ». Il concerne le schéma de vie normal d'une personne, et implique une résidence dans un lieu avec un certain degré de continuité.

Un individu ayant résidé en Irlande pendant trois années fiscales consécutives devient un résident ordinaire à compter du début de la quatrième année fiscale.

Un individu ayant été résident ordinaire en Irlande cesse de l'être à la fin de la troisième année fiscale consécutive au cours desquelles il ou elle n'y est pas résident(e). Par exemple, un individu dont la résidence et la résidence ordinaire se situent en Irlande en 2017, et qui quitte cet État au cours de cette même année y sera toujours résident ordinaire jusqu'à la fin de l'année fiscale 2020.

Sens d'« Intermédiaire »

Un intermédiaire désigne une personne qui :

1. gère une entreprise qui consiste à, ou comprend une activité de réception de paiements de la part d'un organisme d'investissement réglementé résident en Irlande, pour le compte d'autres personnes, ou

2. détient des actions dans un organisme d'investissement de ce type pour le compte d'autres personnes.

27. Rapports et Comptes

L'année comptable de la Société se clôture le 31 juillet de chaque année. Le rapport annuel et les comptes audités de la Société seront envoyés aux Actionnaires et à la Banque centrale dans les quatre mois à compter de la clôture de l'année comptable, et au moins 21 jours avant l'assemblée générale de la Société à laquelle ils sont soumis pour accord. La Société enverra également un rapport semestriel et les comptes non audités aux Actionnaires et à la Banque centrale dans les deux mois après la clôture de chaque semestre, qui correspond au 31 janvier de chaque année.

Lesdits rapports et comptes comporteront les Valeurs Liquidatives de chaque Compartiment et des investissements effectués en date de la fin de l'année ou du semestre.

28. Transfert d'Actions

Les Actions de chaque Compartiment seront négociables par voie de documents écrits, signés par (ou, dans le cas d'un transfert par une personne morale, signés pour son compte ou portant le cachet du) le cédant, toujours sous réserve que le cessionnaire remplisse le Formulaire de Souscription validé par l'Agent Administratif, et qu'il fournisse à ce dernier tous les documents requis. En cas de décès de l'un des codétenteurs d'Actions, le ou les survivants seront le ou les seules personnes reconnues par la Société comme ayant un droit ou un intérêt sur les Actions enregistrées au nom de ces co-Actionnaires.

Les Actions ne peuvent pas être transférées à une Personne Américaine (sauf exception confirmée par les dispositions des lois des États-Unis et avec l'approbation des Administrateurs).

L'enregistrement de tout transfert peut être refusé par les Administrateurs si ce transfert engendrait une situation où le cédant ou le cessionnaire détiendrait des Actions dont la valeur serait inférieure à la Détenition Minimum pour le Compartiment concerné (le cas échéant), dont le montant est précisé dans le Supplément concerné.

Si le cédant est, ou amené à être, ou encore agit pour le compte d'une Personne Soumise aux Impôts Irlandais, la Société peut racheter et annuler la part suffisante de ses Actions pour permettre à la Société de payer les impôts dus à l'administration fiscale irlandaise dans le cadre de ce transfert.

29. Notification du Prix des Actions

La dernière Valeur Liquidative par Action sera disponible et mise à jour sur Bloomberg. Le téléscripateur pour chaque indice est décrit dans les Suppléments concernés.

Les communications auprès des Actionnaires peuvent être envoyées par courrier électronique, ou par tout autre moyen de communication sous réserve du consentement de l'Actionnaire. Des copies de tous les documents envoyés aux Actionnaires, ainsi que des renseignements sur la Valeur Liquidative par Action seront disponibles pour consultation dans les bureaux de l'Agent Administratif.

30. INFORMATIONS GÉNÉRALES

30.1. Constitution et Capital social

La Société a été constituée et enregistrée en Irlande comme société d'investissement à capital variable le 28 avril 2010, sous le numéro 483770.

A cette date, le capital social autorisé de la Société est de 2 actions de souscription (**actions de souscription**) de 1€ chacune et de 1 000 000 000 000 actions sans valeur nominale initiale, nommées actions non classées et disponibles à l'émission en tant qu'Actions.

Il n'y a pas de droits préférentiels de souscription attachés aux Actions.

30.2. Statuts

L'article 2 des Statuts prévoit que le seul objet de la Société est l'investissement collectif dans des titres négociables et/ou dans d'autres actifs financiers liquides du capital levés auprès du public en respectant le principe de répartition des risques, conformément aux Règlementations.

Les Statuts incluent les dispositions suivantes :

- 30.2.1. **Droits de vote.** Lors d'un vote à main levée dans une assemblée générale, ou une réunion de classe de la Société, chaque Actionnaire détenteur d'Actions présent en personne ou par procuration dispose d'une voix, et dans le cas d'élections, chaque Actionnaire présent en personne ou par procuration dispose d'une voix par Action détenue.
- 30.2.2. **Liquidation.** Les Statuts prévoient les dispositions suivantes :
- (1) En cas de liquidation de la Société, le liquidateur devra, conformément aux dispositions de la Loi sur les Sociétés (*Companies Act*), répartir les actifs de chaque Compartiment comme il le juge bon pour satisfaire au mieux les réclamations des créditeurs de ce Compartiment.
 - (2) Les actifs disponibles seront répartis entre les détenteurs selon les règles suivantes : tout d'abord, la proportion des actifs d'un Compartiment attribuable à chaque classe d'actions doit être distribuée aux détenteurs d'actions de la classe concernée, dans la proportion du nombre d'actions détenues par chaque actionnaire par rapport au nombre total d'actions de ladite classe émises à la date du début de la liquidation. Ensuite, les soldes restants et non attribuables à aucune classe d'action doivent être calculés au prorata et attribués aux classes d'actions, sur la base de la Valeur Liquidative de chaque classe d'actions à la date du début de la liquidation, et le montant ainsi attribué à une classe devra être distribué aux détenteurs, au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent de cette classe d'Actions.
 - (3) Un Compartiment peut être liquidé, conformément à la section 1407 de la Loi sur les Sociétés, et, dans ce cas, les dispositions de liquidation présentées dans les Statuts s'appliquent *mutatis mutandis* pour ledit Compartiment.
 - (4) En cas de liquidation de la Société (que la liquidation soit volontaire, supervisée ou judiciaire), le liquidateur peut, avec l'autorité d'une résolution exceptionnelle des Actionnaires concernés, et selon toute autre clause requise par la Loi sur les Sociétés (*Companies Act*), répartir en espèces une partie ou la totalité des actifs d'un Compartiment de la Société auprès des détenteurs d'actions de toute classe ou classes de ce Compartiment, que les actifs soient constitués en propriétés d'un seul type ou non, et il peut, à ces fins, déterminer les valeurs qu'il juge justes à toute classe ou classes de propriété, et peut déterminer les modalités de répartition entre les Actionnaires de la Société, ou entre les détenteurs de diverses classes d'Actions au sein d'un Compartiment. Le liquidateur peut, avec l'autorité compétente, investir une partie des actifs auprès de trustees dans des fonds pour le bénéfice des Actionnaires, comme il lui semblera adapté ainsi qu'à l'autorité compétente. La liquidation de la Société peut arriver à terme, et la Société être dissolue, mais aucun Actionnaire ne doit se voir obligé d'accepter des actifs comportant un passif. Un Actionnaire peut demander au liquidateur, au lieu de se voir transférer les actifs en espèces, de les céder et de lui payer les revenus nets engendrés par cette vente.

30.3. Intérêts des Administrateurs

- 30.3.1. Il n'existe pas de contrats de service entre la Société et ses Administrateurs, et de tels contrats ne sont pas prévus.
- 30.3.2. A la date d'établissement de ce Prospectus, aucun Administrateur n'a d'intérêt, direct ou indirect, dans les actifs qui ont été ou sont proposés à l'acquisition, cédés par, ou émis par la Société, et, à l'exception des cas ci-dessous, aucun Administrateur n'est intéressé de manière importante dans un contrat ou un accord en vigueur à cette date, qui serait inhabituel dans sa nature et ses conditions, ou important au regard de l'activité de la Société.

30.3.3. A la date d'établissement de ce Prospectus, aucun Administrateur ni aucune Personne Associée n'a d'intérêt bénéficiaire dans le capital social de la Société, ni d'options dans ce capital.

30.3.4. David Haydon est un directeur général (*managing director*) du Distributeur.

30.4. Contrats importants

Les contrats suivants ont été conclus autrement que lors des activités normales de la Société, et sont, ou peuvent être qualifiés d'importants :

30.4.1. L'Accord sur la Gestion des Investissements daté du 27 juillet 2010, conclu entre la Société et le Gestionnaire Financier concernant chaque Compartiment, qui peut être modifié de temps à autre. Cet accord prévoit que la désignation du Gestionnaire Financier peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, par notification écrite en respectant un préavis d'au moins trois mois. Chaque partie peut résilier cet Accord par notification écrite (conformément à la procédure définie dans l'Accord), suite à certains événements spécifiés dans l'accord, comme la liquidation de l'autre partie. L'Accord prévoit des indemnités en faveur du Gestionnaire Financier (et de chacun de ses administrateurs, responsables, fonctionnaires, employés, agents et personnes désignées), sujettes à l'exclusion des cas pouvant être attribués à une fraude, négligence ou défaut de paiement délibéré dans l'exercice, ou le non exercice des devoirs et obligations du Gestionnaire Financier (ou des personnes désignées par lui) engagés en vertu de l'Accord.

30.4.2. Le Contrat de Dépositaire daté du 24 mai 2016 et conclu entre le Fonds et le Dépositaire (le « **Contrat de Dépositaire** »), qui peut être modifié de temps à autre. Conformément aux clauses du Contrat de Dépositaire, le Dépositaire peut déléguer ses fonctions de conservation à condition que : (i) les services ne soient pas délégués en vue de se soustraire aux exigences des Réglementations ; (ii) le Dépositaire puisse donner la preuve que la délégation a une raison objective ; et (iii) le Dépositaire ait fait preuve de la compétence, du soin et de la diligence qui s'imposent dans la sélection et la nomination de tout tiers à qui il souhaite déléguer une partie des services et qu'il continue d'en faire preuve à l'occasion d'exams périodiques et d'une surveillance permanente de tout tiers à qui il a délégué une partie de ses services de conservation et des dispositions du tiers concernant les fonctions qui lui ont été déléguées. Le fait que le Dépositaire délègue des fonctions à des tiers n'a pas d'incidence sur sa responsabilité. Le Dépositaire a délégué à son dépositaire par délégation mondial, The Northern Trust Company, succursale de Londres, la responsabilité de la conservation des instruments financiers et des liquidités du Fonds. Le dépositaire par délégation mondial propose de sous-déléguer ces responsabilités à des sous-délégués, dont l'identité figure en Annexe III. Le Contrat de Dépositaire prévoit que le Dépositaire est responsable (i) de toute perte d'instruments financiers détenus sous sa garde (ou sous celle de son délégué dûment nommé) à moins qu'il puisse fournir la preuve que la perte est le résultat d'un événement extérieur hors de son contrôle raisonnable et dont les conséquences auraient été inévitables malgré tous ses efforts raisonnables en vue de l'empêcher ; et (ii) de toute autre perte résultant de sa négligence ou d'un manquement volontaire de sa part à remplir comme il se doit ses obligations en vertu des Réglementations.

30.4.3. L'Accord d'Administration daté du 27 juillet 2010 et conclu entre le Fonds et l'Agent administratif (l'« **Accord d'Administration** »), qui peut être modifié de temps à autre. Cet accord prévoit que la désignation de l'Agent Administratif doit être effective jusqu'à ce qu'elle soit résiliée par l'une ou l'autre des parties, par notification écrite en respectant un préavis d'au moins 90 jours, ou plus court en cas d'infraction ou d'insolvabilité de l'une des deux parties, ou si l'exécution des engagements dans le cadre de l'Accord est en contravention avec la loi. En l'absence de fraude, négligence ou de manquement délibéré, l'Agent Administratif ne sera pas tenu responsable pour toute perte engendrée par l'exercice, ou le non exercice de ses devoirs et obligations en vertu de l'Accord d'Administration. La Société a autorisé l'indemnisation de l'Agent Administratif pour les pertes qu'il pourrait supporter lors de l'exercice, ou le non exercice de ses devoirs et obligations engagés en vertu de l'Accord

d'Administration, à l'exception des pertes dues à des actes de fraude, négligence, ou de manquement délibéré de la part de l'Agent Administratif.

30.4.4. L'Accord de Distribution daté du 27 juillet 2010, conclu entre la Société et le Distributeur (l'« **Accord de Distribution** »), qui peut être modifié de temps à autre. L'Accord de Distribution prévoit que la désignation du Gestionnaire Financier sera maintenue à moins que ou jusqu'à ce qu'elle soit résiliée par l'une ou l'autre des parties, par notification écrite et en respectant un préavis d'au moins trois mois? mais dans certaines circonstances l'Accord peut être immédiatement résilié par notification écrite par l'une des parties à l'autre; l'Accord de Distribution prévoit des indemnités en faveur du Distributeur en tant que distributeur, sujettes à l'exclusion des cas pouvant être attribués à une fraude, négligence ou manquement délibéré de la part du Distributeur, de ses fonctionnaires ou de ses agents dans l'exercice de leurs obligations et devoirs. Le Distributeur ne peut être tenu responsable pour les actes ou manquements d'un intermédiaire désigné selon les termes de cet Accord de Distribution, sous réserve que le Distributeur ait observé avec compétence, attention et soin la procédure de sélection et de désignation dudit intermédiaire.

30.5. Divers

A l'exception des cas mentionnés dans le paragraphe **Intérêts des Administrateurs** ci-dessus, aucun Administrateur n'a d'intérêt à la promotion de, ou à toute propriété acquise ou proposée à l'acquisition par la Société.

A l'exception des éventuelles conséquences des engagements de la Société dans le cadre des accords mentionnés dans le paragraphe **Contrats Importants** ci-dessus, ou de tous autres droits, commissions, ou dépenses déchargées, aucun montant ou bénéfice ne sera payé ou donné, ou prévu d'être payé ou donné à un promoteur de la Société.

Le Distributeur peut payer une partie de ses honoraires aux distributeurs ou à d'autres intermédiaires. De plus, le Gestionnaire Financier peut payer une partie de ses honoraires aux distributeurs, négociateurs, ou à d'autres entités qui l'aident dans l'exercice de ses devoirs ou fournissent des services, directement ou indirectement, aux Compartiments ou à leurs Actionnaires. Le Gestionnaire Financier, le Distributeur et/ou leurs sociétés affiliées respectives peuvent contracter des arrangements privés après négociation avec un détenteur d'Actions actuel ou potentiel. La sélection des détenteurs d'Actions actuels ou potentiels avec qui il est possible de contracter de tels arrangements privés, et les termes selon lesquels le Distributeur, le Gestionnaire Financier ou leurs sociétés affiliées, agents désignés ou de placement peuvent contracter ces arrangements privés relèvent du domaine de l'entité concernée.

30.6. Documents Mis à Disposition pour Consultation

Des exemplaires des documents suivants peuvent être consultés au bureau de l'Agent Administratif, à son adresse indiquée dans ce Prospectus, aux horaires normaux d'ouverture en semaine, excepté les samedis et jours fériés :

- (1) les Statuts ; et
- (2) les Suppléments ;

Des exemplaires des Statuts (et, après leur publication, les rapports et comptes périodiques) peut être obtenus gratuitement auprès de l'Agent Administratif.

31. ANNEXE I – DÉFINITIONS

Agent Administratif	désigne Northern Trust International Fund Administration Services (Ireland) Limited ou tout autre personne actuellement et dûment désignée pour agir en qualité d'agent administratif de la Société en remplacement dudit Northern Trust International Fund Administration Services (Ireland) Limited.
Formulaire de Souscription	désigne le formulaire original à remplir avec le formulaire d'inscription dans le cadre d'une demande de souscription initiale ou d'un échange d'Actions. Pour les demandes de souscription suivantes, il ne doit être joint que si les coordonnées de l'investisseur, ou les circonstances ont changé depuis la date de sa soumission initiale.
Statuts	désigne les Statuts (<i>Memorandum and Articles of Association</i>) de la Société.
Personne Associée	une personne est associée à un Administrateur si, et seulement si, elle ou il est : (a) L'époux/se, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant de cet Administrateur ; (b) Une personne agissant en tant que <i>trustee</i> d'un <i>trust</i> dont les principaux bénéficiaires sont l'Administrateur, son époux/se, l'un de ses enfants, ou toute entité qu'il/elle contrôle ; (c) un partenaire de cet Administrateur. Une société sera réputée liée à un Administrateur si elle est contrôlée par cet Administrateur.
Devise de Base	désigne, pour chaque Compartiment, la devise spécifiée dans le Supplément concerné.
Jour Ouvrable	désigne les jours spécifiés dans le Supplément y afférent (ou dans le Supplément concerné, dans le cas d'un des Compartiments périodiquement constitués plus tard par la Société, avec l'accord préalable de la Banque centrale), pour ledit Compartiment, ou d'autres jours déterminés par les Administrateurs avec l'approbation du Dépositaire.
Banque centrale	désigne la Banque centrale d'Irlande ou toute autorité lui succédant.
Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale	désigne la Réglementation de 2015 (Organismes de placements collectifs en valeurs mobilières) prise en vertu de l'Article 48(1) de la Loi de la Banque centrale (Supervision et application) de 2013 (telle que pouvant être amendée le cas échéant) et toutes lignes directrices émises par la Banque centrale en vertu de celle-ci.
Classe ou classe	désigne une catégorie d'Actions d'un Compartiment du Fonds ;
Compte de recouvrement	désigne le compte de souscription et de rachat en liquidités du Fonds à compartiments multiples ouvert au nom du Fonds et sur lequel seront payés toutes les souscriptions dans et tous les rachats et les distributions dus par les Compartiments.
Loi sur les Sociétés	la Loi sur les Sociétés de 2014 (<i>Companies Act 2014</i>), y compris les réglementations qu'elles ont engendrées, dans la mesure où elles s'appliquent à des sociétés d'investissement à capital variable.
Personne Liée	désigne les personnes définies comme telles dans la section intitulée Transactions entre Compartiments et Conflits d'intérêts .
Jour de Transaction	désigne le/les jour(s) spécifié(s) dans les Suppléments concernés correspondant à chaque classe d'Actions, ou d'autres jours déterminés par les Administrateurs avec l'approbation du Dépositaire et notifiés à l'avance aux Actionnaires, à la condition qu'il y ait toujours au moins un Jour de Transaction par quinzaine.
Heure Limite de Transaction	désigne les dates et horaires spécifiés dans les Suppléments des Compartiments dans le cadre de demandes de souscription, d'échange ou de rachat d'Actions d'un

Compartiment.

Dépositaire	désigne Northern Trust Fiduciary Services (Ireland) Limited ou toute autre personne actuellement et dûment désignée pour agir en qualité de dépositaire du Fonds en remplacement de Northern Trust Fiduciary Services (Ireland) Limited.
Administrateurs	désigne les Administrateurs de la Société.
Distributeur	désigne Morgan Stanley & Co International plc, ou toute autre personne ou personnes actuellement et dûment désignées pour agir en qualité de distributeur de la Société ou de l'un de ses Compartiments en remplacement ou en renfort de Morgan Stanley & Co International plc, conformément aux obligations énoncées par la Banque centrale.
Droits et Charges	désigne tous les droits de timbre et autres droits, impôts, charges gouvernementales, frais de courtage, bancaires, commissions de transfert, d'enregistrement, frais de transaction et droits de garde payables au Dépositaire ou à ses délégués ou agents (correspondant aux taux normaux du marché) et autres droits et charges en rapport avec l'acquisition initiale ou l'augmentation des actifs d'un Compartiment ou la création, l'émission ou la vente d'Actions ou le rachat d'investissements par ledit Compartiment, ou toute opération qui peut devenir ou être payable, correspondant à, ou précédant, ou lors d'une transaction ou d'une négociation dans le cadre de laquelle de tels droits et charges sont payables, mais sans comprendre des commissions, impôts, charges ou coûts pris en compte lors de la détermination de la Valeur Liquidative du Compartiment concerné;
EEE	désigne l'Espace Economique Européen (Etats Membres, Islande, Norvège et Liechtenstein).
Etats Membres de l'EEE	désigne les Etats Membres de l'EEE.
UE	désigne l'Union européenne.
Personne Etrangère	désigne une personne dont ni la résidence ni la résidence principale ne se situe en Irlande aux fins d'imposition, qui a fourni à la Société la déclaration appropriée visée à l'Annexe 2B du TCA, et pour qui la Société ne dispose d'aucune information qui pourrait raisonnablement suggérer que ladite déclaration est incorrecte, ou n'a pas toujours été correcte.
Société	désigne FundLogic Alternatives plc.
Société d'un Même Groupe	désigne des sociétés appartenant à un même groupe avec pour objectif la consolidation des comptes, conformément à la définition donnée dans la Directive 83/349/CEE, ou aux normes comptables internationales.
Classe d'Actions Couvertes	désigne une classe d'Actions dont la devise de négociation est couverte par rapport à la Devise de Base et/ou à d'autres devises dans lesquelles les actifs du Compartiment concerné peuvent être libellés.
Indice	désigne l'indice spécifié dans le Supplément du Compartiment concerné.
Prix Initial d'Emission	désigne le prix par Action auquel les Actions sont vendues initialement dans un Compartiment, pour la période précisée dans le Supplément du compartiment concerné.
Gestionnaire Financier	désigne le gestionnaire financier de chaque Compartiment, tel que décrit dans chaque Supplément.
Personne Soumise aux Impôts Irlandais	désigne toute personne autre qu'une Personne Etrangère ou un Actionnaire irlandais exonéré, tel que décrit au paragraphe Fiscalité ci-avant.
Marché	désigne l'une des bourses ou des marchés qui se conforment aux critères réglementaires de la Banque centrale cités en Annexe II des présentes conformément aux exigences de

la Banque centrale.

Etat Membre	désigne un Etat Membre de l'Union Européenne (UE).
Détention Minimum	désigne le nombre d'Actions ou les Actions ayant la valeur (le cas échéant) qui est précisée dans le Supplément concerné de chaque Compartiment.
Montant Minimum de Souscription Initiale	désigne le montant (hors commission initiale de souscription), dans la devise concernée, qui doit être souscrit initialement par chaque Actionnaire pour souscrire à des Actions de toute classe dans un Compartiment tel que précisé pour le Compartiment concerné dans son Supplément.
Montant Minimum de Rachat	désigne le montant (hors toute commission de rachat) , dans la devise concernée, des Actions de toute classe d'un Compartiment qui doivent être rachetées, tel que précisé pour le Compartiment concerné dans son Supplément.
Instruments du marché monétaire	au sens de la définition donnée dans la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale.
Mois	désigne un mois calendaire.
Valeur liquidative ou Valeur Liquidative par Action	Désigné les actifs d'un Compartiment ou à une Action de toute classe, et le montant déterminé conformément aux principes établis dans ce Prospectus dans le paragraphe intitulé Prix d'Emission et de Rachat / Calcul de la Valeur Liquidative / Valorisation des Actifs comme la Valeur Liquidative d'un Compartiment ou la Valeur Liquidative par Action.
OCDE	désigne l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
Prospectus	désigne le prospectus émis ponctuellement par la Société tel qu'amendé, supplémenté, consolidé, ou autrement modifié ponctuellement, conformément aux exigences de la Banque centrale.
Actif de Référence	désigne, pour un Compartiment dont la performance est liée à des actifs de référence, les actifs auxquels ledit Compartiment est lié, comme cela est précisé dans le Supplément concerné.
Règlementations	désigne la Règlementation des Communautés européennes de 2011 (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) (S.I. n° 352 de 2011) telle qu'amendée et supplémentée ponctuellement, et qui comprend les conditions imposées ponctuellement par la Banque centrale, par voie de notification ou affectant autrement la Société.
Date de Règlement	désigne la réception d'espèces correspondant au paiement d'une souscription ou la répartition d'espèces correspondant au rachat d'Actions, selon les dates précisées dans les Suppléments de chaque Compartiment.
Actions	désigne les Actions de participation de la Société et comprennent, le cas échéant, les Actions d'un Compartiment qui peuvent être partagées en diverses classes ;
Actionnaires	désigne les détenteurs d'Actions, chacun d'entre eux étant un Actionnaire .
Compartiments	désigne les Compartiments, dont les informations les concernant figurent dans leur Supplément (et dans le Supplément concerné lorsqu'un autre Compartiment est créé ponctuellement par la Société, avec l'accord préalable de la Banque centrale).
Sous-Gestionnaire Financier	désigne le sous-gestionnaire financier ou les sous-gestionnaires financiers désignés par le Gestionnaire Financier conformément aux obligations de la Banque centrale pour un Compartiment, et, le cas échéant, comme indiqué dans le Supplément correspondant.

Supplément	désigne les Suppléments à ce Prospectus (chacun étant un Supplément) et tout Supplément émis par la Société correspondant à la création de nouveaux Compartiments et/ou classes d'actions.
TCA	désigne la Loi irlandaise sur la Consolidation Fiscale de 1997 (<i>Irish Taxes Consolidation Act, 1997</i>), telle qu'amendée ponctuellement.
Titres négociables	doit s'entendre au sens de la Réglementation.
OPCVM	désigne un organisme d'investissement collectif dans les titres négociables au sens de la Directive OPCVM.
Directive OPCVM	désigne la Directive du Conseil 2009/65/CE du 13 juillet 2009 sur la coordination entre les Lois, Règlements et Dispositions administratives concernant les OPCVM, telle qu'amendée, complétée ou remplacée ponctuellement.
Classe d'Actions Non Couvertes	désigne une classe d'Actions pour lesquelles une demande de souscription d'Actions et d'échanges, les dividendes calculés et payés, et les revenus payables liés aux rachats, peuvent généralement être libellés dans une devise autre que la Devise de Base d'un Compartiment concerné, sur la base d'une conversion de devise au meilleur taux de change applicable à la Devise de Base pour la devise de ladite classe d'Actions.
Royaume Uni	désigne le Royaume Uni de Grande Bretagne et l'Irlande du Nord.
Etats-Unis ou U.S. ou US	désigne les Etats-Unis d'Amérique, ses territoires, possessions et toutes les zones relevant de sa juridiction (y compris le Commonwealth de Porto Rico).
Personne Américaine ou Personne U.S	prend le sens qui lui est donné dans la Réglementation S promulguée par la Loi Fédérale Américaine sur les Valeurs Mobilières de 1933 (<i>The United States Securities Act of 1933</i>), telle qu'amendée ponctuellement.
Point d'Evaluation	désigne le moment auquel la Valeur Liquidative d'un Compartiment est calculée, comme précisé dans le Supplément du Compartiment concerné.

Dans ce Prospectus, les références à l'**Euro** ou **€** correspondent à la devise légale des États membres de l'Union économique et monétaire en tant que de besoin, les membres actuels étant l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Estonie, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovénie, l'Espagne et la Lettonie, les références à la **Livre Sterling** ou **£** correspondent à la devise légale du Royaume Uni, et les références à **USD** ou **Dollars US** correspondent à la devise des Etats-Unis. Toute référence à ces devises doit indiquer la devise de remplacement.

32. ANNEXE II – MARCHÉS

- (i) Toute Bourse ou tout marché d'un État Membre de l'UE ou de l'EEE ou de l'un des pays suivants : Australie, Canada, Hong Kong, Japon, Nouvelle-Zélande, Suisse, États-Unis d'Amérique.
- (ii) Toute bourse ou tout marché figurant dans la liste suivante ;

Argentine	Bourse de Buenos Aires Bourse de Cordoba Bourse de La Plata Bourse de Mendoza Bourse de Rosario	Ghana	Bourse du Ghana
Bahreïn	Bourse de Bahreïn	Inde	Bourse de Bombay Bourse de Madras Bourse de Delhi Bourse d'Ahmedabad Bourse de Bangalore Bourse de Cochin
Bangladesh	Bourse de Chittagong Bourse de Dhaka		Bourse de Magadh Bourse de Pune Bourse d'Hyderabad Bourse de Ludhiana Bourse de l'Uttar Pradesh Bourse de Calcutta Bourse de Gauhati Bourse nationale d'Inde
Botswana	Bourse du Botswana		
Brésil	Bourse de Bahia-Sergipe -Alagoas Bolsa de Valores de Sao Paulo Bourse de Brasilia Bourse d'Extremo Sul Porto Alegre Bourse de Minas Espirito Santo Bourse de Parana Curitiba Bourse de Pernambuco e Bahia Recife Bourse de Gauhati Bourse de Regional Fortaleza Bourse de Rio de Janeiro Bourse de Santos Bourse de Sao Paulo	Indonésie	Bourse de Djakarta Bourse de Surabaya Bourse d'Indonésie
		Israël	Bourse de Tel-Aviv (Tel Aviv Stock Exchange, TASE)
		Jordanie	Jordanie Bourse d'Amman
Bourse des Îles Anglo-Normandes	Bourse des Îles Anglo-Normandes	Kazakhstan	Bourse du Kazakhstan
Chili	Bourse de Santiago Bourse de Valparaiso	Kenya	Bourse de Nairobi
Chine	Bourse de Fujian Bourse de Hainan Bourse des valeurs mobilières de Shanghaï Bourse de Shenzhen	Koweït	Bourse du Koweït
Colombie	Bourse de Colombie Bolsa de Bogota Bolsa de Valores de Columbia	Liban	Bourse de Beyrouth
Costa Rica	Bolsa Nacional de Valores S.A.	Malaisie	Bourse de Kuala Lumpur Bourse de Bumiputra
Égypte	Bourses du Caire et d'Alexandrie	Mexique	Bolsa Mexicana de Valores
		Maroc	Bourse de Casablanca
		Namibie	Bourse de Namibie

Nigeria	Bourse du Nigeria	Market)
Oman	Marché des valeurs mobilières de Muscat Bourse d'Oman	KRX Futures Market Division (KRX Derivatives Market) KRX Korea Securities Dealers Association Automated Quotation (KOSDAQ) Division
Pakistan	Bourse de Karachi Bourse de Lahore	Sri Lanka Bourse de Colombo
Pérou	Bourse de Lima	Taïwan Bourse de Taïwan
Philippines	Bourse des Philippines	Thaïlande Bourse de Thaïlande
Qatar	Marché des valeurs mobilières de Doha Bourse du Qatar	Trinité-et-Tobago Bourse de Trinité-et-Tobago
Russie	Bourse de Moscou	Tunisie Bourse de Tunisie
Arabie Saoudite	Bourse Tadawul	Turquie Bourse d'Istanbul
Serbie	Bourse de Belgrade	Émirats arabes unis Marché financier de Dubaï Bourse internationale de Dubaï
Singapour	Bourse de Singapour SESDAQ	Uruguay Rospide Sociedad de Bolsa S.A.
Afrique du Sud	Bourse de Johannesburg Bond Exchange of South Africa	Venezuela Bolsa de Valores de Caracas
Corée du Sud	Korea Exchange, Inc. (KRX) KRX Stock Market Division (KRX KOSPI	Vietnam Bourse du Vietnam
		Zambie Bourse de Lusaka

- (iii) Les marchés suivants :
- le marché organisé par l'International Capital Markets Association ;
 - le marché du Royaume-Uni (i) géré par des banques ou d'autres institutions réglementées par la Financial Conduct Authority (FCA) et soumis aux dispositions énoncées par le code de conduite interprofessionnel du Market Conduct Sourcebook de la FCA et (ii) des produits qui ne sont pas destinés à l'investissement et soumis aux recommandations énoncées dans le « Non-Investment Product Code » établi par les participants au marché londonien, y compris la FCA et la Banque d'Angleterre (anciennement dénommé « The Grey Paper », le document gris) ;
 - (a) le NASDAQ aux États-Unis, (b) le marché des titres d'État américains organisé par les opérateurs primaires régis par la Federal Reserve Bank of New York ; (c) le marché de gré à gré aux États-Unis, géré par des courtiers opérant sur les marchés primaire et secondaire et réglementé par la Securities and Exchange Commission et par la National Association of Securities Dealers, ainsi que par les institutions bancaires réglementées par le Controller of Currency des États-Unis, le Federal Reserve System ou la Federal Deposit Insurance Corporation ;
 - (a) le NASDAQ Japan, (b) le marché de gré à gré au Japon réglementé par la Securities Dealers Association du Japon et (c) le Market of the High-Growth and Emerging Stocks (« MOTHERS », Marché des titres émergents et à forte croissance) ;
 - les marchés des investissements alternatifs du Royaume-Uni réglementés et exploités par la Bourse de Londres ;
 - le Hong Kong Growth Enterprise Market (« GEM », Marché des entreprises de croissance de Hong Kong) ;
 - le TAISDAQ
 - le RASDAQ
 - le Stock Exchange of Singapore Dealing and Automated Quotation (SESDAQ) ;
 - le Taiwan Innovative Growing Entrepreneurs Exchange (« TIGER ») ;
 - le Korean Securities Dealers Automated Quotation (« KOSDAQ ») ;
 - le marché français des Titres de Créance Négociables (marché de gré à gré pour les instruments de créance négociables) ;
 - le marché de gré à gré pour les obligations d'État du Canada réglementé par l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières ;
 - l'EASDAQ (European Association of Securities Dealers Automated Quotation).

Concernant les contrats sur produits dérivés négociés en bourse, toute bourse où l'on peut acquérir ou vendre de tels contrats et qui est réglementée, opère, régulièrement, est reconnue, ouverte au public, et qui est :

- située dans un État Membre de l'EEE ;
- située en Australie, au Canada, à Hong Kong, au Japon, en Nouvelle-Zélande, en Suisse, aux États-Unis ;
- la Bourse des Îles Anglo-normandes ;
- incluse dans la liste au (d) ci-dessus ou
- dans la liste suivante :
 - The Chicago Board of Trade ;
 - The Chicago Mercantile Exchange ;
 - The Chicago Board Options Exchange ;
 - EDX London ;
 - New York Mercantile Exchange ;
 - New York Board of Trade ;
 - New Zealand Futures and Options Exchange ;
 - Hong Kong Futures Exchange ;
 - Singapore Commodity Exchange ;
 - Tokyo International Financial Futures Exchange.

Ces bourses et marchés sont répertoriés ci-dessus conformément aux critères réglementaires définis dans la Réglementation sur les OPCVM de la Banque centrale. La Banque centrale ne publie pas de liste des bourses et marchés approuvés.

FundLogic Alternatives plc
Supplément daté du 29 septembre 2017
relatif au Compartiment
MS PSAM Global Event UCITS Fund

Ce Supplément contient des informations spécifiques concernant le compartiment **MS PSAM Global Event UCITS Fund** (le « **Compartiment** »), un compartiment de **FundLogic Alternatives plc** (la « **Société** »), un fonds à compartiments multiples dont la responsabilité de chaque compartiment est cloisonnée, agréé par la Banque Centrale d'Irlande (*the Central Bank of Ireland*) (la « **Banque Centrale** ») conformément à la Réglementation. Ce Compartiment est géré par P. **SCHOENFELD** Asset Management LP (« **PSAM** » ou le « **Gestionnaire Financier** ») et suit une stratégie liée à des événements (*event-driven strategy*) telle que décrite ci-dessous.

Ce Supplément fait partie intégrante du Prospectus de la Société daté du 21 juillet 2017 (le « Prospectus »), et doit être lu conjointement avec ce dernier.

La principale exposition économique du Compartiment se fera au travers d'instruments financiers dérivés, bien que le Compartiment réalisera d'autres investissements, tels que décrits dans le présent document.

Les Administrateurs de la Société, dont les noms figurent à la section **Administrateurs de la Société** du Prospectus, assument la responsabilité des informations contenues dans le présent Supplément. A la connaissance des Administrateurs (qui ont pris toutes les mesures raisonnables pour s'en assurer), les informations figurant dans ce document sont conformes à la réalité et ne comportent aucune omission susceptible d'en affecter la teneur.

Les mots et expressions définis dans le Prospectus ont la même signification dans le présent Supplément, sauf si le contexte l'exige autrement. En cas de conflit entre le Prospectus et le Supplément, le Supplément prévaut.

TABLE DES MATIERES

1.	OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	3
2.	RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT DU PORTEFEUILLE DE REFERENCE	7
3.	INFORMATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES.....	8
4.	GESTIONNAIRE FINANCIER ET SOUS-GESTIONNAIRE FINANCIERS	9
5.	EMPRUNT ET EFFET DE LEVIER	10
6.	FACTEURS DE RISQUE.....	10
7.	CONFLITS D'INTERETS.....	17
8.	POLITIQUE DE DIVIDENDE	18
9.	PRINCIPALES INFORMATIONS POUR L'ACHAT ET LA VENTE DE TITRES	18
10.	FRAIS ET CHARGES.....	22
11.	CONDITIONS DE SOUSCRIPTION DES ACTIONS	26
12.	CONDITIONS DE RACHAT DES ACTIONS.....	26
13.	CONDITIONS D'ECHANGE DES ACTIONS	26
14.	FRAIS ET CHARGES D'ETABLISSEMENT.....	26
15.	AUTRES COMMISSIONS ET FRAIS.....	27
16.	AUTRES INFORMATIONS.....	27

1. OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

1.1. Objectif d'Investissement

L'objectif d'investissement du Compartiment est de fournir aux actionnaires un rendement lié à la performance d'un portefeuille de référence (le « **Portefeuille de Référence** »), décrit plus en détail à la section *Description du Portefeuille de Référence* ci-dessous.

1.2. Politique d'Investissement

Pour atteindre son objectif, le Compartiment peut : (i) conclure un ou plusieurs swaps à rendement total ou (ii) investir directement dans des actions, obligations et autres titres. De plus amples détails sur (i) et (ii) sont disponibles ci-dessous.

1.2.1 *Description du Portefeuille de Référence*

Ceci est un résumé du Portefeuille de Référence. Rien ne garantit que l'objectif du Portefeuille de Référence sera atteint.

Le Portefeuille de Référence est un portefeuille notionnel représentatif d'un portefeuille d'investissement réel qui serait constitué par le Gestionnaire Financier dans le cadre du déploiement de sa stratégie d'investissement liée à des événements internationaux (*global event-driven investment strategy*) (la « **Stratégie d'Investissement de PSAM** »). La Stratégie d'Investissement de PSAM est la propriété du Gestionnaire Financier. La Stratégie d'Investissement de PSAM vise des rendements supérieurs ajustés au risque associé à une exposition aux actions, obligations et autres titres (incluant, sans s'y limiter, des actions et obligations convertibles ou privilégiées) de sociétés qui, de l'avis du Gestionnaire Financier, font l'objet d'anomalies de prix par rapport à leur valeur inhérente ou intrinsèque. Le Gestionnaire Financier s'exposera également à de tels titres via l'utilisation d'instruments financiers dérivés (« **IFD** ») en rapport avec ces titres. Les IFD que le Gestionnaire Financier utilisera pour s'exposer à de tels titres sont décrits à la section **Investissements Directs** ci-dessous. En outre, le Gestionnaire Financier pense que les anomalies de prix sont généralement la conséquence d'opérations sur titres ou d'événements d'entreprises, incluant sans s'y limiter les activités suivantes, dont la description détaillée figure dans le Prospectus (collectivement dénommées les « **Opérations liées à des Événements** ») :

Les Opérations liées à des Fusions (collectivement désignées les « Opérations liées à des Fusions ») se réfèrent principalement à des restructurations et à des regroupements d'entreprises, y compris : des fusions, offres d'échange, offres publiques d'achat au comptant, scissions (*spin-offs*), financements d'acquisition par effet de levier (LBO), rachats d'entreprises par leur dirigeants ou salariés (MBO), désinvestissements, offres publiques d'achat, émissions de droits et privatisations. Les Opérations liées à des Fusions sont principalement mises en œuvre via des actions et des titres indexés sur les actions (y compris, mais sans s'y limiter, des obligations convertibles, des titres privilégiés et des warrants), et des dérivés sur actions et des options. Les investissements peuvent consister à acheter ou vendre des obligations d'une des sociétés impliquées dans l'Opération liée à une Fusion, quand ces obligations sont susceptibles d'être rachetées, de faire l'objet d'une offre publique d'achat ou d'une revalorisation de leur note de crédit une fois la transaction finalisée.

Les Opérations de Crédit (collectivement dénommées les « Opérations de Crédit ») sont essentiellement mises en œuvre via l'achat ou la vente d'obligations d'entreprises, de titres mezzanine (qui sont des instruments liés à des titres de dette généralement subordonnés à une dette senior, et dont le rendement a une composante en intérêts (avec paiement effectif ou différé), et auxquels peuvent

ou non être attachés des warrants liés à des actions (*equity linked warrant*), ou titres convertibles de sociétés en situation de restructuration financière ou de cessation de paiement. Ces investissements peuvent inclure des faillites, des offres d'échange d'actions, des restructurations à l'amiable, des liquidations, des recapitalisations et des offres publiques d'achat au comptant. Les Opérations de Crédit peuvent également inclure l'achat ou la détention d'actions post-restructuration émises à la suite d'une conversion de dettes en capital, ou de titres en actions émis à la suite d'une offre publique lancée par une société visant à réorganiser sa structure ou à réduire son levier financier.

Les Opérations liées à des Situations Spéciales (collectivement dénommées les « Opérations liées à des Situations Spéciales ») sont généralement mises en œuvre via l'achat d'actions, de titres indexés sur des actions (y compris, mais de manière non exhaustive, des obligations convertibles, des titres privilégiés et des warrants), et des options et dérivés sur actions. Tous les investissements porteront sur des événements à effet catalyseur impliquant une forme de divulgation publique ayant un impact sur la valeur des actifs ou passifs d'une société. L'impact de cet événement à effet catalyseur peut s'avérer difficile à quantifier du point de vue de la valeur et des délais, et le dénouement peut être incertain. Ces situations peuvent intégrer des litiges, des changements législatifs ou réglementaires, des tentatives de prise de contrôle et des restructurations de sociétés holding.

Sur une année civile, la majorité des Opérations liées à des Evénements du Portefeuille de Référence peut porter sur des Opérations liées à des Evénements Internationaux pouvant avoir lieu sur des marchés boursiers non américains et pouvant se rapporter à des titres émis par des sociétés ou autres entités commerciales non américaines (« **Opérations liées à des Evénements Internationaux** »). Le Portefeuille de Référence sera exposé à des Opérations liées à des Evénements impliquant uniquement des sociétés américaines. Aux fins de ce Supplément, les Opérations liées à des Evénements Internationaux incluent exclusivement des transactions internationales (les deux parties à la transaction sont des entités non américaines) ainsi que des transactions transfrontalières auxquelles une société basée aux Etats-Unis peut participer.

1.2.2 *Processus d'Investissement de PSAM*

PSAM base ses décisions d'investissement à la fois sur la recherche effectuée en interne et sur la recherche obtenue de sources extérieures.

En règle générale, quand une Opération liée à des Evénements sera annoncée ou divulguée publiquement par une société, PSAM analysera l'Opération liée à des Evénements et déterminera son impact sur la société ainsi que sur ses titres et obligations. Le cœur de l'analyse repose sur la détermination de la valeur fondamentale de la société, de ses actifs et de ses perspectives financières. Que l'Opération liée à des Evénements consiste en un regroupement d'entreprises, une faillite, une scission (*spin-offs*) ou toute autre transaction, PSAM doit anticiper l'évolution de la valeur des titres de la société par rapport à leur valeur fondamentale ou intrinsèque. PSAM doit ensuite évaluer la probabilité que la transaction se finalise ou, dans le cas d'une faillite, la durée du processus de restructuration et les chances de survie de la société en fonction des informations disponibles. Les aspects juridiques et financiers de la situation (y compris l'adéquation de l'offre, la probabilité que l'offre soit revue à la hausse par l'offrant ou une tierce partie, les problèmes pouvant être soulevés au regard du droit des sociétés, des lois sur les titres financiers et du droit de la concurrence, et par les autorités de réglementation, ainsi que les implications comptables et fiscales) seront évalués.

Dans des situations de crédit, une analyse fondamentale de l'entreprise est menée, incluant des comparaisons avec les concurrents de la société, ainsi qu'un examen complet de ses contrats bancaires, contrats d'émission obligataire, organisation, consultants, conseiller juridique et domiciliation. PSAM devra déterminer si le profit pouvant être réalisé dans le cadre de cette transaction permettra de compenser les risques encourus. PSAM évalue ces profits en calculant la différence entre la valeur de marché des titres d'une société au moment où il les achète, suite à l'annonce ou toute autre divulgation publique d'une éventuelle transaction, et la valeur de ces titres au moment de leur cession.

1.2.3 *Autres opérations incluses dans le Processus d'Investissement de PSAM*

Outre l'achat et la vente de titres impliqués dans des Opérations liés à des Événements, PSAM peut également mettre en œuvre d'autres techniques d'investissement pouvant être utilisées en vue de maximiser les profits et de se protéger contre les pertes. Ces techniques incluent l'utilisation d'effets de levier (sous réserve de restrictions afin de se conformer aux réglementations en vigueur), la négociation d'options, l'utilisation de dérivés, de swaps, de contrats financiers avec paiement d'un différentiel (*contracts for differences (CFD)*), d'indices et d'options sur indices, la négociation de titres convertibles ou échangeables en titres concernés par une restructuration, et l'investissement dans des instruments financiers que PSAM considère comme une stratégie d'investissement prudente favorisant des rendements optimaux. La Stratégie d'Investissement de PSAM peut également inclure des arbitrages sur des structures capitalistiques, par lequel PSAM évalue les classes d'actifs d'une société, d'un pays ou d'une division territoriale de ce pays, et procède à des opérations d'arbitrage des classes d'actifs que PSAM estime, les uns par rapport aux autres, surévaluées ou sous-évaluées par le marché.

Comme indiqué ci-dessus, le Compartiment tentera d'atteindre son objectif (i) en concluant un ou plusieurs swaps à rendement total ou (ii) via un investissement direct en actions, obligations et autres titres, tels que décrits séparément ci-dessous.

(i) *Swap à rendement total*

Au départ, le Compartiment cherchera à atteindre son objectif essentiellement par le biais d'un ou plusieurs swaps à rendement total (les « **Swaps** »).

L'effet net du Swap sera d'offrir au Compartiment la performance économique du Portefeuille de Référence en échange du transfert par le Compartiment de son intérêt économique dans les Actifs de Financement (tels que définis ci-dessous) à la Contrepartie Approuvée. Le Compartiment ne devrait donc pas être exposé à la performance ou aux risques des Actifs de Financement autrement que dans le cas d'une défaillance par une Contrepartie Approuvée selon les termes du Swap.

Les titres mentionnés dans ce paragraphe sont collectivement désignés comme les « **Actifs de Financement** ». Les « Actifs de Financement » incluront des titres en actions et autres titres assimilables à des actions, y compris, mais sans s'y limiter, des actions privilégiées, des warrants sur actions (*warrants on equities*) (qui confèrent au détenteur le droit d'acheter l'action sous-jacente à une date et à un prix fixés à l'avance) et des certificats représentatifs d'actions étrangères (américains (ADR) négociés sur les marchés américains, et internationaux (GDR) négociés sur les autres marchés internationaux), émis par des sociétés du monde entier et pouvant ou non composer le Portefeuille de Référence. Ils peuvent également inclure des titres de dette, notamment mais sans s'y limiter, des obligations à moyen et long terme d'entreprise et de gouvernements (à taux fixe et variable) et des billets de trésorerie (*commercial paper*), et peuvent obtenir une note par Standard & Poor's et/ou Moody's supérieure ou inférieure à « *investment*

grade » ou, en l'absence de note, d'une qualité de crédit équivalente de l'avis du Gestionnaire Financier.

Les Actifs de Financement (autres que les investissements non cotés autorisés) seront cotés ou négociés sur les Marchés cités à l'Annexe II du Prospectus. Pour éviter tout doute, le Swap ne sera pas coté ou négocié car il s'agit d'un investissement non coté autorisé.

La Contrepartie Approuvée peut accorder une sûreté au Compartiment de manière à ce que l'exposition au risque de Contrepartie Approuvée soit réduite au niveau requis par la Banque Centrale. Cette sûreté se présentera sous la forme requise par la Banque Centrale.

Si le Compartiment conclut des Swaps, il peut également investir dans des IFD, tels que des contrats de change à terme (*forward*) sur devises aux fins d'une gestion efficace du portefeuille. Ces IFD peuvent être utilisés à des fins de couverture contre les variations de change défavorables entre les classes d'actions couvertes, telles que décrites dans la section Classes d'Actions ci-dessous.

Pour de plus amples informations sur les contrats de change à terme (*forward*) sur devises, veuillez vous référer à la section **Informations sur les Instruments Financiers Dérivés** ci-dessous.

(ii) *Investissement Direct*

Dans l'intérêt général du Compartiment et des Actionnaires, le Gestionnaire Financier peut décider d'atteindre l'objectif du Compartiment via un investissement direct en titres et instruments décrits en détail à la section 1.2.1 *Description du Portefeuille de référence* ci-dessous.

Outre l'investissement direct en titres, le Compartiment entend investir dans des IFD afin de s'exposer aux titres mentionnés dans la section **Description des Actifs de Référence** ci-dessus, sous réserve de se conformer aux exigences établies par la Banque Centrale. Ces IFD peuvent inclure des swaps, options, *futures* et options sur *futures*, des contrats de change à terme (*forward*) sur devises et des titres « à émettre » (« *when issued* »). Le Compartiment peut investir dans des IFD à des fins aussi bien d'investissement que de gestion efficace du portefeuille. Par exemple : (i) les swaps d'actions peuvent être utilisés pour une gestion efficace de la trésorerie afin de minimiser les taxes sur l'achat ou la vente d'actions, et les swaps de taux d'intérêt peuvent être utilisés afin de protéger le portefeuille contre le risque de taux d'intérêt ; (ii) les swaps de défaut de crédit (*credit default swap (CDS)*) peuvent être achetés ou vendus en vue de : (a) se couvrir contre le risque de défaillance d'un émetteur spécifique ou compenser les variations défavorables des prix / taux d'intérêt ; ou (b) tirer profit d'éventuelles révisions à la hausse comme à la baisse de notes de crédit à la suite d'événements de fusion ; (iii) les options mono-émetteurs peuvent être utilisées pour se couvrir contre le risque associé à un secteur ou pour s'exposer à un émetteur ; (iv) les contrats à terme sur des indices généraux peuvent être utilisés pour couvrir la partie actions du portefeuille contre les mouvements du marché actions global ; et (v) les options sur *futures* peuvent être utilisées pour quantifier la perte éventuelle d'un contrat arrivant à échéance en position de perte. De plus, les IFD peuvent par exemple être utilisés pour se couvrir contre les variations de change défavorables entre les Classes d'Actions Couvertes, telles que décrites dans la section Classes d'Actions ci-dessous. Pour de plus amples informations sur les types d'IFD que peut utiliser le Compartiment, veuillez vous référer à la section **Informations sur les Instruments Financiers Dérivés** ci-dessous.

Généralités

Le Compartiment bénéficiera d'un effet de levier en ayant recours aux IFD. Conformément aux exigences de la Banque Centrale, la Valeur en Risque (VaR) maximale du Compartiment d'un jour donné quelconque ne doit pas excéder 20 % de la Valeur Liquidative du Compartiment en utilisant un intervalle de confiance de 99 % et une période de détention d'un mois. L'effet de levier brut du Compartiment calculé à l'aide de la somme de l'exposition notionnelle de ses positions sur instruments dérivés devrait varier entre 200 % et 250 % de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment. En outre, l'effet de levier du Compartiment tel que mesuré à l'aide de l'approche par les engagements devrait se situer entre 120 % et 200 % de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment.

Il est prévu que l'exposition « longue » du Portefeuille de référence soit comprise entre 90 % et 175 % de l'actif net et que l'exposition « courte » soit comprise entre 15 % et 90 % de l'actif net.

Le Compartiment peut investir, à titre accessoire, dans des actifs liquides tels que des dépôts bancaires, des certificats de dépôt, des instruments à taux fixe ou variable, des billets de trésorerie (*commercial paper*), des obligations à taux variable, et des billets à ordre négociables gratuitement.

FundLogic SAS sera nommé délégué du Gestionnaire Financier (le « Sous-Gestionnaire Financier ») et aura pour mission de gérer certains actifs du Compartiment.

Le Compartiment peut conclure des contrats de mise et de prise en pension et de prêt de titres (ainsi que des contrats d'échange sur rendement total, des « Transactions de financement de titres ») sous réserve des conditions et limites établies par la Banque Centrale en vue d'une gestion efficace du portefeuille.

L'exposition du Compartiment aux Transactions de financement de titres est présentée ci-dessous (en tant que pourcentages de la Valeur nette d'inventaire) :

	Attendu	Maximum
Contrats d'échange sur rendement total / Marge financement	200 %	250 %
Contrats de mise en pension et contrat de prise en pension	0 %	5 %
Prêt de titres	0 %	5 %

Le tableau ci-avant présente les montants notionnels attendu et maximum pour les contrats d'échange sur rendement total et n'inclut pas l'effet de levier inhérent au Portefeuille de référence.

L'unique Contrepartie Approuvée eu égard aux Swaps sera Morgan Stanley & Co. International plc ou l'une quelconque de ses sociétés affiliées ou filiales qui soit une contrepartie éligible aux OPCVM (la « **Contrepartie approuvée** » ou « **Morgan Stanley** »).

Profil de l'investisseur type

L'investissement dans le Compartiment convient aux investisseurs qui visent une appréciation à long terme de leur capital. Les Actions du Compartiment seront accessibles à la fois aux investisseurs individuels et aux investisseurs institutionnels.

2. RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT DU PORTEFEUILLE DE REFERENCE

Les restrictions d'investissement générales telles que définies dans le Prospectus s'appliqueront. En outre, le Gestionnaire Financier appliquera les restrictions suivantes à l'égard du Portefeuille de Référence :

- Les investissements à revenu fixe et les investissements liés à des investissements à revenu fixe qualifiés « *below investment grade* » ne représenteront pas plus de 25 % de la Valeur Liquidative (un titre sera qualifié « *below investment grade* » s'il a été ainsi noté par l'un des organismes américains nationalement reconnus de notation statistique) ;
- Les investissements à revenu fixe et les investissements liés à des investissements à revenu fixe qualifiés « *investment grade* » relatifs à des émetteurs concernés par une opération de fusion ne constitueront pas plus de 10 % de la Valeur Liquidative ;
- L'ensemble des investissements à revenu fixe et les investissements liés à des investissements à revenu fixe n'excédera pas 25 % de la Valeur Liquidative ;
- Les investissements à revenu fixe n'incluront aucune participation ou autre exposition à des lignes de crédit sécurisées ;
- La part maximale des investissements dans des titres à revenu fixe d'un seul émetteur s'élèvera à 5 % de la Valeur Liquidative ;
- Le Portefeuille de Référence investira dans les titres d'au moins 40 émetteurs corporate, intergouvernementaux et souverains ; et
- Les investissements dans des titres de sociétés domiciliées dans des pays non membres ou partenaires de l'OCDE n'excéderont pas 10 % de la Valeur Liquidative.

Le Gestionnaire Financier tentera de gérer le Portefeuille de Référence sans l'exposer à un risque de change par rapport à l'euro, autre que le risque de change relatif aux gains ou pertes sur investissements.

Les Administrateurs peuvent ponctuellement imposer d'autres restrictions d'investissement, compatibles ou adaptées aux intérêts des Actionnaires, afin de se conformer aux lois et réglementations en vigueur dans les pays où sont domiciliés les Actionnaires.

3. INFORMATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Swaps. Ils incluent des swaps de défaut de crédit (*credit default swap (CDS)*), des swaps de taux d'intérêt, des swaps à rendement total, des options sur swaps (*swaptions*) et des swaps de devises. Dans le cadre d'un swap de défaut de crédit, le Compartiment peut être soit l'acheteur soit le vendeur. Dans un contrat swap de défaut de crédit, l'« acheteur » est tenu de verser au « vendeur » une série de paiements périodiques pendant la durée du contrat, sous réserve qu'aucun cas de défaut ne survienne sur une créance de référence sous-jacente. En tant que vendeur, le Compartiment reçoit un taux de revenu fixe s'échelonnant sur la durée du contrat. Un swap de taux d'intérêt consiste pour le Compartiment et une autre partie à s'échanger leurs engagements respectifs à payer ou recevoir des flux de paiements. Un swap à rendement total est un contrat financier bilatéral qui permet au Compartiment de bénéficier du rendement offert par un actif sans avoir à posséder véritablement cet actif. Une option sur swaps (*swaptions*) est une option qui confère à son détenteur le droit, mais non l'obligation, de contracter un swap sous-jacent. Un swap de devises est un contrat d'échange de devises qui consiste pour les deux parties à s'échanger des paiements en principal et intérêts à taux fixe d'un prêt dans une devise contre des paiements en principal et intérêts à taux fixe d'un prêt équivalent dans une autre devise.

Options. Le Compartiment peut également conclure des contrats d'options négociées de gré à gré (ou options OTC). Contrairement aux options négociées sur une bourse de valeurs, qui sont standardisées par rapport à l'instrument sous-jacent, la date d'échéance, la taille du contrat et le prix d'exercice, les conditions et modalités des options OTC sont généralement établies par négociation avec l'autre partie au contrat d'option. Une option d'achat sur un investissement est un contrat selon lequel l'acheteur peut, contre paiement d'une prime, acquérir les titres sous-jacents de l'option au prix d'exercice fixé à l'avance jusqu'à la date d'échéance. Une option de vente est un contrat qui confère à l'acheteur, contre paiement d'une prime, le droit de vendre les titres sous-jacents au prix d'exercice fixé à l'avance jusqu'à la date d'échéance. Des options de vente sur indices peuvent être achetées à condition que l'ensemble des actifs du Compartiment, ou une partie de ces actifs dont la valeur ne peut être inférieure à la valeur d'exercice de l'option de vente achetée, soit raisonnablement considéré comme pouvant évoluer en termes de prix de la même façon que le contrat d'options.

Contrats à Terme Standardisés (*futures*), et Options sur Contrats à Terme Standardisés (*futures*). La vente d'un contrat à terme standardisé (*futures*) oblige le vendeur à livrer le type d'instrument financier concerné par le contrat à un mois et un prix déterminés à l'avance. L'achat d'un contrat à terme standardisé (*futures*) oblige l'acheteur à payer et réceptionner le type d'instrument financier concerné par le contrat à un mois de livraison et à un prix déterminés à l'avance.

Contrats de Change à Terme (*forward*) sur Devises. Le Compartiment peut acheter et vendre des devises sur la base d'un taux spot et d'un taux à terme. Un contrat de change à terme (*forward*) sur devises implique une obligation d'acheter ou de vendre une devise spécifique à une date future à un prix défini au moment du contrat.

4. GESTIONNAIRE FINANCIER ET SOUS-GESTIONNAIRE FINANCIER

Le Gestionnaire Financier du Compartiment est P. Schoenfeld Asset Management LP. Le Gestionnaire Financier est une société constituée sous forme de *limited partnership* dans l'Etat du Delaware et ayant son siège social au 615 South DuPont Highway, Dover, Delaware 19907, Etats-Unis.

La SICAV a désigné le Gestionnaire d'investissement comme gestionnaire d'investissement du Compartiment aux termes d'un contrat de gestion d'investissements entre la SICAV et le Gestionnaire d'investissement daté du 11 août 2010 (le « Contrat »), tel que pouvant être ponctuellement et ultérieurement modifié.

Soumis aux contrôles imposés par les Administrateurs conformément au Contrat, à toutes les lois et réglementations en vigueur, au présent Supplément, au Prospectus et aux Statuts, le Gestionnaire Financier peut prendre des décisions d'investissement au quotidien et réaliser des transactions d'investissement et gérer les investissements du Compartiment.

Le Gestionnaire Financier est un conseiller d'investissement enregistré auprès de la SEC américaine (*Securities and Exchange Commission*). Au 30 avril 2017, le Gestionnaire Financier disposait d'environ 2 milliards d'USD d'actifs sous gestion.

Le Gestionnaire Financier a nommé le Sous-Gestionnaire Financier pour gérer certains des actifs du Compartiment. **Pour de plus amples informations sur le Sous-Gestionnaire Financier, il est conseillé aux Actionnaires de lire la section du Prospectus intitulée Gestionnaire Financier.**

Aux fins du Compartiment, le Sous-Gestionnaire Financier agit en qualité de sous-gestionnaire financier aux termes d'un Contrat de gestion des investissements par délégation entre le Gestionnaire Financier et le Sous-Gestionnaire Financier. Le Sous-Gestionnaire Financier ne facturera aucune commission ni aucun frais aux actifs du Compartiment.

5. EMPRUNT ET EFFET DE LEVIER

La Société peut emprunter jusqu'à 10 % de ses actifs nets à tout moment pour le compte de tout Compartiment, et la SICAV peut procéder au nantissement des actifs du Compartiment en garantie d'un tel emprunt, à condition que cet emprunt ne soit réalisé qu'à titre temporaire.

Le Compartiment bénéficiera d'un effet de levier en ayant recours aux IFD. Conformément aux exigences de la Banque Centrale, la Valeur en Risque (VaR) maximale du Compartiment d'un jour donné quelconque ne doit pas excéder 20 % de la Valeur Liquidative du Compartiment en utilisant un intervalle de confiance de 99 % et une période de détention d'un mois. L'effet de levier brut du Compartiment calculé à l'aide de la somme de l'exposition notionnelle de ses positions sur instruments dérivés devrait varier entre 200 % et 250 % de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment. En outre, l'effet de levier du Compartiment tel que mesuré à l'aide de l'approche par les engagements devrait se situer entre 120 % et 200 % de la Valeur nette d'inventaire du Compartiment.

6. FACTEURS DE RISQUE

Les facteurs de risque définis dans la section **Facteurs de Risque** du Prospectus s'appliquent. Veuillez noter que, du fait de l'exposition principale du Compartiment aux stratégies du Gestionnaire Financier via le Swap, les facteurs de risque décrits dans le Prospectus et dans le présent Supplément s'appliquent également à l'exposition du Compartiment au Portefeuille de Référence via le Swap.

Les facteurs de risque supplémentaires suivants s'appliquent également :

6.1 Risque de Change

La Devise de Base du Compartiment est l'Euro. Les Actionnaires peuvent investir en Dollars US, en Livres Sterling, en Yens Japonais (« JPY ») et en Couronnes Suédoises (« SEK ») dans les Classes d'Actions libellées respectivement USD, JPY, GBP ou SEK.

Les Classes d'Actions libellées en JPY, GBP, en USD et en SEK sont des Classes d'Actions Couvertes contre le Risque de Change. Il est fortement recommandé aux Actionnaires des Classes d'Actions Couvertes contre le Risque de Change de lire la section du Prospectus intitulée **Classes d'Actions Couvertes** pour obtenir des informations sur les risques de change associés aux investissements dans ces Classes d'Actions.

6.2 Les Autres Comptes et Fonds d'Investissement du Gestionnaire Financier

Le Gestionnaire Financier conseille plusieurs autres comptes et fonds d'investissement ayant des objectifs d'investissement similaires à ceux du Compartiment. Ces autres comptes et fonds d'investissement ne sont cependant pas soumis aux contraintes de la directive OPCVM, et certains des placements réalisés par ces autres comptes et fonds d'investissement ne seront pas disponibles pour le Compartiment. Ainsi, la performance du Compartiment peut différer, parfois de façon importante, de la performance de ces autres comptes et fonds d'investissement, et les investisseurs potentiels ne devraient pas tenir compte de la performance de ces derniers dans le cadre de leur investissement dans le Compartiment.

6.3 Dépendance vis-à-vis de Peter M. Schoenfeld

Le Compartiment dépend particulièrement de la capacité d'investissement de M. Peter M. Schoenfeld, Président Directeur Général (*Chairman and Chief Executive*) du Gestionnaire Financier. Les perspectives du Compartiment pourraient donc être fortement impactées en

cas de décès ou d'incapacité de M. Schoenfeld, ou de son retrait de la surveillance des Opérations liées à des Evénements si son remplacement adéquat ne pouvait être effectué.

6.4 **Prime de Rendement au Gestionnaire Financier**

Le Gestionnaire Financier est habilité à recevoir une prime de rendement, telle que décrite ci-dessous, sur la performance du Compartiment. Cette prime peut inciter le Gestionnaire Financier à réaliser des placements plus risqués et plus spéculatifs qu'il ne le ferait en l'absence d'un tel arrangement. De plus, ces primes de rendement étant calculées sur un base qui inclut les plus-values non réalisées des actifs du Compartiment, elles peuvent s'avérer plus conséquentes que si elles étaient basées uniquement sur les plus-values réalisées.

6.5 **Coûts relatifs à l'Investissement dans le Compartiment**

Les investisseurs supporteront des frais significatifs eu égard à l'établissement et au fonctionnement du Compartiment, y compris des frais relatifs aux activités d'investissement du Gestionnaire Financier lors de sa gestion du Portefeuille de Référence. Ces frais peuvent être supérieurs aux commissions et frais de véhicules d'investissement comparables et peuvent avoir un impact négatif sur la valeur de tout investissement dans le Compartiment.

Morgan Stanley peut s'exposer à des coûts lors de la couverture de ses obligations au titre des opérations de Swap. Tout coût supporté par Morgan Stanley dans le cadre du déploiement de sa stratégie de couverture (y compris les coûts et commissions du Gestionnaire Financier y afférents), payé ou remboursé par Morgan Stanley, sera finalement supporté par le Compartiment à titre de coûts en vertu du Swap.

6.6 **Sélection des Courtiers**

Le Gestionnaire Financier peut faire l'objet de conflits d'intérêts concernant sa sélection de courtiers au nom du Compartiment. Les opérations de portefeuille pour le Compartiment seront attribuées à des courtiers sur la base, entre autres, de la meilleure exécution et, par conséquent, en tenant compte de la capacité d'un courtier à exécuter ces opérations, de son équipement, de sa fiabilité et de sa responsabilité financière, ainsi que de la provision ou le paiement par le courtier des coûts de recherche et de services liés à la recherche. Le Gestionnaire Financier peut conclure des accords de commissions en nature (*soft dollar arrangements*) concernant le Portefeuille de Référence, et peut conclure de tels accords concernant le Compartiment. Une reprise d'une part des commissions facturées par un courtier concernant l'achat ou la vente de titres du Compartiment sera payée au Compartiment, la reprise d'une part des commissions facturées par un courtier concernant les autres comptes et fonds d'investissement du Gestionnaire Financier peut être réparti équitablement entre les autres comptes et fonds du Gestionnaire Financier. Ces accords favoriseront la prestation de services d'investissement rendue au Compartiment, et peuvent inclure, sans s'y limiter, des injections de capital, un support marketing, des conseils en matière de technologies, d'opérations ou d'équipement, et d'autres biens et services. De tels biens et services peuvent influencer le choix du Gestionnaire Financier en matière de courtiers.

De plus, le Gestionnaire Financier s'est engagé à utiliser les sociétés affiliées de la Société pour une part significative des services relatifs aux activités d'investissement. Cet engagement peut affecter la qualité et le coût de ces services, étant donné l'absence d'un marché concurrentiel pour de tels services.

6.7 Diversification Limitée

Bien que le Gestionnaire Financier entende créer un portefeuille d'investissements diversifié, tel que requis par le Règlement, et qu'il agisse en conformité avec le Règlement, le portefeuille du Compartiment pourrait s'avérer fort concentré, par exemple, sur un émetteur, un secteur d'activités, un secteur géographique, un pays ou une région géographique. Une telle concentration peut accroître les pertes encourues par le Compartiment. De plus, il est possible que le Gestionnaire Financier sélectionne des investissements qui soient concentrés sur un nombre ou un type limité d'instruments financiers. Cette diversification limitée pourrait exposer le Compartiment à des pertes disproportionnées par rapport aux mouvements du marché en général si les mouvements de prix de ces instruments financiers étaient bien plus défavorables et disproportionnés.

6.8 Opérations liées à des Événements (*Event-Oriented*) et Investissements liés à des Situations Spéciales

Le Gestionnaire Financier souhaite que le Compartiment participe à des opérations liées à des événements (*event-oriented*) et à des investissements liés à des situations spéciales, ce qui inclut généralement l'achat de titres d'une société ayant annoncé un événement significatif. Le prix offert pour les titres d'une société impliquée dans une opération annoncée représente généralement une prime significative supérieure au prix du marché avant l'annonce de l'opération. Ainsi, la valeur de ces titres détenus par le Compartiment chutera si la transaction proposée n'est pas finalisée et que le prix du marché de ces titres retourne à un niveau comparable au prix antérieur à l'annonce de l'opération. En outre, la différence entre le prix payé par le Compartiment pour les titres d'une société impliquée dans une opération annoncée et la valeur escomptée à recevoir pour de tels titres au moment de la finalisation de la transaction sera bien souvent très mince. S'il s'avère que l'opération proposée est susceptible de ne pas être finalisée, ou finalement ne soit pas finalisée ou soit reportée, le prix du marché des titres subira généralement un impact défavorable, dépassant parfois le profit escompté par le Compartiment. De plus, quand le Compartiment a une position courte sur les titres qu'il prévoit de recevoir dans le cadre d'un échange ou d'une fusion, et que l'opération proposée n'est pas finalisée, le Compartiment peut être contraint de couvrir cette position courte sur le marché à un prix supérieur à sa position initiale, et d'encourir ainsi une perte. Si le Compartiment a une position courte sur les titres faisant l'objet d'une offre publique d'achat au comptant ou d'une fusion au comptant, et que la transaction est finalisée, le Compartiment peut également être contraint de couvrir cette courte position à perte.

Si le Compartiment a acheté des options de vente sur les titres qu'il prévoit de recevoir dans le cadre d'un échange ou d'une fusion, et que l'opération n'est pas finalisée, le prix d'exercice des options de vente détenues par le Compartiment peut s'avérer inférieur au prix du marché des titres sous-jacents, ce qui signifie que le coût des options peut ne pas être récupéré. Si le Compartiment a acheté des options de vente sur des titres faisant l'objet d'une offre publique d'achat au comptant ou d'une fusion au comptant, et que l'opération est finalisée, le Compartiment peut également ne pas exercer ses options et ainsi perdre les primes qu'il a versées. Du fait que les options expirent à des dates définies, si la finalisation d'une opération est reportée au-delà de la date de maturité d'une option de vente détenue par le Compartiment, ce dernier peut perdre le bénéfice anticipé de l'option.

Le Compartiment peut considérer que le prix de vente d'un titre faisant l'objet d'un appel d'offre est susceptible d'être revu à la hausse, aussi bien par l'acheteur initial que par une autre partie. Dans ces circonstances, la Société peut acheter des titres au-dessus du prix de vente, ces acquisitions étant alors soumises au risque supplémentaire que le prix ne soit pas revu à la hausse ou que l'offre soit retirée.

La finalisation de fusions et d'offres publiques d'achat et d'échange peut être entravée ou reportée pour diverses raisons, y compris : (i) l'opposition des dirigeants ou actionnaires de la société cible, ce qui entraîne le plus souvent un renvoi en justice pour faire exécuter

l'opération ; (ii) l'intervention d'une autorité de réglementation ; (iii) les efforts de la société cible pour poursuivre une stratégie « défensive », y compris une fusion avec, ou une offre publique d'achat amicale par une société autre que l'offrant ou ; (iv) dans le cas d'une fusion, l'échec pour obtenir les approbations nécessaires des actionnaires ; (v) les conditions de marché entraînant des variations significatives des prix des titres ; (vi) la conformité avec toutes les lois sur les titres en vigueur ; et (vi) l'incapacité d'obtenir le financement adéquat.

La plupart du temps, une offre publique d'achat ou d'échange s'effectuera sur moins que la totalité des titres en circulation d'un émetteur, ou un prix supérieur sera proposé pour un nombre limité de titres sous réserve que, si un nombre plus important est proposé, les titres soient acceptés au *pro rata*. Ainsi, une part des titres offerts par le Compartiment peut ne pas être acceptée et peut être retournée au Compartiment. Après finalisation de l'offre d'achat, le prix du marché des titres peut avoir chuté en dessous du coût supporté par le Compartiment, et la vente de titres retournés peut entraîner une perte.

Le Compartiment peut investir et négocier des titres de sociétés qu'il considère sous-évalués car, bien que ces sociétés ne fassent pas l'objet d'une offre publique d'achat, de fusion ou d'acquisition officielle, le Gestionnaire Financier peut les percevoir comme des candidates potentielles pour ce type d'opération. Dans ce cas, si l'opération anticipée n'a pas lieu, le Compartiment peut vendre les titres à perte.

6.9 Investissements dans des Titres en Difficulté (*Distressed Securities*)

Le Compartiment investit dans des titres et des obligations qualifiés « *below investment grade* » émis par des sociétés nationales et non américaines en situation financière difficile, enregistrant de faibles résultats d'exploitation, affichant d'importants besoins en capital ou un résultat net déficitaire, faisant face à des problèmes de concurrence particulière ou à la désuétude de ses produits, y compris des sociétés en faillite ou engagées dans une procédure de restructuration et de liquidation. Ces titres peuvent s'avérer particulièrement risqués, mais également générer des rendements proportionnellement élevés. Les actions de certaines de ces sociétés peuvent ne pas être cotées ou négociées sur un marché public, il peut donc être difficile d'obtenir des informations quant à la situation réelle de ces émetteurs. De plus, la liquidité des marchés peut parfois s'avérer limitée pour ces titres. Ces titres peuvent également subir l'impact défavorable de lois relatives, notamment, aux transferts frauduleux et autres transferts ou paiements résiliables, à la responsabilité du prêteur et au pouvoir des tribunaux de rejeter, réduire, subordonner ou exclure des demandes particulières. Les titres de telles sociétés peuvent être considérés comme spéculatifs, et la capacité de ces sociétés à payer leurs dettes dans les délais pourrait être impactée par des variations de taux d'intérêt défavorables, une modification du contexte économique général, des facteurs économiques affectant un secteur spécifique ou des évolutions particulières au sein de ces sociétés. De plus, l'investissement du Compartiment dans un instrument n'est soumis à aucune note de crédit minimum, et une part significative des investissements du Compartiment peut être de qualité inférieure à « *investment grade* ». Chacun ou l'ensemble des émetteurs des titres dans lesquels le Compartiment peut investir, peut ne pas réussir ou n'afficher aucun rendement sur une longue période de temps. Le niveau de sophistication analytique, aussi bien financier que juridique, nécessaire pour un investissement fructueux dans des sociétés se heurtant à des difficultés financières et opérationnelles significatives, est élevé. Lors de toute procédure de restructuration ou de liquidation concernant une société dans laquelle le Compartiment investit, le Compartiment peut perdre l'intégralité de son placement, peut être contraint d'accepter des liquidités ou des titres ayant une valeur inférieure à l'investissement original du Compartiment, peut être contraint d'accepter des titres qui ne sont pas des actifs éligibles aux OPCVM et/ou peut être contraint d'accepter un paiement sur une période de temps prolongée. Dans de telles circonstances, les rendements générés par les investissements du Compartiment peuvent ne pas compenser correctement les risques pris par le Compartiment.

En cas de liquidation (en faillite ou non) et de toute autre forme de restructuration d'entreprise, le risque existe que la restructuration échoue (en raison, par exemple, de l'échec pour obtenir les approbations requises), ou soit différée (par exemple, jusqu'à ce

que plusieurs responsabilités, réelles ou contingentes, aient été satisfaites) ou résulte en une distribution de liquidités ou d'un nouveau titre dont la valeur sera inférieure au prix d'achat supporté par le Compartiment pour le titre à l'égard duquel une telle distribution a été effectuée.

Dans le cadre de certaines transactions, le Compartiment peut ne pas être « couvert » contre les fluctuations du marché, ou dans des situations de liquidation, peut ne pas évaluer avec précision les actifs de la société en liquidation. Ceci peut se traduire par des pertes, même si l'opération en capital est finalisée.

Les sociétés en difficulté et autres investissements basés sur des actifs requièrent également un contrôle actif et peuvent parfois exiger une participation du Gestionnaire Financier dans les procédures de stratégie ou de restructuration de la société. Dans la mesure où le Gestionnaire Financier s'implique dans de telles procédures, le Compartiment bénéficie d'une participation plus active dans les activités de l'émetteur que celle habituellement assumée par un investisseur. De plus, l'engagement du Compartiment dans la procédure de restructuration d'un émetteur pourrait donner lieu à l'imposition de restrictions limitant la capacité du Compartiment à liquider sa position dans l'émetteur.

6.10 **Risques Associés aux Faillites**

Dans le cas d'une faillite, de nombreux événements sont défavorables et souvent hors de contrôle des créanciers. Tandis que les créanciers ont généralement l'opportunité de protester contre des actions significatives, il n'y a aucune garantie que les tribunaux n'approuvent pas des actions qui peuvent s'opposer aux intérêts du Compartiment. En outre, dans certains cas les créanciers et détenteurs d'actions peuvent perdre leur rang et leur priorité s'ils sont considérés comme s'étant emparés de la gestion et du contrôle opérationnel et fonctionnel d'un débiteur.

En règle générale, la durée d'une faillite ne peut être estimée que de manière approximative. La restructuration d'une société implique habituellement le développement et la négociation d'un plan de restructuration, l'approbation du plan par les créanciers et la confirmation des tribunaux. Cette procédure peut entraîner d'importants frais juridiques, professionnels et administratifs pour la société et le Compartiment ; elle est sujette à des retards imprévisibles et prolongés ; et au cours de la procédure, la position concurrentielle de la société peut s'affaiblir, les dirigeants clés peuvent partir et la société peut ne pas être capable d'investir de manière adéquate. Dans certains cas, la société peut être dans l'incapacité de se restructurer et peut être contrainte de liquider des actifs. Même si le Compartiment investira essentiellement dans la dette, la dette de sociétés faisant face à des restructurations financières, dans la plupart des cas, ne paiera pas les intérêts courants, n'accumulera pas d'intérêts pendant la procédure de restructuration et pourra être affectée négativement par une érosion des valeurs fondamentales de l'émetteur. De tels investissements peuvent entraîner une perte totale du principal.

Investir dans la dette de sociétés en difficulté financière domiciliées hors des Etats-Unis implique des risques supplémentaires. Le droit et la procédure de faillite peuvent changer de façon significative par rapport à ceux des Etats-Unis, ce qui accroît l'incertitude quant aux droits des créanciers, à la mise en application de tels droits, à la durée de la restructuration, et à la classification, à l'ancienneté et au traitement des demandes. Dans certains pays en développement, malgré la promulgation de lois sur la faillite, la procédure de restructuration reste très incertaine.

Le droit américain en matière de faillite permet de classer les demandes « substantiellement similaires » en déterminant la classification des demandes dans le cadre d'une restructuration en vue de voter un plan de restructuration. La norme de classification étant vague, il existe un risque que l'influence du Compartiment au regard d'une classe de titres puisse disparaître avec l'augmentation du nombre et du montant des demandes, ou autre manipulation arbitraire, de cette classe. De plus, les coûts et demandes de certains administrateurs bénéficiant d'une priorité en vertu de la loi sur les demandes de certains créanciers (par exemple, les réclamations fiscales) peuvent être assez conséquents.

Les frais administratifs relatifs à une procédure de faillite sont généralement élevés et seront payés sur les biens du débiteur avant tout remboursement aux créanciers (autres que les actifs ou revenus qui sont sujets à des droits de rétention valides et applicables et autres intérêts de sécurité) et aux détenteurs d'actions. De plus, certaines demandes bénéficiant d'une priorité en vertu de la loi sur les demandes de certains créanciers (par exemple, les réclamations fiscales) peuvent être assez conséquentes.

Le Gestionnaire Financier peut, au nom du Compartiment et de ses autres comptes et fonds d'investissement, décider de faire partie, directement ou via une société affiliée, de comités de créanciers, de comités d'actionnaires ou d'autres groupes, afin d'assurer la préservation ou l'amélioration de la position du Compartiment en tant que créancier ou détenteur d'actions. De plus, une part des actifs du Compartiment sera investie dans des titres et des prêts à la liquidité restreinte. Le membre d'un tel comité ou groupe peut être redevable de certaines obligations généralement à l'ensemble des parties dans une situation similaire que le comité représente. Si le Gestionnaire Financier juge que ses obligations envers les autres parties en tant que membre d'un comité ou d'un groupe entrent en conflit avec ses devoirs à l'égard du Compartiment, il peut démissionner de ce comité ou groupe, et le Compartiment peut ne pas bénéficier des avantages, le cas échéant, de sa participation dans ce comité ou groupe. En outre, si tel que mentionné ci-dessus, le Compartiment est représenté dans un comité ou un groupe, il peut être soumis, conformément au droit applicable, à une restriction ou une interdiction de céder ses investissements dans cette société tant qu'il continuera à être représenté dans ce comité ou un groupe.

Le Compartiment peut acheter des demandes de créanciers suite à l'ouverture d'une procédure de faillite. Sous réserve de décisions judiciaires, un tel achat peut être refusé par les tribunaux s'ils jugent que l'acheteur a tiré un avantage injuste d'un vendeur inexpérimenté, ce qui peut entraîner l'annulation de la transaction (le plus souvent au prix d'achat original) ou sa confiscation.

6.11 **Subordination Equitable**

Conformément aux principes du droit commun qui, dans certains cas, servent de base aux demandes de responsabilité des prêteurs, si un prêteur (i) prend des mesures intentionnelles qui entraînent la sous-capitalisation d'un emprunteur ou d'un émetteur au détriment d'autres créanciers de cet emprunteur ou émetteur ; (ii) s'engage dans une autre conduite inéquitable au détriment de ces autres créanciers ; (iii) participe à une fraude à l'égard de, ou d'une représentation erronée de ces autres créanciers ; ou (iv) use de son influence en tant qu'actionnaire pour dominer ou prendre le contrôle d'un emprunteur ou émetteur au détriment d'autres créanciers de cet emprunteur ou émetteur, un tribunal peut alors décider de subordonner la demande de ce prêteur ou créancier aux demandes du ou des créanciers défavorisés (mesure appelée la « subordination équitable »). Le Compartiment n'entend pas participer à un processus pouvant être à l'origine d'une action satisfaite basée sur la doctrine de subordination équitable ; cependant, du fait de la nature des titres de créances, le Compartiment peut faire l'objet d'une demande des créanciers d'un débiteur pour que les titres de créances de ce débiteur qui sont détenus par l'émetteur soient équitablement subordonnés.

6.12 **Opérations de Couverture**

Le Gestionnaire Financier n'est nullement tenu de couvrir les positions du portefeuille au sein du Compartiment et, pour diverses raisons, peut juger de ne pas le faire. De plus, le Gestionnaire Financier peut ne pas anticiper un risque particulier et le couvrir en conséquence. Le Compartiment peut utiliser des instruments financiers afin de : (i) se protéger contre les variations possibles de la valeur de marché du portefeuille d'investissement du Compartiment à la suite de fluctuations sur les marchés boursiers et de variations des taux d'intérêt ; (ii) protéger les plus-values non réalisées du portefeuille d'investissement du Compartiment ; (iii) faciliter la vente de tout investissement ; (iv) améliorer ou préserver les rendements, *spreads* ou plus-values de tout investissement dans

le portefeuille du Compartiment ; (v) couvrir les actifs et passifs du Compartiment contre les risques de taux d'intérêt ou de taux de change ; (vi) se protéger contre une hausse du prix des titres que le Compartiment prévoit d'acheter à une date ultérieure ; ou (vii) pour toute autre raison considérée appropriée par le Gestionnaire Financier.

Le succès de la stratégie de couverture du Compartiment dépend de la capacité du Gestionnaire Financier à évaluer correctement le degré de corrélation entre la performance des instruments utilisés à dans la stratégie de couverture et la performance des investissements dans le portefeuille faisant l'objet de la couverture. Puisque les caractéristiques de nombreux titres changent tandis que les marchés changent et que le temps passe, le succès de la stratégie de couverture du Compartiment dépend également de la capacité du Gestionnaire Financier à sans cesse recalculer, réajuster et réaliser des opérations de couverture d'une manière efficace et opportune. Même si le Compartiment peut conclure des opérations de couverture en vue de réduire les risques, ces opérations peuvent entraîner pour le Compartiment une performance globale plus faible que s'il n'avait pas conclu de telles opérations de couverture. Pour diverses raisons, le Gestionnaire Financier peut ne pas chercher à établir une corrélation parfaite entre de tels instruments de couverture et les titres du portefeuille qui sont couverts. Une corrélation imparfaite peut empêcher le Compartiment d'atteindre la couverture visée ou exposer le Compartiment à un risque de perte. L'utilisation réussie d'opérations de couverture et de gestion des risques nécessite des compétences qui complètent celles requises pour la sélection des titres du portefeuille du Compartiment.

6.13 **Vente à Découvert**

Il est interdit au Compartiment de pratiquer directement la vente à découvert de titres et il ne peut en effectuer qu'en ayant recours aux IFD. Cela n'est pas interdit au Portefeuille de Référence (qui peut pratiquer la vente à découvert, soit directement, soit en ayant recours aux IFD), et le Compartiment sera ainsi exposé aux stratégies de vente à découvert menées par le Gestionnaire Financier. La vente à découvert implique de vendre des titres que l'on ne possède pas, et de les emprunter pour les livrer à l'acheteur, avec l'obligation de remplacer lesdits titres empruntés à une date ultérieure. La vente à découvert permet à un investisseur de bénéficier de la baisse des cours sur les marchés sous réserve que cette baisse dépasse les coûts de l'opération et le coût d'emprunt des titres. Le niveau d'exposition du Compartiment à la vente à découvert dépend de la capacité du Gestionnaire Financier à détecter des opportunités. Une vente à découvert crée un risque de perte théoriquement illimité, dans la mesure où le cours du titre sous-jacent peut en théorie augmenter indéfiniment, augmentant ainsi le coût supporté par le Compartiment pour éliminer son exposition à cette position courte. De plus, rien ne garantit que le Portefeuille de Référence pourra maintenir la capacité d'emprunter des titres vendus à découvert. Si tel est le cas, le Portefeuille de Référence peut être « racheté » (contraint de racheter les titres sur le marché ouvert pour les livrer au prêteur). Rien ne garantit non plus que les titres nécessaires pour couvrir une position à découvert soient disponibles à l'achat à un prix identique ou proche du marché. Acheter des titres en vue de conclure une position à découvert peut en lui-même entraîner la hausse du cours des titres, et ainsi accroître la perte.

Un certain nombre de juridictions impose des obligations d'informations et/ou des interdictions fermes en matière de ventes à découvert, et il est probable que d'autres juridictions imposent dans le futur des exigences similaires. Ces exigences peuvent avoir un impact négatif sur la capacité du Compartiment à obtenir des positions courtes sur certains titres.

6.14 **Commission de Performance – Absence d'égalisation – Actions de Classe C, de Classe P et de Classe R**

La méthode utilisée pour le calcul des commissions de performance relatives aux Actions de Classe C, de Classe P et de Classe R (tel que défini dans ce supplément) peut entraîner des inégalités entre les Actionnaires concernant le paiement des commissions de performance (certains investisseurs payant des commissions de performance largement

supérieures dans certains cas) et peut consister pour certains Actionnaires à avoir à tout moment plus de capital sous risque que les autres (car aucune méthode d'égalisation n'est utilisée au regard du calcul des commissions de performance).

7. CONFLITS D'INTERETS

Le Compartiment sera sujet à un certain nombre de conflits d'intérêts réels et potentiels engageant le Gestionnaire Financier et ses sociétés affiliées. Toutefois, le Gestionnaire Financier et ses sociétés affiliées ont tout intérêt à ce que la valeur des actifs du Compartiment augmente, et le simple fait qu'un conflit d'intérêts réel ou potentiel existe ne signifie pas qu'il sera exploité au détriment du Compartiment.

Le Gestionnaire Financier ou ses sociétés affiliées fournissent également des services de conseil en investissement à d'autres comptes et fonds d'investissement qui suivent des programmes d'investissement similaires ou différents de celui du Compartiment et dans lesquels le Compartiment n'aura aucun intérêt (les « Autres Comptes de PSAM »). Le Gestionnaire Financier et ses sociétés affiliées s'engageront à fournir des services de gestion d'investissement aux Autres Comptes de PSAM d'une manière qui soit cohérente avec leurs devoirs à l'égard du Compartiment. Les Autres Comptes de PSAM pourront co-investir avec la Société, à titre parallèle, dans les investissements du portefeuille aux mêmes conditions et modalités que le Compartiment, sous réserve de se conformer aux dispositions légales, fiscales ou réglementaires, et répartiront généralement les frais de façon proportionnelle.

Les opérations et stratégies de portefeuille que le Gestionnaire Financier et/ou ses sociétés affiliées utilise(nt) pour d'Autres Comptes de PSAM pourraient entrer en conflit avec les opérations et stratégies d'investissement employées par le Gestionnaire Financier dans le cadre de sa gestion du Compartiment, et impacter de façon négative les cours et disponibilités des titres et autres instruments financiers dans lesquels le Compartiment investit ou pourrait chercher à investir. Le Gestionnaire Financier peut vendre ou recommander la vente, et peut acheter ou recommander l'achat d'un titre spécifique pour certains mais pas tous les comptes (y compris d'Autres Comptes de PSAM dans lesquels le Gestionnaire Financier ou ses agents ou employés peuvent avoir un intérêt), ou agir autrement concernant la chronologie ou la nature des actions prises relativement au Compartiment et; en conséquence, les opérations d'un compte particulier, y compris le Compartiment, peuvent diverger des opérations dans d'Autres Comptes de PSAM. Le Compartiment peut acheter des titres ou autres instruments financiers d'un émetteur qui soient d'un rang inférieur ou supérieur aux titres ou instruments financiers du même émetteur détenus par d'Autres Comptes de PSAM (ex. : un Autre Compte de PSAM peut acheter une dette subordonnée tandis que le Compartiment peut acquérir des actions). Le Gestionnaire Financier reconnaît que des conflits peuvent naître de telles situations et s'efforcera de traiter tous les comptes de façon juste et équitable.

Le Gestionnaire Financier et ses associés, responsables et employés consacreront autant de temps que possible aux activités du Compartiment qu'ils le jugent nécessaires et appropriées. Le Gestionnaire Financier et ses sociétés affiliées ne font pas l'objet de restrictions pour conseiller d'Autres Comptes de PSAM, entrer dans d'autres relations de conseil en investissement ou s'engager dans d'autres activités d'affaires, et ce même si ces activités peuvent entrer en compétition avec le Compartiment et/ou impliquent beaucoup de temps et de ressources de la part du Gestionnaire Financier. Ces activités peuvent être perçues comme sources de conflits d'intérêts dans le sens où le temps et les efforts de l'équipe d'investissement ne seront pas exclusivement consacrés à l'activité du Compartiment mais seront répartis entre l'activité du Compartiment et la gestion des actifs des Autres Comptes de PSAM et autres activités du Gestionnaire Financier. Même si ces personnes chercheront à limiter ces conflits en respectant leurs devoirs envers le Compartiment et ces Autres Comptes de PSAM, rien ne garantit que l'engagement dans de telles positions n'aura aucun impact sur la réalisation des responsabilités de ces personnes envers le Compartiment.

Lorsqu'il s'avère opportun pour le Compartiment et un ou plusieurs comptes d'investissement gérés par le Gestionnaire Financier ou ses sociétés affiliées, de participer à un investissement, le Gestionnaire Financier tentera de répartir cette opportunité entre tous les comptes d'investissement participants, y compris le Compartiment, de façon équitable, en tenant compte de facteurs comme les montants relatifs de capital disponible pour de nouveaux investissements, l'exposition relative aux tendances de marché à court terme, et les programmes d'investissement et les positions en portefeuille du Compartiment et des entités affiliées concernés par cette opportunité de participation. Nonobstant ce qui précède, une opportunité d'investissement peut être allouée sur une base différente si l'ensemble des fonds et comptes participants reçoit un traitement juste et équitable tel que déterminé par le Gestionnaire Financier. Des ordres peuvent être combinés pour tous ces comptes, et peuvent être alloués sur la base d'un prix moyen. De la même façon, si un ordre au nom de plus d'un compte ne peut être pleinement exécuté aux conditions de marché en vigueur, les titres peuvent être répartis entre les différents comptes sur une base que le Gestionnaire Financier et ses sociétés affiliées considèrent équitable.

Dans certaines conditions limitées, le Gestionnaire Financier peut ne pas pouvoir allouer une partie de l'ordre au Compartiment ou à un ou plusieurs Autres Comptes de PSAM en raison de restrictions en matière d'investissement minimum ou de frais excessifs. Pour cette raison, le Gestionnaire Financier constituera ponctuellement des structures *ad hoc* dans lesquelles le Compartiment (si éligible) et/ou un ou plusieurs Autres Comptes de PSAM participeront eu égard à ces opérations.

Le Compartiment peut participer à des opérations de mandant, mandant-mandataire et pour le compte de tiers avec des sociétés affiliées du Gestionnaire Financier dans la limite autorisée par les lois sur les titres en vigueur. Les membres du Conseil d'Administration qui ne sont pas affiliés au Gestionnaire Financier jugeront, et approuveront ou n'approuveront pas, dans les limites requises par la loi, les opérations de mandant et autres opérations avec des entités apparentées impliquant le Gestionnaire Financier ou ses sociétés affiliées.

8. POLITIQUE EN MATIERE DE DIVIDENDES

Les Administrateurs n'entendent pas déclarer de dividende à l'égard de toute Classe d'Actions. Tout bénéfice distribuable sera rapporté aux actifs du Compartiment et reflété dans la Valeur Liquidative de la Classe d'Actions concernée.

9. PRINCIPALES INFORMATIONS POUR L'ACHAT ET LA VENTE

Devise de Base

Euro

Classes d'Actions

Les actions du Compartiment seront disponibles dans les différentes Classes suivantes :

Classe	Dénomination de la Devise	Actions Couvertes contre le Risque de Change	Prix d'Emission Initial par Action	Montant Minimum de Souscription Initiale	Frais de Gestion	Commission de Performance	Montant Minimum de Souscription Ulérieure / de Rachat	Détention Minimum (nombre d'Actions)
Actions en EUR de Classe A	Euro	Non	1 000 €	10 000 €	2,5 %	15 %	1 000 €	N/A
Actions en USD de Classe A	Dollar US	Oui	1 000 \$	10 000 \$	2,5 %	15 %	1 000 \$	N/A

Classe	Dénomination de la Devise	Actions Couvertes contre le Risque de Change	Prix d'Emission Initial par Action	Montant Minimum de Souscription Initiale	Frais de Gestion	Commission de Performance	Montant Minimum de Souscription Ulérieure / de Rachat	Détention Minimum (nombre d'Actions)
Actions en GBP de Classe A	Livre Sterling	Oui	1 000 £	10 000 £	2,5 %	15 %	1 000 £	N/A
Actions en EUR de Classe B	Euro	Non	1 000 €	1 000 000 €	1 %	10 %	10 000 €	1 000 Actions
Actions en USD de Classe B	Dollar US	Oui	1 000 \$	1 000 000 \$	1 %	10 %	10 000 \$	1 000 Actions
Actions en GBP de Classe B	Livre Sterling	Oui	1 000 £	1 000 000 £	1 %	10 %	10 000 £	1 000 Actions
Actions en EUR de Classe C	Euro	Non	1 000 €	10 000 €	2,5 %	15 %	1 000 €	N/A
Actions en USD de Classe C	Dollar US	Oui	1 000 \$	10 000 \$	2,5 %	15 %	1 000 \$	N/A
Actions en GBP de Classe C	Livre Sterling	Oui	1 000 £	10 000 £	2,5 %	15 %	1 000 £	N/A
Actions en EUR de Classe I	Euro	Non	1 000 €	1 000 000 €	1,5 %	15 %	10 000 €	1 000 Actions
Actions en USD de Classe I	Dollar US	Oui	1 000 \$	1 000 000 \$	1,5 %	15 %	10 000 \$	1 000 Actions
Actions en GBP de Classe I	Livre Sterling	Oui	1 000 £	1 000 000 £	1,5 %	15 %	10 000 £	1 000 Actions
Actions en SEK de Classe I	Couronne Suédoise	Oui	1 000 SEK	1 000 000 SEK	1,5 %	15 %	10 000 SEK	1 000 Actions
Actions en JPY de Classe I	Yens Japonais	Oui	1 000 JPY	100 000 000 JPY	1,5 %	15 %	100 000 JPY	100 000 Actions
Actions en EUR de Classe P	Euro	Oui	1 000 €	250 000 €	1,5 %	15 %	10 000 €	250 Actions
Actions en USD de Classe P	Dollar US	Oui	1 000 \$	250 000 \$	1,5 %	15 %	10 000 \$	250 Actions
Actions en GBP de Classe P	Livre Sterling	Oui	1 000 £	250 000 £	1,5 %	15 %	10 000 £	250 Actions
Actions en SEK de Classe P	Couronne Suédoise	Oui	1 000 SEK	1 000 000 SEK	1,5 %	15 %	10 000 SEK	250 Actions

Classe	Dénomination de la Devise	Actions Couvertes contre le Risque de Change	Prix d'Emission Initial par Action	Montant Minimum de Souscription Initiale	Frais de Gestion	Commission de Performance	Montant Minimum de Souscription Ulérieure / de Rachat	Détention Minimum (nombre d'Actions)
Actions en EUR de Classe S	Euro	Non	1 000 €	100 000 000 €	1 %	13 %	5 000 000 €	100 000 Actions
Actions en USD de Classe S	Dollar US	Oui	1 000 \$	100 000 000 \$	1 %	13 %	5 000 000 \$	100 000 Actions
Actions en GBP de Classe S	Livre Sterling	Oui	1 000 £	100 000 000 £	1 %	13 %	5 000 000 £	100 000 Actions
Actions en JPY de Classe S	Yens Japonais	Oui	1 000 JPY	10 000 000 000 JPY	1,0 %	13 %	100 000 JPY	10 000 000 Actions
Actions en USD de Classe R	Dollar US	Oui	1 000 \$	100 000 000 \$	1 %	13 %	5 000 000 \$	100 000 Actions
Actions en EUR de Classe R	Euro	Non	1 000 €	100 000 000 €	1 %	13 %	5 000 000 €	100 000 Actions
Actions en JPY de Classe R	Yens Japonais	Oui	1 000 JPY	10 000 000 000 JPY	1,0 %	13 %	100 000 JPY	10 000 000 Actions
Actions en GBP de Classe R	Livre Sterling	Oui	1 000 £	100 000 000 £	1 %	13 %	5 000 000 £	100 000 Actions
Actions en USD de Classe E	Dollar US	Oui	1 000 \$	50 000 \$	N/A	N/A	10 000 \$	N/A
Actions en EUR de Classe E	Euro	Non	1 000 €	50 000 €	N/A	N/A	10 000 €	N/A
Actions en GBP de Classe E	Livre Sterling	Oui	1 000 £	50 000 £	N/A	N/A	10 000 £	N/A

Le Gestionnaire Financier peut, à son entière discrétion, augmenter, abaisser ou renoncer aux limites précitées. Les Actionnaires seront notifiés de tout changement permanent quant au Montant Minimum de Souscription Initiale, au Montant Minimum de Souscriptions Ulérieures, à la Détention Minimum et/ou au Montant Minimum de Rachat. La Société a le pouvoir de procéder au rachat des actions restantes détenues par tout Actionnaire qui procède au rachat de ses Actions dans toute Classe d'Actions en dessous de la Détention Minimum (ou son équivalent dans une devise équivalente, le cas échéant).

Les Actions de la Classe B libellées en EUR, USD et GBP ont constitué les classes d'actions initiales de l'investisseur et sont dorénavant fermées à toutes nouvelles souscriptions.

Les Actions de Classe E libellée en USD, en EUR et en GBP ne seront accessibles qu'aux investisseurs ayant conclu avec le Gestionnaire Financier des accords sur commissions distincts.

Les Classes d'Actions libellées en USD, GBP, JPY et SEK sont des Classes d'Actions Couvertes contre le Risque de Change. Concernant les Classes d'Actions Couvertes contre le Risque de Change, le Gestionnaire Financier cherchera à couvrir le risque de fluctuation des devises entre la Devise de Base du Compartiment et la devise dans laquelle la Classe d'Actions Couvertes contre le Risque de Change concernée est libellée. Les investisseurs dans des Classes d'Actions libellées en USD, GBP, JPY et SEK sont priés de consulter la description et les risques relatifs aux Classes d'Actions Couvertes contre le Risque de Change à la section du Prospectus intitulée « Facteurs de risque ».

Les investisseurs doivent souscrire dans une Classe d'Actions dans la devise dans laquelle cette Classe d'Actions est libellée. Les paiements des rachats sont également effectués dans la devise dans laquelle la Classe d'Actions concernée est libellée.

Les Administrateurs peuvent, à leur entière discrétion, renoncer aux montants minimums mentionnés ci-dessus, soit de manière générale, soit au regard de souscriptions ou rachats spécifiques.

Période d'Offre Initiale

Les Actions de Catégorie A en GBP, de Catégorie A en USD, de Catégorie A en EUR, de Catégorie B en USD, de Catégorie B en GBP, de Catégorie E en EUR, de Catégorie E en GBP, de Catégorie I en SEK, de Catégorie S en USD, de Catégorie S en EUR et de Catégorie S en GBP sont disponibles à la souscription de 9h00 (heure irlandaise) le 24 juillet jusqu'à 17h30 (heure irlandaise) le 23 janvier 2018, cette période pouvant être écourtée ou prolongée par les Administrateurs conformément aux exigences de la Banque centrale.

Toutes les autres Classes d'Actions sont émises à leur Valeur Liquidative par Action chaque Jour de négociation.

Rachat en nature

Indépendamment de la section du Prospectus intitulée « Rachat d'actions », toute demande de rachat d'actions que les Administrateurs estimerait devoir être réglée en totalité ou en partie par une distribution en nature de titres du Compartiment plutôt qu'en numéraire devra obtenir le consentement de l'Actionnaire. L'allocation d'actifs sera soumise à l'approbation du Dépositaire.

Si l'Actionnaire exige que le Compartiment, au lieu de transférer ces actifs, prenne des dispositions pour leur vente, le produit net de la vente, déduction faite des droits et taxes, sera versé à l'Actionnaire en question. Les Actionnaires doivent demander la vente de ces actifs par le biais d'une demande écrite dans les trois jours ouvrables suivant la notification de la distribution en nature par le Compartiment. Les Actionnaires qui recevraient des titres plutôt que du numéraire lors du rachat doivent noter qu'ils peuvent encourir des frais de courtage et/ou d'impôts locaux sur la vente des titres. En outre, le produit net de la vente par l'Actionnaire rachetant les titres peut être supérieur ou inférieur au prix de rachat en raison des conditions de marché et/ou de la différence entre les prix utilisés pour calculer la Valeur nette d'inventaire et les cours acheteurs perçus sur la vente des titres.

Jour Ouvrable

Chaque jour (à l'exception des jours fériés légaux au Royaume-Uni et en Irlande et des jours de fermeture des marchés boursiers londoniens) durant lequel les banques en Irlande et au Royaume-Uni sont normalement ouvertes et tout autre jour ou jours, tel que ponctuellement déterminé par les Administrateurs et notifié à l'avance aux Actionnaires.

Jour de Transaction

Chaque vendredi (à l'exception des jours fériés légaux au Royaume-Uni et en Irlande et des jours de fermeture des marchés boursiers londoniens) durant lequel les banques irlandaises et britanniques sont normalement ouvertes et tout autre jour ou jours, tel que

ponctuellement déterminé par les Administrateurs et notifié à l'avance aux Actionnaires, à la condition qu'il y ait toujours au moins un Jour de Transaction par quinzaine.

Heure Limite de Transaction

12 h 00 (heure irlandaise) 3 Jours Ouvrables avant le Jour de Transaction concerné.

Les Administrateurs peuvent, à leur entière discrétion, renoncer à l'Heure Limite de Transaction, soit de manière générale, soit au regard de souscriptions spécifiques, à condition que les demandes de souscription soient reçues avant le Point d'Evaluation pour ce Jour de Transaction particulier.

Date de Règlement

Dans le cas de souscriptions et de rachats, dans les 3 Jours Ouvrables suivant le Jour de Transaction concerné.

En ce qui concerne les souscriptions, les investisseurs supporteront tout intérêt, perte ou autre coût résultant de l'absence de règlement d'un ordre dans ces délais.

Point d'Evaluation

Clôture de l'activité le Jour de Transaction concerné.

10. COMMISSIONS ET FRAIS

Commissions de Souscription Initiale, d'Echange et de Rachat

Concernant les Actions de Classe A et de Classe C, le Compartiment peut, lors de tout Jour de Transaction, demander à un Actionnaire de payer une commission initiale de souscription représentant jusqu'à 5 % du prix d'émission de ces Actions ce même Jour de Transaction. Concernant les Actions de Classe P, le Compartiment peut lors de tout Jour de Transaction demander à un Actionnaire de payer une commission initiale de souscription représentant jusqu'à 3% du prix d'émission de ces Actions ce même Jour de Transaction. Toute commission initiale de souscription reçue par le Compartiment peut être versée au Distributeur, ou tout sous-distributeur ou intermédiaire, qui peut, à son entière discrétion, renoncer ou rembourser une partie de cette commission.

S'agissant des Actions de Classe S et de Classe R, le Compartiment peut, chaque Jour de négociation, demander à un Actionnaire de payer des droits d'entrée d'un maximum de 0,5 % du prix d'émission de ces Actions ce Jour de négociation. Tous les droits d'entrée reçus par le Compartiment peuvent être payés au Distributeur ou à tout distributeur par délégation ou intermédiaire, qui peut, à sa discrétion, renoncer à ces frais ou les réduire.

Le Compartiment peut, tout Jour de Transaction, demander à un Actionnaire de payer une commission pour l'échange d'Actions d'une Classe dans la limite de 3 % du prix de rachat total des Actions de la Classe d'Origine ce même Jour de Transaction lorsque les Actions de la Classe d'Origine sont des Actions de Classe A ou de Classe C.

Aucune commission de rachat ne sera prélevée sur les Actions.

Le Compartiment n'imposera pas de prélèvement anti-dilution ni d'ajustement sur le rachat d'Actions.

Commission de gestion

La Société paiera au Gestionnaire Financier sur les actifs attribuables à chaque Classe d'Actions du Compartiment les commissions suivantes, lesquelles sont basées sur un pourcentage des actifs nets attribuables à cette Classe d'Actions, accumulées

quotidiennement et payables mensuellement à terme échu selon un taux annuel défini ci-dessous :

1,5 % pour les Actions de classe I libellées en EUR, USD, GBP, JPY et SEK (collectivement dénommées les « **Actions de Classe I** »)

2,5 % pour les Actions de Classe A libellées en EUR, USD et GBP (collectivement dénommées les « **Actions de Classe A** »)

1 % pour les actions de Classe B libellées en EUR, USD et GBP (collectivement dénommées les « **Actions de Classe B** »)

2,5 % pour les Actions de Classe C libellées en EUR, USD et GBP (collectivement dénommées les « **Actions de Classe C** »)

1,5 % pour les actions de Classe P libellées en EUR, USD, GBP et SEK (collectivement dénommées les « **Actions de Classe P** »)

1,0 % pour les actions de Classe S libellées en EUR, USD, JPY et GBP (collectivement dénommées les « **Actions de Classe S** »)

1,0 % pour les actions de Classe R libellées en EUR, USD, JPY et GBP (collectivement dénommées les « **Actions de Classe R** »)

Aucune commission de gestion n'est prélevée sur les Actions de Classe E libellées en USD, en EUR et en GBP.

Commission de Performance

Outre les Commissions de Gestion décrites ci-dessus, le Gestionnaire Financier sera habilité à recevoir une commission de performance (la « **Commission de Performance** ») pour les Actions de Classe I, de Classe A, de Classe B, de Classe C, de Classe P, de Classe R et de Classe S.

Aucune commission de performance ne sera payable concernant les Actions de Classe E libellées en USD, en EUR et en GBP.

La Commission de Performance relative à chaque Action sera calculée pour chaque période de 12 mois se terminant le 31 décembre (une « **Période de Calcul** »). La Commission de Performance sera calculée chaque Jour de Transaction.

Pour chaque Période de Calcul, la Commission de Performance relative aux Actions de Classe A, de Classe C, de Classe P et de Classe I sera égale à 15 % de la différence entre le rendement de la Valeur Liquidative de l'Action concernée au cours de cette Période de Calcul et le rendement de la Valeur Liquidative de Référence de l'Action concernée lorsque la première est supérieure à la seconde ; et la Commission de Performance relative aux Actions de Classe S et de Classe R sera égale à 13 % de la différence entre le rendement de la Valeur Liquidative de l'Action concernée au cours de cette Période de Calcul et le rendement de la Valeur Liquidative de Référence de l'Action concernée lorsque la première est supérieure à la seconde ; et la Commission de Performance relative aux Actions de Classe B sera égale à 10 % de la différence entre le rendement de la Valeur Liquidative de l'Action concernée au cours de cette Période de Calcul et le rendement de la Valeur Liquidative de Référence de l'Action concernée lorsque la première est supérieure à la seconde. La Valeur Liquidative de Référence correspond à la Valeur Liquidative par Action de l'Action concernée la plus élevée au moment de l'émission de l'Action et à la plus élevée des Valeurs Liquidatives par Action de l'Action concernée enregistrées à la fin de la Période de Calcul précédente (le cas échéant) durant laquelle cette Action a été en circulation (ou à la date à laquelle le Compartiment a débuté l'activité si l'Action a été émise à la fin de la Période d'Offre Initiale) (la « **Valeur Liquidative de Référence par Action** »).

La Commission de Performance relative à chaque Période de Calcul sera calculée par référence à la Valeur Liquidative par Action avant déduction de toute Commission de Performance accumulée.

La Commission de Performance sera versée par la Société au Gestionnaire Financier à terme échu dans les 14 jours calendaires suivant la fin de chaque Période de Calcul.

Toutefois, en cas de rachat d'Actions au cours de la Période de Calcul, la Commission de Performance accumulée à l'égard de ces Actions sera payée dans les 14 jours calendaires suivant la date du rachat. En cas de rachat partiel, les Actions seront considérées comme rachetées sur la base du « premier entré, premier sorti ».

Si l'Accord sur la Gestion des Investissements est résilié durant une Période de Calcul, la Commission de Performance relative à cette Période de Calcul sera calculée et payée comme si la date de résiliation correspondait à la fin de la Période de Calcul concernée.

Le calcul de la Commission de Performance sera contrôlé par le Dépositaire.

La Commission de Performance se base sur les plus-values et moins-values nettes réalisées et non réalisées à la fin de chaque Période de Calcul, et par conséquent, des primes de rendement peuvent être payées sur des plus-values non réalisées qui ne seront parfois jamais réalisées.

Le Gestionnaire Financier peut ponctuellement et à son entière discrétion, et sur ses propres ressources, décider de rétrocéder à des intermédiaires et/ou Actionnaires tout ou partie des commissions de gestion et/ou Commissions de Performance. Une telle rétrocession peut être appliquée en règlement d'Actions supplémentaires à émettre pour un Actionnaire.

Classes d'Actions mutualisées – Actions de Classe C, de Classe P et de Classe R

La Commission de Performance sera calculée par l'Agent administratif et vérifiée par le Dépositaire. Pour chacune des Actions de Classe C, Classe P et Classe R, le calcul de la Commission de Performance à l'égard de chaque Période de calcul sera égal au total des Commissions de Performance déterminé à l'égard de chaque souscription d'Actions échue quotidiennement. Le calcul de la Commission de Performance à l'égard de chaque souscription d'Actions sera de 15 % pour les Actions de Classe C et de Classe P et de 13 % pour les Actions de Classe R de toute augmentation de la Valeur Liquidative par Action de la Classe d'Actions concernée au cours de la Période de calcul sur la Valeur Liquidative de Référence par Action relative à ladite souscription, après déduction des Frais de gestion (mais pas des éventuelles Commissions de Performance échues) et de tous frais de négociation durant cette période. La Valeur Liquidative de Référence par Action est la valeur la plus grande entre la Valeur Liquidative par Action de la Classe concernée au moment de l'émission de ladite Action et la Valeur Liquidative de Référence par Action la plus élevée de la Classe concernée constatée à la fin de toute Période de calcul précédente, le cas échéant. Étant donné que les Commissions de Performance sont cumulées et appliquées à la Classe d'Actions dans son intégralité, la Commission de Performance réelle pour chaque souscription distincte est calculée suivant la modification de la Valeur Liquidative par Action de la Classe d'Actions. Il peut arriver qu'un investisseur paie des Commissions de Performance en contrepartie desquelles il n'a tiré aucun bénéfice ou qu'un investisseur subventionne d'autres investisseurs. Si le Contrat de gestion d'investissement est résilié d'une autre manière qu'à l'échéance de la Période de calcul, la Commission de Performance sera calculée comme si la Période de calcul de la Commission de Performance arrivait à échéance à la date de ladite résiliation. La Période de calcul pour les Actions qui sont rachetées se terminera à la date effective du rachat. Dans le cas d'un rachat partiel, les Actions seront rachetées selon le principe du « premier entré, premier sorti » (FIFO) aux fins de calcul de la Commission de Performance.

Egalisation – Actions de Classe I, de Classe S, de Classe A et de Classe B

La Commission de Performance à l'égard des Actions de Classe I, de Classe A et de Classe B est calculée Action par Action. Cette méthode de calcul vise à garantir que (i) toute Commission de Performance versée au Gestionnaire Financier n'est prélevée que pour les Actions dont la valeur a été appréciée, (ii) tous les détenteurs d'Actions de la même

classe ont le même montant de capital par Action exposé au risque dans le Compartiment, et (iii) toutes les Actions de la même classe ont la même Valeur Liquidative par Action.

Si un investisseur souscrit des Actions à un moment où la Valeur Liquidative par Action de la Classe concernée est différente de la Valeur Liquidative de Référence par Action de cette Classe, des ajustements seront effectués afin de réduire les inégalités qui pourraient autrement exister envers le souscripteur ou le Gestionnaire Financier.

(i) Si des Actions sont souscrites à un moment où la Valeur Liquidative par Action est inférieure à la Valeur Liquidative de Référence par Action de la Classe concernée, l'investisseur sera tenu de payer une Commission de Performance au regard de toute appréciation ultérieure de la valeur de ces Actions. Concernant l'appréciation de la valeur de ces Actions depuis la Valeur Liquidative par Action à la date de souscription jusqu'à la Valeur Liquidative de Référence par Action, la Commission de Performance sera facturée à la fin de chaque Période de Calcul en rachetant à leur valeur nominale (qui sera conservée par la Société) le nombre des Actions de la Classe concernée, détenues par l'investisseur affichant une Valeur Liquidative totale (après accumulation des Commissions de Performance) égale à 15 % pour les Actions de Classe I, 15 % pour les Actions de Classe A, 13 % pour les Actions de Classe S et 10 % pour les Actions de Classe B, et de cette appréciation (un « **Rachat de la Commission de Performance** »). Un montant égal à la Valeur Liquidative totale des Actions ainsi rachetées sera payé au Gestionnaire Financier en tant que Commission de Performance. La Société ne sera pas tenue de verser à l'investisseur le produit du rachat des Actions concernées, à savoir le total de la valeur nominale de ces Actions. Les Rachats de Commission de Performance sont utilisés pour garantir que la Société maintient une Valeur Liquidative par Action homogène pour chaque Classe. En ce qui concerne le reste des Actions de cette Classe détenues par l'investisseur, toute appréciation de la Valeur Liquidative par Action de ces Actions au-dessus de la Valeur Liquidative de Référence par Action de cette Classe sera soumise à une Commission de Performance dans les conditions normales telles que décrites ci-dessus.

(ii) Si des Actions sont souscrites à un moment où la Valeur Liquidative par Action est supérieure à la Valeur Liquidative de Référence par Action de la Classe concernée, l'investisseur sera tenu de payer un montant supérieur au montant de la Valeur Liquidative par Action courante de cette Classe, égal à 15 % pour les Actions de Classe I, 15 % pour les Actions de Classe A, 13 % pour les Actions de Classe S et 10 % pour les Actions de Classe B, de la différence entre la Valeur Liquidative par Action courante de cette Classe (avant accumulation des Commissions de Performance) et la Valeur Liquidative de Référence par Action de cette Classe (une « **Créance d'Egalisation** »). A la date de souscription, la Créance d'Egalisation sera égale à la Commission de Performance par Action accumulée à l'égard des autres Actions de même Classe au sein de la Société (la « **Créance d'Egalisation Maximum** »). La Créance d'Egalisation est due pour répondre au fait que la Valeur Liquidative par Action de cette Classe a été réduite afin de refléter une Commission de Performance accumulée à la charge des Actionnaires existants de la même Classe, et fait office de crédit sur des Commissions de Performance qui pourraient autrement être payées par la Société mais qui ne devraient pas, à des fins d'équité, être supportées par l'Actionnaire effectuant une souscription car aucune surperformance des Actions n'a encore eu lieu. La Créance d'Egalisation vise à assurer que tous les détenteurs d'Actions de même Classe sont exposés au même risque de pertes par Action.

Le montant supplémentaire investi au titre de la Créance d'Egalisation sera exposé au risque dans le Compartiment, et fera donc l'objet d'une appréciation ou dépréciation en fonction de la performance de la Classe concernée suite à l'émission des Actions concernées, mais n'excédera jamais la Créance d'Egalisation Maximum. En cas de déclin un Jour de Transaction de la Valeur Liquidative par Action de ces Actions, la Créance d'Egalisation sera réduite d'un montant égal à 15 % pour les Actions de Classe I, 15 % pour les Actions de Classe A, 13 % pour les Actions de Classe S et 10 % pour les Actions de Classe B, de la différence entre la Valeur Liquidative par Action (avant

accumulation des Commissions de Performance) à la date d'émission et à la date de ce même Jour de Transaction. Toute appréciation ultérieure de la Valeur Liquidative par Action de la Classe concernée entraînera la reprise de toute réduction de la Créance d'Egalisation, mais uniquement dans la limite de la Créance d'Egalisation précédemment réduite jusqu'à la Créance d'Egalisation Maximum.

A la fin de chaque Période de Calcul, si la Valeur Liquidative par Action (avant accumulation des Commissions de Performance) est supérieure à la précédente Valeur Liquidative de Référence par Action de la Classe concernée, cette part de la Créance d'Egalisation égale à 15 % pour les Actions de Classe I, 15 % pour les Actions de Classe A, 13 % pour les Actions de Classe S et 10 % pour les Actions de Classe B, de la différence, multipliée par le nombre d'Actions de cette Classe souscrites par l'Actionnaire, sera utilisée pour souscrire des Actions supplémentaires de cette Classe pour l'Actionnaire. Des Actions supplémentaires de cette Classe continueront d'être ainsi souscrites à la fin de chaque Période de Calcul jusqu'à ce que la Créance d'Egalisation, telle qu'elle pourra avoir augmenté ou diminué dans le Compartiment depuis la souscription initiale des Actions de cette Classe, ait été pleinement utilisée. Si l'Actionnaire procède au rachat de ses Actions de cette Classe avant que la Créance d'Egalisation (ajustée pour augmenter ou diminuer tel que décrit ci-dessus) ait été pleinement utilisée, l'Actionnaire recevra un produit de rachat supplémentaire égal à la Créance d'Egalisation restante multipliée par une fraction, le numérateur de laquelle correspondant au nombre d'Actions de cette Classe ainsi rachetées et le dénominateur correspondant au nombre d'Actions de cette Classe détenues par l'Actionnaire juste avant le rachat à l'égard duquel une Créance d'Egalisation a été versée lors de la souscription.

Les Frais Administratifs et d'Exploitation

La Société paiera à Morgan Stanley & Co. International plc (le « **Promoteur** »), sur les actifs du Compartiment, une commission totale pour les services fournis par le Promoteur. Les frais administratifs et d'exploitation n'excéderont pas 0,35 % par an des actifs nets du Compartiment et seront calculés quotidiennement et payés mensuellement à terme échu. Le Promoteur paiera, entre autres, les commissions et frais de l'Administrateur et du Dépositaire en totalité sur les frais administratifs et d'exploitation.

Commissions et Frais Continus

Les commissions et frais supplémentaires définis dans la section **Commissions et Frais Continus** du Prospectus seront, à l'exception des commissions du Distributeur, payés sur les actifs du Compartiment.

11. CONDITIONS DE SOUSCRIPTION DES ACTIONS

Les demandes d'achat d'Actions doivent être effectuées conformément aux dispositions exposées à la section **Demandes de Souscription d'Actions** du Prospectus.

12. CONDITIONS DE RACHAT DES ACTIONS

Les demandes de rachat d'Actions doivent être effectuées conformément aux dispositions exposées à la section **Rachat d'Actions** du Prospectus.

13. CONDITIONS D'ECHANGE DES ACTIONS

Les demandes d'échange d'Actions doivent être effectuées conformément aux dispositions exposées à la section **Echange d'Actions** du Prospectus.

14. COUTS ET DEPENSES D'ETABLISSEMENT

Les coûts et frais d'établissement du Compartiment ont été payés par le Promoteur.

15. AUTRES COMMISSIONS ET FRAIS

De plus amples informations sur les commissions et frais payables sur les actifs du Compartiment sont exposées dans le Prospectus **Commissions et Frais de Gestion et Commissions et Frais Généraux**.

16. AUTRES INFORMATIONS

A la date du présent Supplément, la Société comporte cinquante autres compartiments, Emerging Markets Equity Fund, Salar Convertible Absolute Return Fund, Indus Select Asia Pacific Fund, MS Algebris Global Financials UCITS Fund, Indus PacificChoice Asia Fund, MS Ascend UCITS Fund, MS Alkeon UCITS Fund, RiverCrest European Equity Alpha Fund, MS SLJ Macro UCITS Fund, MS QTI UCITS Fund, MS Turner Spectrum UCITS Fund, MS Long Term Trends UCITS Fund, MS Discretionary Plus UCITS Fund, MS Lynx UCITS Fund, MS Dalton Asia Pacific UCITS Fund, MS Broadmark Tactical Plus UCITS Fund, MS Swiss Life Multi Asset Protected Fund et MS TCW Unconstrained Plus Bond Fund, MS Fideuram Equity Smart Beta Dynamic Protection 80 Fund, MS Nezu Cyclical Japan UCITS Fund, MS Scientific Beta Global Equity Factors UCITS ETF, MS Kairos Enhanced Selection UCITS Fund, MS Scientific Beta US Equity Factors UCITS ETF, MSCI Emerging Markets ESG Equity Fund, MS Tremblant Long/Short Equity UCITS Fund, Global Equity Risk Premia Long/Short UCITS Fund, MS Fideuram Equity Smart Beta Dynamic Protection 80 Fund II, DAX® 80 Garant, IPM Systematic Macro UCITS Fund, Quantica Managed Futures UCITS Fund, Smartfund 80% Protected Growth Fund, Smartfund 80% Protected Balanced Fund, MSCI China A International Fund, Mariner Lenus Healthcare UCITS Fund, Smartfund Cautious Fund, Smartfund Balanced Fund, Smartfund Growth Fund, 80% Protected Index Portfolio, Mariner Investment Diversifying Alternative UCITS Fund, Market Neutral Credit UCITS Fund, Academy Quantitative Global UCITS Fund, Arno Fund, QW Equity Market & Sector Neutral UCITS Fund, Abante 80% Proteccion Creciente Fund, Cautious 85% Protected Fund, Moderate 80% Protected Fund, Equity Risk Managed Fund, Cube Global Cross Assets Fund, CZ Absolute Alpha UCITS Fund et Investcorp Geo-Risk Fund.

Outre les rapports et comptes à destination des investisseurs et décrits dans le Prospectus, les investisseurs recevront des comptes audités du Portefeuille de Référence pour la même période que les comptes audités de la Société et du Compartiment.